

# Nouveaux indicateurs pour une meilleure connaissance locale de la pauvreté



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE,  
DE L'INDUSTRIE  
ET DE L'EMPLOI

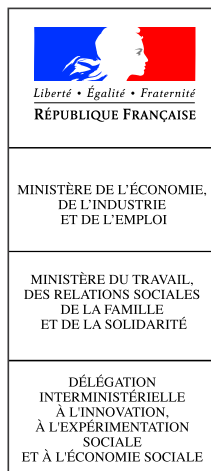
MINISTÈRE DU TRAVAIL,  
DES RELATIONS SOCIALES  
DE LA FAMILLE  
ET DE LA SOLIDARITÉ

DÉLÉGATION  
INTERMINISTÉRIELLE  
À L'INNOVATION  
SOCIALE  
ET À L'ÉCONOMIE SOCIALE



# Remerciements

Ce guide a été édité  
avec le soutien de la Délégation Interministérielle, à l'Innovation, à l'Expérimentation Sociale  
et à l'Économie Sociale (DIIESSES).



## **Merci aux membres du groupe d'experts :**

Annie Achard, directrice du CCAS de Dijon,  
Bénédicte Bardant, chargée de coordination évaluation des actions d'Insertion - CCAS de Bordeaux,  
Carolina Benito, chargée d'observation urbaine et sociale - Mairie d'Angers,  
Vincent Challet, directeur du CCAS d'Issoire,  
Laurent Chivallon, responsable de service - CCAS de Bordeaux,  
François Fougère, directeur du CCAS de Quimper,  
Sarah Humblot, directrice du CCAS de Neufchâteau,  
Françoise Jamois, directrice du CCAS Saint Leu La Foret,  
Annick Lapierre, directrice du pôle solidarité - Ville de Lomme,  
Paul Le Calennec, directeur du CCAS de Laval,  
Pierre Oberto, directeur du CCAS de Villiers le Bel.

Et merci également aux nombreux élus et techniciens des CCAS/CIAS,  
institutions et partenaires associatifs, qui ont participé aux réunions  
dans les départements et ainsi contribué à ce travail.

*Toutes les études récentes le montrent, la pauvreté est un phénomène multidimensionnel complexe, qui s'étend à de nouvelles catégories de populations et se manifeste sous des formes renouvelées. Aussi son étude nécessite-t-elle également la mise en place de moyens adaptés à ses évolutions.*

*Fruit d'un travail souhaité par la Délégation Interministérielle à l'Innovation, à l'Expérimentation Sociale et à l'Économie Sociale (DIIESES), le ministère de la Cohésion sociale et le Haut commissaire aux solidarités actives, ce guide ambitionne de répondre à cet objectif de développement d'outils au service d'une meilleure compréhension et de solutions adaptées aux formes de pauvreté émergentes.*

*Que vous soyez élu ou technicien intervenant dans le domaine de l'action sociale, ce travail a donc pour vocation de vous proposer des nouveaux outils de lecture de la pauvreté. D'une part, à travers une approche territoriale visant à comprendre comment les spécificités d'un territoire peuvent influencer les formes de pauvreté et de précarité présentes sur celui-ci. D'autre part, grâce à un panel diversifié d'indicateurs d'appréhension de la pauvreté, caractérisés par une approche non monétaire et combinant plusieurs entrées (thématiques, publics, caractère structurel ou conjoncturel...).*

*Plus spécifiquement, les acteurs engagés au sein des CCAS/CIAS y trouveront de nouvelles formes et sources de données visant à compléter les diagnostics élaborés dans le cadre de leurs analyses de besoins sociaux ou de toute autre démarche d'observation sociale territoriale.*

*Dans le souci d'une dynamique partant des territoires et de leurs spécificités, les indicateurs proposés visent à alimenter les indicateurs élaborés au niveau national, et notamment ceux composant le tableau de bord de la pauvreté récemment mis en place par le Haut commissariat, dont la déclinaison locale est en cheminement.*

*Car il est certain que c'est en croisant les démarches ascendantes et descendantes, les compétences du national et du local, que l'action sociale pourra au mieux remplir son rôle de lutte contre la pauvreté sous ses différentes formes.*

**Patrick Kanner**

Président de l'UNCCAS

1<sup>er</sup> vice-président du conseil général du Nord

Adjoint au maire de Lille



## Introduction - Présentation de la démarche globale ..... p 6

- ① Un objectif principal ..... p 6
- ② Des objectifs opérationnels ..... p 6
- ③ Le croisement de trois entrées privilégiées pour approcher la pauvreté ..... p 6
- ④ Trois départements... pour une expérimentation ..... p 6
- ⑤ La méthode ..... p 9

### Chapitre I

## Rappel sur quelques indicateurs “officiels” de mesure de la pauvreté ..... p 11

- ① En préalable : tenter de définir la pauvreté ..... p 12
  - La relativité de cette notion ..... p 12
  - Des distinctions... et des approches ..... p 12
  - La multidimensionnalité de la pauvreté ..... p 14
  - Précarité se distingue de pauvreté ..... p 14
  - Exclusion : ambiguïté et confusion d’une notion ..... p 15
  - L'exclusion est donc à la fois un processus et un état ..... p 15
  - La notion “d’inclusion sociale” définie par l’union européenne ..... p 16
- ② Les indicateurs de mesure de la pauvreté ..... p 16
  - La pauvreté monétaire selon l’INSEE et les CAF ..... p 16
  - L’élargissement de l’observation à des considérations moins monétaires ..... p 18
  - Les indicateurs définis au niveau européen ..... p 19
  - Le lien avec les indicateurs de mesure de la pauvreté ..... p 19

### Chapitre II

## L’approche quantitative – La contribution d’une analyse statistique territorialisée à la lecture de la pauvreté ..... p 21

- ① En préalable ..... p 22
- ② Aspects méthodologiques ..... p 22
- ③ Profils de territoire ..... p 23
- ④ Grille de lecture des indicateurs non monétaires de la pauvreté par typologie de territoire ..... p 25
  - Grille de lecture issue des réponses socio-économiques ..... p 27
  - Grille de lecture issue des réponses socio-démographiques ..... p 34

## Chapitre III

### L'approche qualitative – Les populations interrogées dans le cadre des enquêtes ..... p 43

- ① **Les intervenants du social interrogés** ..... p 44
  - Caractéristiques des territoires d'intervention des travailleurs sociaux ayant répondu au questionnaire ..... p 44
  - Angles d'approche des situations de pauvreté par les travailleurs sociaux ..... p 45
- ② **L'enquête auprès des usagers des CCAS** ..... p 47
  - Présentation des usagers en demande d'aide ayant répondu au questionnaire ..... p 47
  - L'effectivité de leur situation de pauvreté ..... p 48

## Chapitre IV

### Vers une proposition d'indicateurs connexes et périphériques de mesure et de suivi de la pauvreté, à partir des enquêtes qualitatives ..... p 49

- ① **Essai de classification et d'ordonnement des indicateurs** ..... p 50
  - Proposition d'une typologie des indicateurs ..... p 50
  - Les dimensions les plus significatives de la pauvreté selon les enquêtés ..... p 51
- ② **Présentation des indicateurs ayant émergé de l'étude et mode d'exploitation de ceux-ci** ..... p 54
  - Présentation d'indicateurs à travers une entrée thématique ..... p 54
  - Mode d'exploitation ou d'expérimentation de ces indicateurs ..... p 55
  - Présentation de quelques indicateurs spécifiques à travers une entrée "publics" ..... p 64
  - Autres entrées pour d'autres pistes d'indicateurs ..... p 68
- ③ **Essai d'une grille de lecture permettant de distinguer une "pauvreté structurelle" d'une "pauvreté conjoncturelle"** ..... p 71
  - Les signes qualifiant le caractère structurel ou conjoncturel de la pauvreté, du point de vue des intervenants sociaux ..... p 71
  - Essai d'élaboration d'une grille de lecture possible ..... p 73

### Annexes ..... p 74

- ① **Les questionnaires d'enquêtes : des outils à part entière** ..... p 74
- ② **Les annexes liées à l'approche quantitative** ..... p 82
  - Les variables utilisées pour les analyses typologiques ..... p 82
  - Cas d'étude empirique des analyses typologiques – Étude aux cantons ..... p 83
  - Logiques de localisation de l'activité économique... ou les sphères d'activité ..... p 83
- ③ **Exemple de mise en place d'une grille de questionnement de veille** ..... p 86

## 1 Un objectif principal

Aider les acteurs sociaux locaux en général et les CCAS en particulier, à mieux appréhender la pauvreté existante sur leur territoire, grâce à l'élaboration et à l'appropriation de "nouveaux" indicateurs.

## 2 Des objectifs opérationnels

- Mettre en évidence localement une série d'indicateurs de la pauvreté autres que monétaires.
- Proposer localement des "outils" expérimentaux de mise en œuvre de ces indicateurs.
- Faire en sorte que ces outils et ces indicateurs puissent être appropriés par les acteurs locaux, pérennes dans le temps et transposables spatialement.

## 3 Le croisement de trois entrées privilégiées pour approcher la pauvreté

### → Des territoires :

Les territoires urbains, ruraux et intermédiaires, voire dans certains cas de bords de mer ou de montagnes (via les communes ou les cantons et, plus particulièrement, celles et ceux déjà concernés par une démarche VIGIES <sup>[1]</sup>).

### → Des publics (selon une logique par l'âge) :

La petite enfance, les enfants et adolescents, les jeunes de 18 à 25 ans, les 26-59 ans (adultes potentiellement actifs), les jeunes retraités, les 75 ans et plus.

### → Des thématiques :

Revenus et consommation ; emploi et travail ; éducation/formation ; logement ; migrations résidentielles ; accès aux soins et rapport à la santé, au handicap ; rapport au corps ; rapport à l'alimentation ; vie familiale/conjugale ; éducation des enfants ; citoyenneté et implication associative ; accès à la culture, aux sports et loisirs ; sociabilités familiales et amicales...

## 4 Trois départements... pour une expérimentation

À des fins de comparaisons dans des contextes différents, il a été convenu de réaliser ce travail sur trois départements :

- le Puy de Dôme (63),
- la Gironde (33),
- le Val d'Oise (95).

Il s'agit de trois territoires sur lesquels une démarche VIGIES était déjà engagée. L'intention était ici de prendre en compte l'effet de contextes locaux dans l'appréhension de la pauvreté.

[1] VIGIES = Valorisation des Indicateurs pour la Gestion de l'Information de l'Environnement Social.  
Il s'agit d'une démarche mutualisée d'Analyse des Besoins Sociaux (ABS) pour des communes ayant choisi de se regrouper. Celle-ci est impulsée par l'UNCCAS.

## → Pourquoi le choix de ces trois départements

Parce que sur chacun de ces départements, des CCAS ainsi que des institutions sociales étaient déjà impliqués et mobilisés dans le cadre de la démarche VIGIES. Cette étude pouvait donc s'appuyer sur une mobilisation partenariale existante et s'inscrire ainsi dans une dynamique favorable.

Également parce que ces trois départements présentent des profils relativement diversifiés, aussi bien sur des plans démographiques que sociologiques, économiques ou même topographiques et ce, tout en affichant des niveaux de pauvreté monétaire qui ne les distinguent pas de manière exceptionnelle de la moyenne nationale. En effet, un sur-dimensionnement (voire un sous-dimensionnement) important de la pauvreté sur un ou plusieurs de ces départements aurait pu biaiser les résultats et leur lecture par effet de focalisation ou de surdétermination.

Tout au long de ce travail, a prévalu le souci de ne donner qu'une place limitée aux aspects monétaires, voire parfois de les écarter afin de laisser transparaître les multiples dimensions de la pauvreté et notamment celles non-monétaires (même si nous conviendrons par ailleurs que la dimension de l'argent est toujours présente dans la pauvreté comme une dimension parmi d'autres).

### La Gironde (33)

- Une importante prédominance de l'urbain avec des quartiers sensibles, mais aussi du littoral attirant des populations âgées aisées, du rural actif (notamment viticole) qui commence à devenir un espace de vie pour actifs urbains à la recherche d'un logement moins cher.
- 129 habitants au km<sup>2</sup>. → 80 % de la population est urbaine au sens de l'INSEE.
- Taux de pauvreté monétaire (2004) : 10,7 % (espace urbain : 10 %, espace rural : 14,6 %)

### Le Puy de Dôme (63)

- Un territoire où l'on trouve un espace anciennement industrialisé et un espace rural parfois de moyenne montagne.
- 76 habitants au km<sup>2</sup>. → 67 % de la population est urbaine au sens de l'INSEE.
- Taux de pauvreté monétaire (2004) : 11,4 % (espace urbain : 10,2 %, espace rural : 17,1 %)

### Le Val d'Oise (95)

- Un espace caractéristique d'une banlieue parisienne avec ses territoires plus favorisés, ses communes comprenant des quartiers en grande difficulté et à très forte densité de population (forte concentration de population en difficulté sur un même territoire).
- 887 habitants au km<sup>2</sup>. → 95 % de la population est urbaine au sens de l'INSEE.
- Taux de pauvreté monétaire (2004) : 10 %

Source : INSEE. Le taux de pauvreté monétaire est calculé sur la base d'un seuil de pauvreté correspondant à 60 % du niveau de vie médian (788 € par mois en 2004, 880 € en 2006).

### Quelques références :

- Le taux de pauvreté monétaire est la proportion d'individu vivant dans un ménage dont le niveau de vie est inférieur à 60 % du niveau de vie médian de la population (ce que l'on appelle le seuil de pauvreté).
- Le seuil de pauvreté s'élevait en France métropolitaine à 788 euros par mois en 2004, 880 euros par mois en 2006 et 908 euros par mois en 2007.
- Le taux de pauvreté monétaire en France métropolitaine était quant à lui de 11,7 % en 2004 (11,3 % en espace urbain et 13,7 % en espace rural). Il passe à 13,2 % en 2006, et 13,4 % en 2007.

# Introduction

Voici synthétiquement quelques informations supplémentaires permettant de particulariser chacun des trois départements retenus :

## Par rapport à la moyenne nationale

### Gironde

#### Pauvreté monétaire dans la moyenne basse

- Pauvreté administrative dans la moyenne.
- Niveau de vie dans la moyenne haute.
- Familles monoparentales SR+.
- Chômage dans la moyenne haute.
- Sans-diplômes dans la moyenne basse.
- Emplois dans l'agriculture SR+.
- Emplois dans le tertiaire SR+.
- Équilibre rural/urbain dans la moyenne basse.
- Équilibre jeunes/vieux dans la moyenne.

### Puy de Dôme

#### Pauvreté monétaire dans la moyenne.

- Pauvreté administrative dans la moyenne basse.
- Niveau de vie dans la moyenne basse.
- Familles monoparentales SsR-.
- Chômage dans la moyenne basse.
- Ruralité SR++.
- Vieux SR+ et Jeunes SsR-.
- Sans-diplômes dans la moyenne.
- Emplois industriels SR+.

### Val d'Oise

#### Pauvreté monétaire ou administrative SsR-.

- Niveau de vie ++.
- Jeunesse SR+.
- Urbanité SR++.
- Vieux SsR-- et Jeunes SR+.
- Population issue de la diversité ethnique SR+.
- Bénéficiaires de l'APA SsR-.
- Sans-diplômes SsR-.
- Emplois tertiaires SR++.
- Familles monoparentales dans la moyenne.
- Familles nombreuses SR+
- Chômage dans la moyenne.

## En rapport les uns avec les autres

### Gironde

#### Pauvreté avant tout administrative

- + de familles monoparentales.
- + de bénéficiaires de l'APA.
- + de chômage.
- + d'emplois agricoles et, secondairement, tertiaires.

### Puy de Dôme

#### Pauvreté monétaire plus qu'administrative.

- - de familles monoparentales.
- - de familles nombreuses.
- + de ruralité.
- + de personnes âgées.
- + de bénéficiaires de l'APA.
- + de sans-diplômes.
- - de chômage.
- + d'ouvriers/employés.
- + d'emplois industriels.

### Val d'Oise

#### Niveau de vie + élevé.

- + de jeunesse.
- + d'urbanité.
- + de population issue de la diversité ethnique.
- - de sans-diplômes.
- + d'emplois tertiaires.
- + de familles nombreuses.

#### Légende :

- SR** : Sur-Représentation (par rapport à la moyenne nationale)
- SsR** : SouS-Représentation

#### Définition INSEE de la notion d'espace rural :

*l'espace à dominante rurale, ou espace rural, regroupe l'ensemble des petites unités urbaines et communes rurales n'appartenant pas à l'espace à dominante urbaine (pôles urbains, couronnes périurbaines et communes multipolarisées). Cet espace est très vaste, il représente 70 % de la superficie totale et les deux tiers des communes de la France métropolitaine.*



## 5 La méthode

	Phases	Outils méthodologiques	Questionnements	Acteurs sociaux mobilisés
Approche quantitative	1 Une analyse statistique du département	<ul style="list-style-type: none"> <li>→ Analyse descriptive.</li> <li>→ Typologies de territoires.</li> <li>→ Analyse de corrélations.</li> <li>→ Analyse multi-dimensionnelle.</li> <li>→ Indicateur agrégé.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>→ Réalités sociales du territoire</li> <li>→ Sur-représentation de la pauvreté</li> <li>→ Facteurs corrélés à la pauvreté selon leurs interactions et selon leur degré d'influence</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>→ Partenaires fournisseurs de données, notamment dans le cadre de VIGIES</li> </ul>
Approche qualitative	2 Une enquête auprès des intervenants du social du département	<ul style="list-style-type: none"> <li>→ Questionnaire.</li> <li>→ Groupes d'analyse partagée.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>→ Indices d'appréhension des situations de pauvreté</li> <li>→ Définitions de la pauvreté</li> <li>→ Outils de mesure</li> <li>→ Angles d'approche</li> <li>→ Impacts de la pauvreté sur la vie des usagers</li> <li>→ Impacts sur l'intervention</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>→ Intervenants du social (ouverture vers tous les partenaires : CCAS, CG, CAF, CRAM, MSA, ML, associations...)</li> </ul>
	3 Une approche des usagers via les publics en demande d'aide	<ul style="list-style-type: none"> <li>→ Questionnaire (passation via les CCAS) et/ou entretiens collectifs.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>→ Perception de leur propre situation</li> <li>→ Facteurs explicatifs exprimés</li> <li>→ Conséquences sur la vie quotidienne (renoncements, privations, choix contraints...)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>→ CCAS concernés par VIGIES et leurs professionnels</li> </ul>
	4 Un retour et un réinvestissement vers les CCAS et les institutions sociales	<ul style="list-style-type: none"> <li>→ Groupes d'échanges et de restitution.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>→ Faisabilités et modalités de mise en œuvre de nouveaux indicateurs d'appréhension de la pauvreté, avec et chez des acteurs sociaux locaux.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>→ CCAS et autres institutions sociales</li> </ul>

Suivi et veille "scientifique" par un "groupe d'experts"

Présentation de la démarche globale


Au fil de la démarche, un "groupe d'experts", constitué de directeurs et cadres de CCAS (dont une majorité située en dehors des départements impliqués), a suivi le déroulement du travail. Leurs contributions attendues peuvent se résumer ainsi :

- apporter leur réflexion sur le fond (critères d'identification des situations de pauvreté, de leur intensité, de leur durabilité),
- donner leur avis sur les outils méthodologiques mis en place,
- alerter sur les dimensions incontournables à ne pas omettre d'explorer et ainsi enrichir le champ d'observation,
- apporter leur expertise sur les modalités pratiques mais aussi stratégiques de passation des enquêtes au sein des CCAS et des autres partenaires sociaux locaux.

Dans ce guide, vous retrouverez donc :

- **les éléments de la phase 1** (analyse statistique du département) dans le chapitre II, "Approche quantitative – La contribution d'une analyse statistique territorialisée à la lecture de la pauvreté".
- **les éléments des phases 2** (enquête auprès des intervenants sociaux) **et 3** (enquête auprès des usagers de CCAS) dans les chapitres III, "Approche qualitative – Les populations interrogées dans le cadre des enquêtes" **et 4**, "Vers une proposition d'indicateurs connexes de mesure et de suivi de la pauvreté".





## Rappel sur quelques indicateurs “officiels” de mesure de la pauvreté

## 1 En préalable : tenter de définir la pauvreté

La pauvreté fait généralement référence à une situation, à un état caractérisé par la non possession d'un certain nombre de ressources et conditions élémentaires nécessaires à un minimum de bien-être matériel, mais aussi social, culturel... Dans le sens où nous l'entendons, cette non possession ne fait bien évidemment pas référence aux renoncements volontaires que sont les formes, principalement religieuses, de vœux de pauvreté, mais est associée à l'absence subie ou contrainte de ces ressources et conditions élémentaires, donnant lieu alors à des expressions sous formes de manques ou de besoins.

Le ministère de l'Emploi, de la cohésion sociale et du logement (2005) définit la pauvreté comme « *l'état d'une personne, d'une famille ou d'un groupe qui dispose de faibles ressources* ». Bien que cette première partie de définition révèle une primauté donnée à la dimension monétaire, le ministère rajoute aussitôt que la pauvreté « *n'est pas réductible au seul indicateur de type monétaire mais concerne également d'autres aspects du quotidien comme le logement, la santé, la formation, le travail, la vie familiale* ».

### → La relativité de cette notion

La pauvreté ne peut être appréciée qu'en fonction des contextes socio-économique, culturel, géographique et historique de la société à laquelle elle est associée : par exemple, l'appréciation de la pauvreté doit notamment tenir compte du pouvoir d'achat moyen du groupe concerné. La notion de pauvreté varie également selon la perception qu'ont les individus des conditions d'existence jugées indispensables, etc.

Cette relativité nous invite d'une part à étudier la pauvreté au plus près de la situation actuelle, en mobilisant les informations aux dates de référence les plus récentes possibles et à inscrire l'analyse dans le cadre local aux différentes échelles disponibles (du contexte national et régional à la situation infra-communale).

Pour Daniel Verger de l'INSEE, « *la recherche d'une mesure unique de la pauvreté s'apparente à une infructueuse quête du Graal : un seul concept, une seule évaluation ne sauraient suffire. La définition de la pauvreté échappe au seul domaine de la science : définir un pauvre est souvent un acte politique, normatif, empreint de toute une série de conventions et qui doit s'ancrer dans les traditions et modes de vie spécifiques de chaque société* ».

### → Distinctions et approches de la pauvreté

On parlera donc plus facilement de « *pauvreté relative* » ; faisant ainsi la distinction avec une pauvreté dite « *absolue* » fondée sur des besoins minimaux et des consommations incompressibles (besoins de première nécessité objectivement indispensables à la survie : consommation alimentaire, habillement...).

On distinguera également différents qualificatifs de la pauvreté selon l'approche privilégiée pour son appréhension.

→ **La pauvreté monétaire** : est considérée comme pauvre la personne dont les ressources sont inférieures à un certain seuil de revenus ;

→ **La pauvreté "en conditions de vie"** : sont pris en considération des manques de nature "existentielle" et/ou "matérielle" (alimentation, vêtement, chauffage, logement...) ainsi que des manques de nature "sociale" et/ou "relationnelle" (vis-à-vis de l'emploi, des loisirs, de la famille, des divers liens familiaux, amicaux, sociaux, etc.) ;

→ **La pauvreté "administrative", ou "reconnue"** : sont ici considérées pour rendre compte de la population pauvre les personnes bénéficiaires d'aides sociales, particulièrement de minima sociaux (ex : RMI, AAH, ASS, etc.). Il s'agit d'une pauvreté que, d'une certaine manière, l'administration reconnaît à travers l'attribution d'un statut et le versement d'un revenu de redistribution.

Selon Georg Simmel (1858-1918), sociologue allemand, « *le fait que quelqu'un soit pauvre ne signifie pas encore qu'il appartienne à la catégorie des "pauvres". Il peut être un pauvre commerçant, un pauvre artiste, ou un pauvre employé, mais il reste situé dans une catégorie définie par une activité spécifique et une position (...). C'est à partir du moment où ils sont assistés, peut-être même lorsque leur situation pourrait normalement donner droit à l'assistance même si elle n'a pas encore été octroyée, qu'ils deviennent partie d'un groupe caractérisé par la pauvreté. Ce groupe ne reste pas unifié par l'interaction entre ses membres, mais par l'attitude collective que la société comme totalité adopte à son égard (...). Les pauvres en tant que catégorie sociale ne sont pas ceux qui souffrent de manques ou de privations spécifiques mais ceux qui reçoivent assistance ou devraient la recevoir selon les normes sociales* » (1908).

La pauvreté est donc le fruit d'une construction sociale. La définition d'une norme de pauvreté relève des modalités de classement et de traitement des individus reconnus comme pauvres par la société. Dès lors, « *ce qui est sociologiquement pertinent, ce n'est pas la pauvreté en tant que telle, mais les formes institutionnelles que prend ce phénomène dans une société ou un environnement donné. Autrement dit, il peut être heuristiquement fécond d'étudier la pauvreté comme condition socialement reconnue et les pauvres comme un ensemble de personnes dont le statut social est défini, pour une part, par des institutions spécialisées de l'action sociale qui les désignent comme tels.* » (Serge Paugam).

→ **La pauvreté "subjective" ou "ressentie"** : au-delà d'éléments concrets de mesure de la pauvreté, il est possible d'interroger les personnes sur la perception qu'ils ont de leur position dans une structure sociale donnée, du niveau de vie en dessous duquel ils se considéreraient comme pauvres, du risque de pauvreté qu'ils pensent encourir pour eux-mêmes ou pour leurs proches, mais aussi sur les difficultés financières qu'ils rencontrent et leurs conditions de vie.

→ **La pauvreté "transitoire"** : ici l'approche à partir des ressources monétaires ou des conditions de vie doit s'apprécier à partir de la plus ou moins grande permanence dans l'état de pauvreté. Cette approche nécessitant des méthodes de suivi individuel est encore peu exploitée du fait de la lourdeur du type d'enquêtes à mettre en œuvre (suivi de cohortes). Il est cependant important de différencier les pauvres "permanents" et ceux qui le sont de manière transitoire (comme les étudiants par exemple). Cette approche est susceptible de modifier les politiques et programmes, du fait des différences de traitement qu'impliquent des pauvretés structurelles et transitoires.

Ces différentes approches ne s'opposent pas, elles sont complémentaires et parfois même s'influencent mutuellement. Elles doivent être articulées pour permettre une vision, sinon globale, en tout cas multidimensionnelle.



## → La multidimensionnalité de la pauvreté

« Les analyses ont largement confirmé et illustré cette idée, en mettant progressivement en évidence une multiplicité de signes extérieurs de pauvreté concernant l'ensemble des aspects de l'existence individuelle et collective : forte instabilité professionnelle, faiblesse des revenus primaires, dépendance importante à l'égard des revenus disponibles par unité de consommation, faiblesse du patrimoine, difficultés de logement (difficultés pour accéder à un logement et pour s'y maintenir, conditions de logement inférieures aux normes de peuplement et de confort), morbidité et mortalité élevées du fait notamment de la durée et de la pénibilité du travail, faible niveau de formation générale et professionnelle, peu de loisirs et de détente, manque d'ouverture à la culture "savante", faible capital de relations sociales, faible participation à la vie politique, marginalisation par rapport aux institutions politiques et aux médias, faible degré de liberté individuelle face aux institutions judiciaires » (Bihl et Pferfferkorn).

On pourrait encore ajouter faible participation à la vie sociale. Ce constat amène les auteurs cités ici à définir la pauvreté par l'accumulation de handicaps, de défauts, de déficits résultants d'inégalités tendant à se renforcer réciproquement. Les inégalités forment alors un système : elles s'engendrent les unes les autres par interactions et contribuent à former un processus cumulatif.

Dans cette optique multidimensionnelle, il convient de signaler des initiatives d'élaboration d'indicateurs synthétiques de la pauvreté comme celle du BIP 40 par exemple <sup>[2]</sup>.

Enfin, pour nous permettre la transition vers la notion de précarité, citons la définition que le Conseil économique et social donnait encore récemment de la "grande pauvreté" : « La grande pauvreté est déterminée par un cumul de précarité dans plusieurs domaines, leur persistance et la quasi-impossibilité de réassumer ses responsabilités et reconquérir ses droits par soi-même dans un avenir prévisible ».

## → La précarité se distingue de la pauvreté

Le ministère de l'Emploi, de la cohésion sociale et du logement (2005) définit la précarité comme « l'absence des conditions élémentaires permettant aux personnes et aux familles d'assumer normalement leurs responsabilités et de jouir de leurs droits fondamentaux ». Il précise que « les situations de précarité économique et sociale sont diverses et souvent cumulatives. Elles sont liées en grande partie à la dégradation du marché de l'emploi. Elles peuvent aussi avoir pour origine ou être associées à d'autres facteurs qui, en se combinant, risquent de les faire évoluer vers des situations d'extrême pauvreté, à la limite de l'exclusion ». Cette définition n'insiste cependant pas assez, nous semble-t-il, sur les dimensions d'incertitude, d'insécurité et d'instabilité qui se rattachent à la notion de précarité.

Pour le Dictionnaire suisse de politique sociale (2005) « la notion de précarité comme "pauvreté potentielle" (donc distincte de la pauvreté) inclut l'idée d'instabilité (par exemple du revenu, lorsqu'il est sujet à oscillations imprévisibles) et de fragilité (manque de pouvoir contractuel, par exemple) ».

Le Conseil économique et social voit dans la précarité « l'absence d'une ou de plusieurs sécurités, notamment celle de l'emploi, permettant aux personnes et familles d'assumer leurs obligations professionnelles, familiales et sociales et de jouir de leurs droits fondamentaux ». Le sociologue Pierre Bourdieu, quant à lui, parlera de « misère de position » (sentiment d'être attiré vers le bas, dans un mouvement qui nous échappe), par opposition à une « misère de situation » à propos d'une pauvreté objective.

[2] Cf. [www.bip40.org](http://www.bip40.org).

## → Exclusion : ambiguïté et confusion d'une notion

Cette notion d'exclusion est récente et ses conditions d'apparition sont liées aux bouleversements que nous avons connus au cours des dernières décennies.

Le terme d'« *exclusion* », en partie créé par des discours politico-médiatiques, est réducteur et donc procède d'une simplification excessive. En effet, les "exclus" ne forment pas une population homogène et la pauvreté extrême correspond à des phénomènes multidimensionnels renvoyant davantage à des processus qu'à un examen statique.

Pour Robert Castel, entre autres, "l'exclusion" est un peu un "mot valise" : on entend dire qu'est « *exclu* » à la fois le SDF, le chômeur de longue durée, le jeune de banlieue, la personne handicapée, etc., c'est-à-dire des situations qui sont en réalité extrêmement hétérogènes. Le fait de les nommer tous par le même terme « *d'exclu* » ne permet pas d'expliquer des différences de situations. Ils n'ont ni le même passé, ni le même vécu, ni le même avenir... Castel note qu'en même temps l'« *exclusion* » renvoie trop souvent à une notion statique, qui laisse entendre que certains sont « *en bout de course* », dans le hors social. Or personne n'est en dehors du social.

Pour Michel Messu, l'exclusion exprime en creux la tyrannie des multiples inclusions auxquelles est soumis chacun.

Plutôt que d'exclusion, plusieurs auteurs, sociologues ou psychosociologues, ont préféré parler de « *disqualification sociale* » (Serge Paugam), de « *désaffiliation* » (Robert Castel), de « *désinsertion* » (Frédéric Blondel), ou de « *désocialisation* » (Alexandre Vexliard), pour rendre compte à la fois d'un processus comme dynamique négative (ce qui ne veut pas dire fatale) constituée de plusieurs phases, et d'un état comme situation résultant de ce processus. Ces auteurs montrent bien que si exclusion il y a (mise en dehors), c'est bien d'abord des grandes institutions sociales productrices de liens sociaux et socialisatrices que sont le travail, la famille, l'État (et à travers lui l'école, les dispositifs d'assistance et d'assurance, les mécanismes de participation politique et citoyenne), etc. Le sociologue et économiste Yves Barel parlera de « *grands intégrateurs* » à propos de celles-ci et en particulier à propos du travail dans notre société moderne.

## → L'exclusion est donc à la fois un processus et un état

Comme processus, l'exclusion est un ensemble de ruptures (moins linéaires et successives qu'interactives), tant sur le plan symbolique (stigmates ou attributs négatifs) que sur le plan des relations sociales (rupture des différents liens sociaux qui agrègent les individus entre eux). En tant qu'état, elle traduit un cumul de manques (sans emploi, sans argent, sans abri...), de "handicaps", signe de grande pauvreté, associé à des formes de déstructuration sociale et psychologique et parfois à des situations d'abandons de ses droits, voire d'oubli de soi... Une enquête du CREDOC de 1995, menée auprès de presque 800 personnes en situation de pauvreté, sélectionnées selon la méthode des quotas, montrait, à partir des cinq principaux "handicaps sociaux" recensés (absence de diplôme, moins de 427 € par mois, pas de logement stable, état de santé dégradé, au chômage ou sans travail), que près de 50 % cumulaient au moins trois de ces "handicaps sociaux" et 80 % au moins deux, la moyenne se situant entre deux et trois.

Malgré son ancienneté relative, cette enquête garde le mérite d'insister sur l'importance du cumul des difficultés dans les situations de pauvreté.

En réalité, au-delà même du terme de cumul, nous devons parler de multidimensionnalité de la pauvreté ; dimensions qui le plus souvent doivent être mises en relation plutôt qu'appréhendées séparément.

## → La notion "d'inclusion sociale" définie par l'union européenne

Selon le glossaire de l'union européenne, l'inclusion sociale est un « processus permettant aux personnes en danger de pauvreté et d'exclusion sociale de bénéficier des possibilités et des ressources nécessaires pour participer à la vie économique et sociale, en jouissant d'un mode de vie considéré comme normal pour la société dans laquelle ils vivent »<sup>[3]</sup>.

Ce processus a été instauré en 2000 par les dirigeants européens dans l'objectif de renforcer la lutte pour l'éradication de la pauvreté d'ici 2010. Une des conséquences est l'intégration des programmes de lutte contre la pauvreté dans les politiques nationales des États-membres à travers la mise en place des Programmes nationaux d'action pour l'inclusion sociale (PNAI). La France a remis en 2008 son quatrième PNAI pour la période 2008-2010.

## 2 Les indicateurs de mesure de la pauvreté...

**C'est pour aborder la pauvreté monétaire que la définition de seuils est opérée. Selon l'INSEE, « un individu (ou un ménage) est considéré comme pauvre lorsqu'il vit dans un ménage dont le niveau de vie est inférieur [à un certain] seuil de pauvreté. L'INSEE, comme ses équivalents dans les autres pays européens et Eurostat, mesure la pauvreté monétaire de manière relative alors que d'autres pays (comme les États-Unis ou le Canada) ont une approche absolue. Dans l'approche en termes relatifs, le seuil de pauvreté est déterminé par rapport à la distribution des niveaux de vie de l'ensemble de la population ». L'INSEE le fixe aujourd'hui à 60 % du niveau de vie médian (comme Eurostat).**

Les CAF, quant à elles, parlent de « seuil de bas revenus ». Le calcul est basé sur 60 % du Revenu par Unité de Consommation (RUC) médian. Du fait de quelques distinctions avec l'INSEE, le seuil de bas revenus CAF diffère du seuil de pauvreté INSEE. Pour information, en 2006 : l'INSEE fixait le seuil de pauvreté à 880 € par mois alors que la CAF fixait le seuil de bas revenus à 871 €.

## → La pauvreté monétaire selon l'INSEE et les CAF

### → Le taux de pauvreté (INSEE)

Nous devons ici distinguer deux indicateurs mesurant l'incidence de la pauvreté dans la population :

#### **Le taux de pauvreté monétaire ancré dans le temps :**

Proportion de personnes vivant dans des ménages dont le revenu<sup>[4]</sup>, net des impôts directs par unité de consommation (c'est-à-dire le niveau de vie), est inférieur à un montant équivalent à 60 % du niveau de vie médian de la population, apprécié au début de la période de référence et réévalué les années suivantes en fonction de l'indice des prix à la consommation (inflation). Actuellement, l'année de référence retenue est 2005 : le taux de pauvreté de l'année "n" est donc calculé avec le seuil de pauvreté de 2005 augmenté de l'inflation observée entre 2005 et l'année "n".

[3] Cf. [http://ec.europa.eu/employment\\_social/spsi/poverty\\_social\\_exclusion\\_fr.htm](http://ec.europa.eu/employment_social/spsi/poverty_social_exclusion_fr.htm)

[4] Les ressources du ménage prises en compte sont tous les revenus déclarés à l'administration fiscale, plus les prestations sociales.

## Le taux de pauvreté monétaire :

Proportion de personnes vivant dans des ménages dont le revenu, net des impôts directs par unité de consommation (niveau de vie), est inférieur à un montant équivalent à 60 % du niveau de vie médian de la population.

**Remarque :** pour le moment, du fait de leur mode de calcul (basé sur un échantillon représentatif de la population nationale ; cf. enquête INSEE dite « *ERFS* »), ces taux ne peuvent être déclinés à un niveau géographique fin, notamment en infra-départemental.

## Les Unités de Consommation :

Elles sont calculées selon l'échelle d'équivalence dite de l'OCDE modifiée qui attribue 1 UC au premier adulte du ménage, 0,5 UC aux autres personnes de 14 ans ou plus et 0,3 UC aux enfants de moins de 14 ans. Elles permettent de tenir compte des effets d'économie d'échelle liée à la taille et à la composition des ménages et donc de mieux comparer les ménages entre eux.

Il est utile pour information de signaler également deux autres indicateurs qui permettent davantage de qualifier cette pauvreté monétaire INSEE :

- **L'intensité de la pauvreté monétaire :** écart relatif (exprimé en pourcentage du seuil de pauvreté) entre le niveau de vie médian de la population pauvre et le seuil de pauvreté (calculé à 60 % de la médiane du niveau de vie).
- **Le taux de persistance de la pauvreté monétaire :** proportion des individus ayant un niveau de vie inférieur au seuil de pauvreté pendant plusieurs années consécutives (année courante et au moins deux années sur les trois années précédentes).

### Quelques références :

- *taux de pauvreté monétaire ancré dans le temps = 13,2 % (2006)*
- *taux de pauvreté monétaire : 13,2 % (2006)*
- *intensité de la pauvreté monétaire : 18,2 % (2006)*
- *taux de persistance de la pauvreté monétaire : 9 % (2000)*

## → Le taux de bas revenus (CAF)

Le **taux de bas revenus** est la proportion de personnes âgées de moins de 65 ans dont le Revenu par Unité de Consommation (RUC) est inférieur au seuil de bas revenus fixé à 60 % du RUC médian.

### Mode de calcul du RUC :

Le numérateur (revenu mensuel disponible avant impôts) est égal à la somme :

- des revenus annuels bruts déclarés par l'allocataire, divisé par 12 ;
- du tiers du revenu du dernier trimestre pour les bénéficiaires du RSA et de l'API (précédemment RMI) ;
- du total des prestations perçues au titre du mois d'observation ;
- de la prime de naissance éventuellement perçue entre juillet et décembre divisée par 9 ;
- de l'allocation rentrée scolaire éventuellement perçue entre août et décembre, divisée par 12.

Le dénominateur étant le nombre d'unités de consommation (à savoir : par rapport à l'INSEE, les CAF rajoutent un facteur de 0,2 unité de consommation pour les familles monoparentales).

**Remarque :** ce taux a le grand avantage de pouvoir être décliné à un niveau géographique fin, notamment communal et infra-communal. Cependant, les données CAF écartent les allocataires du régime agricole ainsi que la population âgée de 65 ans et plus.

### Une référence :

- *taux de bas revenus : 15,2 % (2006)*

## → L'élargissement de l'observation à des considérations moins monétaires...

### → Un taux de pauvreté semi-monétaire : le taux de "pauvreté administrative"

Ce taux peut correspondre soit à la proportion d'allocataires d'un minimum social parmi les ménages dont la personne de référence a entre 25 et 59 ans, soit à la proportion de personnes couvertes par les minima sociaux parmi la population de moins de 60 ans. On retient le plus souvent les minima sociaux CAF/MSA que sont le Revenu de solidarité active (RSA) (précédemment le RMI), l'Allocation parent isolé (API) et l'Allocation adulte handicapé (AAH). On peut y adjoindre cependant d'autres minima comme le "minimum vieillesse" ou encore l'Allocation spécifique de solidarité (ASS) afin de couvrir davantage l'ensemble de la population.

### → Le taux de "pauvreté en conditions de vie"

Il s'agit, à partir d'une base de 27 questionnements renseignés par une enquête INSEE, d'approcher la pauvreté par un score de difficultés de conditions de vie traduisant une proportion de ménages touchés par une pauvreté en conditions de vie.

Voici les 27 items servant de base à cet indicateur :

#### I- Contraintes budgétaires

- I-1 Part du remboursement sur le revenu (supérieure à 1/3)
- I-2 Découverts bancaires (très souvent)
- I-3 Couverture des dépenses par le revenu difficile
- I-4 Aucune épargne à disposition
- I-5 Recours aux économies
- I-6 Opinion sur le niveau de vie :  
« c'est difficile, il faut s'endetter pour y arriver »

#### II- Retards de paiement

*(En raison de problèmes d'argent, impossibilité de payer à temps à plusieurs reprises, au cours des 12 derniers mois)*

- II-1 Factures (électricité, gaz, téléphone...)
- II-2 Loyer et charges
- II-3 Impôts

#### III- Restrictions de consommation

*Les moyens financiers ne permettent pas de :*

- III-1 Maintenir le logement à bonne température
- III-2 Payer une semaine de vacances une fois par an
- III-3 Remplacer des meubles
- III-4 Acheter des vêtements neufs
- III-5 Manger de la viande tous les deux jours
- III-6 Recevoir
- III-7 Offrir des cadeaux
- III-8 Posséder 2 paires de chaussures
- III-9 Absence de repas complet pendant au moins une journée au cours des 2 dernières semaines

#### IV- Difficultés de logement

- IV-1 Surpeuplement important ou modéré
- IV-2 Absence de salle de bain à l'intérieur du logement
- IV-3 Absence de toilettes à l'intérieur du logement
- IV-4 Absence d'eau chaude
- IV-5 Absence de système de chauffage
- Critiques du logement (sans considération financière) :*
- IV-6 Logement trop petit
- IV-7 Logement difficile à chauffer
- IV-8 Logement humide
- IV-9 Logement bruyant



Plus précisément, le taux de pauvreté en (ou de difficultés en) conditions de vie est la proportion de ménages subissant au moins huit carences ou difficultés en conditions de vie parmi 27 types de difficultés prédéfinies.

#### Quelques références :

*Le taux de pauvreté en conditions de vie et les 4 indicateurs qui le composent (en 2006) :*

- Taux de pauvreté en conditions de vie : 12,7 %
- Taux de contrainte budgétaire : 13,5 %
- Taux de retard de paiement : 9 %
- Taux de restrictions de consommation : 12 %
- Taux de difficultés de logement : 8,3 %

#### → Le taux de "pauvreté subjective"

Sur la base d'une enquête INSEE, un score est établi à partir d'une série de questions traduisant une proportion de personnes adultes se percevant en situation de pauvreté.

#### Une référence :

- Taux de "pauvreté subjective" : 12,4 % (2001)

#### → Les indicateurs définis au niveau européen

La définition par l'union européenne d'objectifs communs en termes de protection et d'inclusion sociale a conduit logiquement à la définition d'indicateurs communs visant deux principaux objectifs : la mesure des progrès accomplis dans l'atteinte des objectifs prédéfinis et la comparaison des meilleures pratiques<sup>[5]</sup>. Une liste d'indicateurs primaires et secondaires couvrant trois grands thèmes (inclusion sociale, pension, soins de santé et de longue durée) a ainsi été établie.

Selon les documents officiels, « *les indicateurs européens de l'inclusion sociale comportent un noyau dur fondé sur une approche relative de la pauvreté, en termes monétaires, complété par une large palette destinée à rendre compte de toutes les dimensions du phénomène de pauvreté en Europe* »<sup>[6]</sup>. Largement issus des « *indicateurs de Laeken* », ils se décomposent en 11 indicateurs primaires, 3 indicateurs secondaires et 11 indicateurs de contexte. Ils sont présentés dans un tableau de bord mis à jour par les différents États-membres<sup>[7]</sup>.

#### → Le lien avec les indicateurs de mesure de la pauvreté

Le décret n°2009-554 du 20 mai 2009 relatif à la mesure de la pauvreté (publié dans le cadre de la mise en place du RSA) prévoit la poursuite d'un objectif quantifié de réduction de la pauvreté, suivi au moyen d'un tableau de bord composé d'indicateurs relatifs à onze objectifs thématiques de lutte contre la pauvreté<sup>[8]</sup> (repris dans le code de l'action sociale et des familles, article L. 115-4-1).

Le caractère multidimensionnel de la pauvreté se reflète dans ces indicateurs qui ne concernent pas exclusivement les aspects monétaires mais s'attachent également à mesurer les difficultés rencontrées par la population en termes d'accès à l'emploi, au logement, aux soins, à l'éducation, et à observer spécifiquement certaines catégories de population (enfants, jeunes, personnes âgées, travailleurs pauvres).

S'inscrivant dans une logique ascendante, les indicateurs proposés dans ce guide ont pour ambition de compléter ces indicateurs officiels de mesure de la pauvreté. Un enjeu majeur réside parallèlement dans la déclinaison locale des indicateurs prévue par le décret.

[5] Cf. [http://ec.europa.eu/employment\\_social/spsi/common\\_indicators\\_fr.htm](http://ec.europa.eu/employment_social/spsi/common_indicators_fr.htm)

[6] Cf. [www.senat.fr/rap/r07-445-1/r07-445-113.html](http://www.senat.fr/rap/r07-445-1/r07-445-113.html)

[7] Consultables à l'adresse : [www.senat.fr/rap/r07-445-1/r07-445-113.html](http://www.senat.fr/rap/r07-445-1/r07-445-113.html)

[8] Listés dans le décret, consultable sur [www.legifrance.gouv.fr](http://www.legifrance.gouv.fr)



L'approche quantitative  
La contribution d'une  
analyse statistique  
territorialisée  
à la lecture  
de la pauvreté

## 1 En préalable

L'objet de ce travail vise à mettre en évidence les liens pouvant exister entre les caractéristiques générales des territoires et la situation ou l'importance de la pauvreté. Cette recherche doit permettre de faire apparaître les éventuelles interactions entre l'environnement des territoires (structure démographique, situation économique, logement, etc.) et les situations de pauvreté. Trois départements ont été retenus avec des caractéristiques différentes (mer, montagne, région parisienne, milieu rural, milieu urbain). L'analyse a été réalisée à un niveau cantonal et communal afin de pouvoir intégrer les différents sous-ensembles de ces départements.

Cette diversité d'approche doit ainsi permettre de mettre en évidence les différentes formes de pauvreté (liées au contexte du territoire) et d'analyser les interactions qui existent pour chacune d'entre elles avec leur environnement. La pauvreté de milieu rural, liée au vieillissement de la population et à la faiblesse des revenus de la retraite, n'est pas impactée de la même manière que la pauvreté des territoires qui s'explique davantage par exemple par la situation économique. De même, la pauvreté des grands ensembles n'a pas les mêmes évolutions que la pauvreté liée à des emplois faiblement rémunérés.

Pour pouvoir mener à bien cette analyse, nous avons retenu l'indicateur de pauvreté lié aux minima sociaux. Cette démarche doit permettre aux acteurs locaux de se positionner selon les caractéristiques de leur territoire dans l'un ou l'autre des groupes issus des analyses typologiques mises en œuvre.

## 2 Aspects méthodologiques



= **A+B familles d'indicateurs non monétaires de la pauvreté**

Deux analyses typologiques sont réalisées à partir de données disponibles sur les trois départements pilotes<sup>[9]</sup>. L'une traite de caractéristiques socio-démographiques, l'autre d'aspects plus socio-économiques, de sorte que deux types de profils de territoire soient identifiés. Une fois cette étape réalisée, il a été généré autant de modèles de régression qu'il y a de profils de territoire.

Ainsi, pour chaque profil de territoire, un modèle de régression statistique va lier un indicateur monétaire de la pauvreté (les minima sociaux dans notre cas d'étude) à un panel de variables socio-démographiques et socio-économiques non monétaires. Celles qui parmi ces variables seront considérées comme explicatives de l'indicateur monétaire de la pauvreté (variable expliquée), constitueront un groupe d'indicateurs non monétaires de la pauvreté sur le profil de territoire en question.

[9] La liste et les sources détaillées des variables utilisées sont présentées en annexes.

## 3 Profils des territoires

À l'issue des analyses typologiques des territoires, 7 profils socio-économiques et 8 profils socio-démographiques sont retenus.

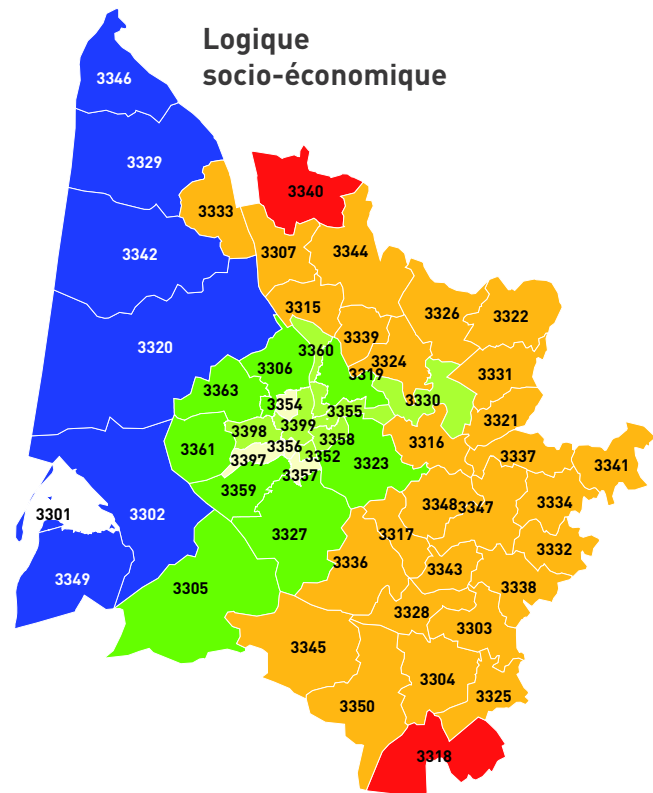
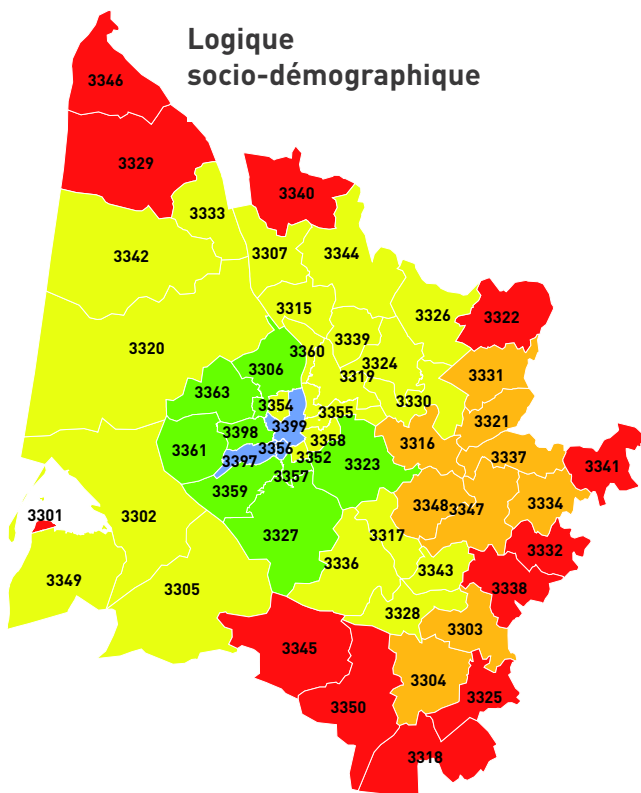
### Logique socio-démographique

- Vieillesse et dépendance aux prestations sociales
- Vieillesse et actifs précarisés
- Chômage et précarité dans les villes pôles ou territoires péri-urbains
- Ruralité, personnes âgées et travailleurs pauvres
- Villes centres
- Familles et concentration de difficultés sociales
- Dynamisme démographique
- Populations favorisées

### Logique socio-économique

- Ruralité et pauvreté économique
- Sphère productive industrielle (cf. logique de localisation en annexes)
- Pauvreté et résidentialisation ouvrière
- Économie touristique
- Villes pôles - résidentiel social - et bas revenus
- Dynamique économique - zones résidentielles aisées - et hauts revenus
- Banlieues résidentielles aisées et économie résidentielle

## → Résultats cartographiques au canton pour la Gironde



3301 Arcachon  
3302 Audenge  
3303 Auros  
3304 Bazas  
3305 Belin-Beliet  
3306 Blanquefort  
3307 Blaye  
3315 Bourg  
3316 Branne  
3317 Cadillac  
3318 Captieux  
3319 Carbon-Blanc  
3320 Castelnau-De-Medoc  
3321 Castillon-La-Batail

3322 Coutras  
3323 Creon  
3324 Fronsac  
3325 Grignols  
3326 Guitres  
3327 Brede  
3328 Langon  
3329 Lesparre-Medoc  
3330 Libourne  
3331 Lussac  
3332 Monsegur  
3333 Pauillac  
3334 Pellegrue  
3336 Podensac

3337 Pujols  
3338 Reole  
3339 Saint-Andre-De-Cubz  
3340 Saint-Ciers-Sur-Gir  
3341 Sainte-Foy-La-Grand  
3342 Saint-Laurent-Medoc  
3343 Saint-Macaire  
3344 Saint-Savin  
3345 Saint-Symphorien  
3346 Saint-Vivien-De-Med  
3347 Sauveterre-De-Guyen  
3348 Targon  
3349 Teste-De-Buch  
3350 Villandraut

3352 Begles  
3354 Bouscat  
3355 Cenon  
3356 Talence  
3357 Villenave-D'ornon  
3358 Floirac  
3359 Grignagnan  
3360 Lormont  
3361 Merignac 2e  
3363 Saint-Medard-En-Jal  
3397 Pessac  
3398 Merignac  
3399 Bordeaux



# Chapitre II

## Logique socio-démographique

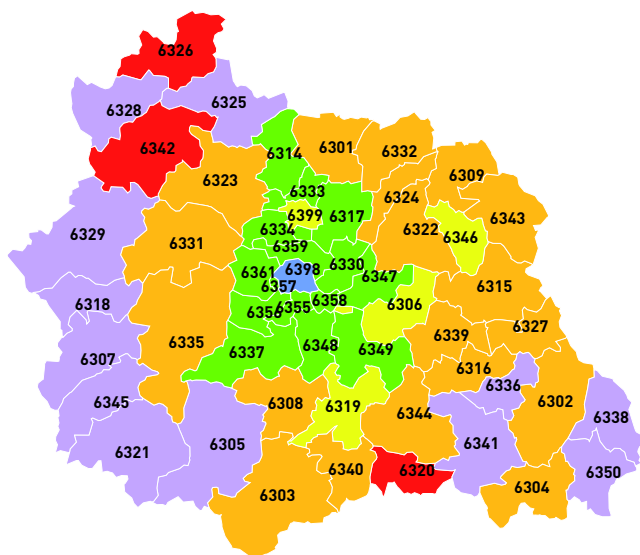
- Vieillesse et dépendance aux prestations sociales
- Vieillesse et actifs précarisés
- Chômage et précarité dans les villes pôles ou territoires péri-urbains
- Ruralité, personnes âgées et travailleurs pauvres
- Villes centres
- Familles et concentration de difficultés sociales
- Dynamisme démographique
- Populations favorisées

## Logique socio-économique

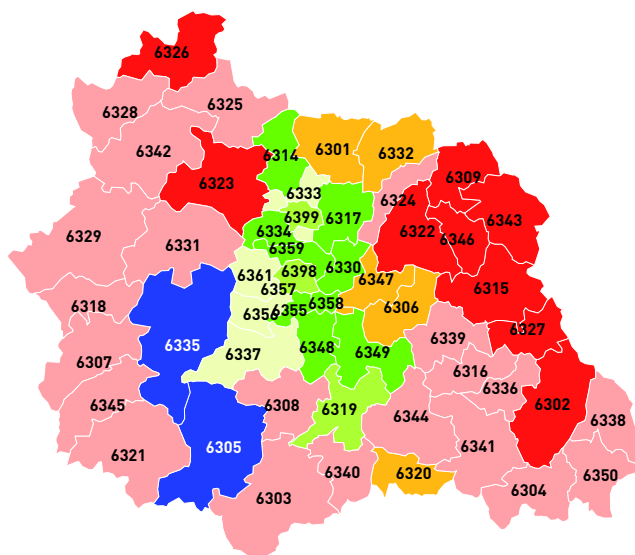
- Ruralité et pauvreté économique
- Sphère productive industrielle (cf. logique de localisation en annexes)
- Pauvreté et résidentialisation ouvrière
- Économie touristique
- Villes pôles - résidentiel social - et bas revenus
- Dynamique économique - zones résidentielles aisées - et hauts revenus
- Banlieues résidentielles aisées et économie résidentielle

## → Résultats cartographiques au canton pour le Puy de Dôme

### Logique socio-démographique



### Logique socio-économique

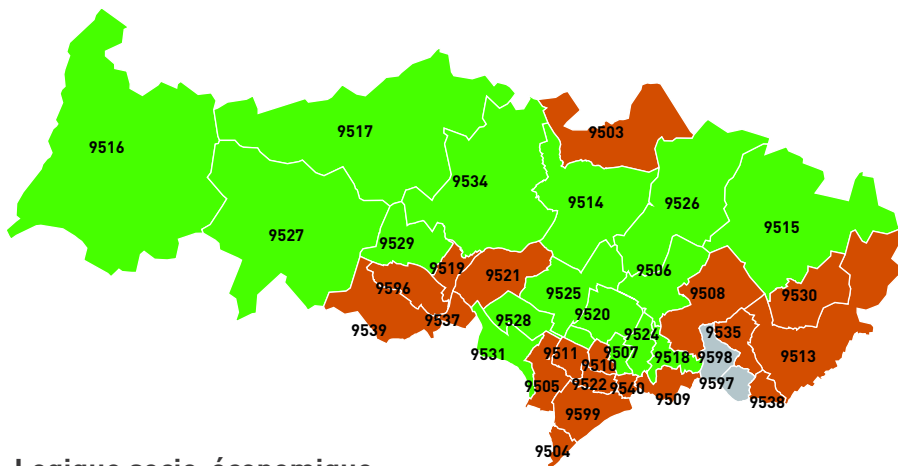


- |                               |                         |
|-------------------------------|-------------------------|
| 6301 Aigueperse               | 6319 Issoire            |
| 6302 Ambert                   | 6320 Jumeaux            |
| 6303 Ardes                    | 6321 La Tour-D'auvergne |
| 6304 Arlanc                   | 6322 Lezoux             |
| 6305 Besse-Et-Saint-Anastaise | 6323 Manzat             |
| 6306 Billom                   | 6324 Maringues          |
| 6307 Bourg-Lastic             | 6325 Menat              |
| 6308 Champeix                 | 6326 Montaigut          |
| 6309 Chateaudon               | 6327 Olliergues         |
| 6314 Combronde                | 6328 Pionsat            |
| 6315 Courpiere                | 6329 Pontaumur          |
| 6316 Cunlhat                  | 6330 Pont-Du-Chateau    |
| 6317 Ennezat                  | 6331 Pontgibaud         |
| 6318 Herment                  | 6332 Randan             |

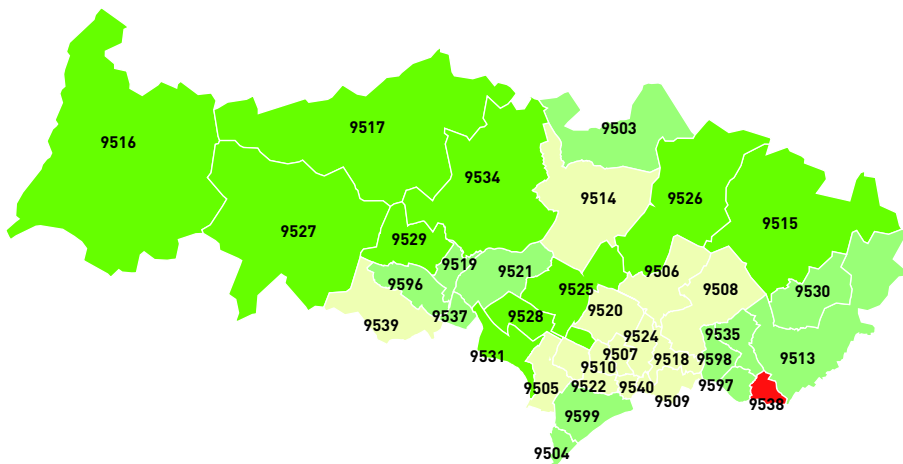
- |                               |                         |
|-------------------------------|-------------------------|
| 6333 Riom Est                 | 6347 Vertaizon          |
| 6334 Riom Ouest               | 6348 Veyre-Monton       |
| 6335 Rochefort-Montagne       | 6349 Vic-Le-Comte       |
| 6336 Saint-Amant-Roche-Savine | 6350 Viverols           |
| 6337 Saint-Amant-Tallend      | 6355 Aubiere            |
| 6338 Saint-Anthème            | 6356 Beaumont           |
| 6339 Saint-Dier-D'auvergne    | 6357 Chamalieres        |
| 6340 Saint-Germain-Lembron    | 6358 Cournon-D'auvergne |
| 6341 Saint-Germain-L'herm     | 6359 Gerzat             |
| 6342 Saint-Gervais-D'auvergne | 6361 Royat              |
| 6343 Saint-Remy-Sur-Durolle   | 6398 Clermont-Ferrand   |
| 6344 Sauxillanges             | 6399 Riom               |
| 6345 Tauves                   |                         |
| 6346 Thiers                   |                         |

## → Résultats cartographiques au canton pour le Val d'Oise

### Logique socio-démographique



### Logique socio-économique



- 9504 Bezons
- 9505 Cormeilles-En-Paris
- 9506 Domont
- 9507 Eaubonne
- 9508 Ecouen
- 9509 Enghien-Les-Bains
- 9510 Ermont
- 9511 Franconville
- 9513 Gonesse
- 9514 L'isle-Adam
- 9515 Luzarches
- 9516 Magny-En-Vexin
- 9517 Marines
- 9518 Montmorency
- 9519 Pontoise
- 9520 Saint-Leu-La-Forêt
- 9521 Saint-Ouen-L'aumone
- 9522 Sannois
- 9524 Soisy-Sous-Montmore
- 9525 Taverny
- 9526 Viarmes
- 9527 Vigny
- 9528 Beauchamp
- 9529 Cergy Nord
- 9530 Goussainville
- 9531 Herblay
- 9534 Vallée-Du-Sausseron
- 9535 Villiers-Le-Bel
- 9537 Cergy Sud
- 9538 Garges-Les-Gonesse
- 9539 Hautil
- 9540 Saint-Gratien
- 9596 Cergy
- 9597 Garges-Les-Gonesse
- 9598 Sarcelles
- 9599 Argenteuil

L'approche quantitative – La contribution d'une analyse statistique territorialisée à la lecture de la pauvreté

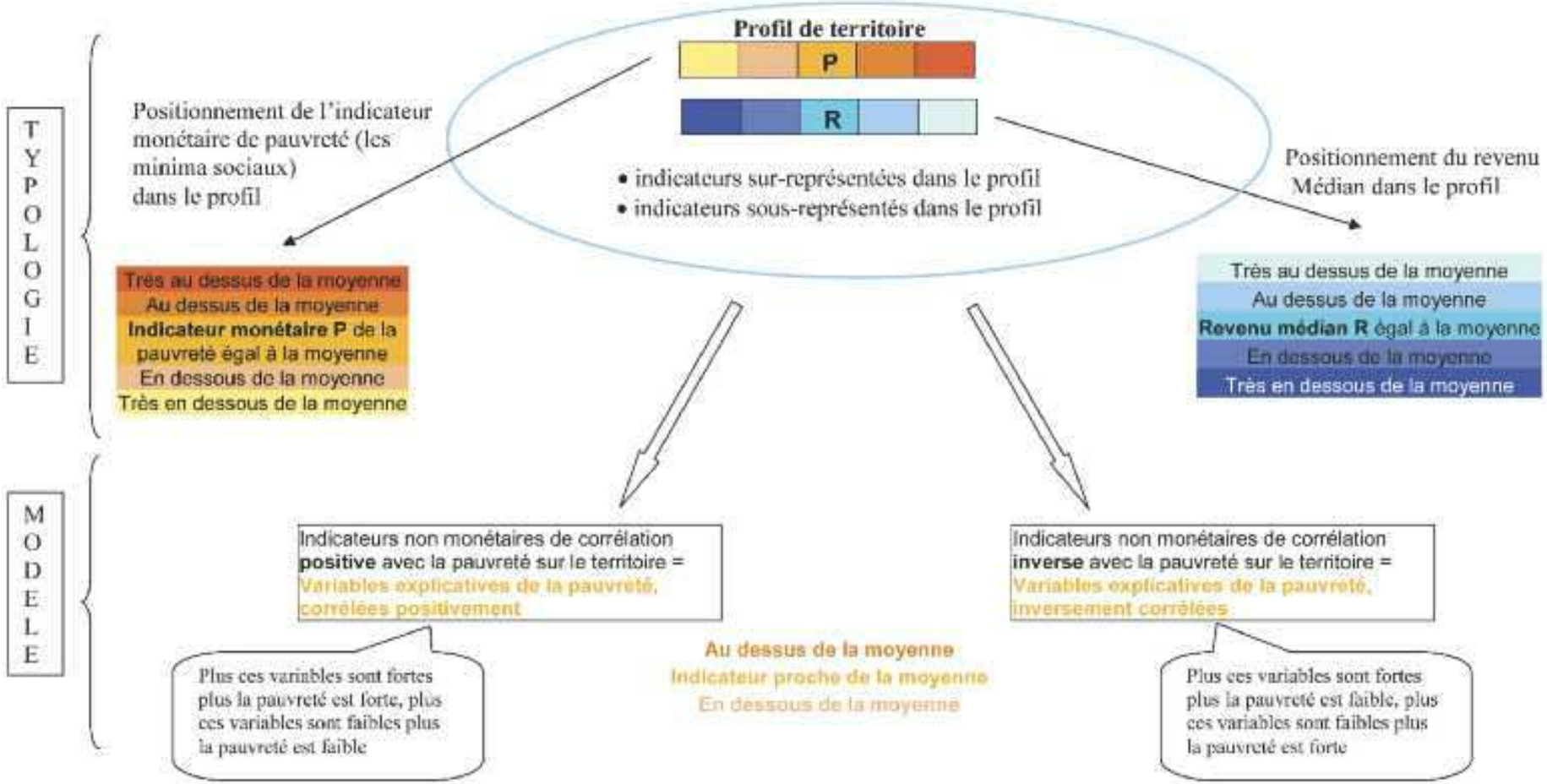
## 4 Grille de lecture des indicateurs non monétaires de la pauvreté par typologie de territoire

Pourquoi une grille de lecture ?

- Pour repérer la logique socio-économique et socio-démographique de son territoire.
- Pour identifier les indicateurs non monétaires de la pauvreté liés aux spécificités de son territoire.

Les pages suivantes présentent les grilles de lecture détaillées pour chaque profil de territoire.

Comment lire la grille de lecture ?



**Aide à la lecture - La référence à la moyenne :**  
- dans le cas de l'étude empirique réalisée la moyenne d'un indicateur est la moyenne de cet indicateur sur les trois territoires d'étude.  
- dans un cas plus général il peut s'agir du département, du niveau national...

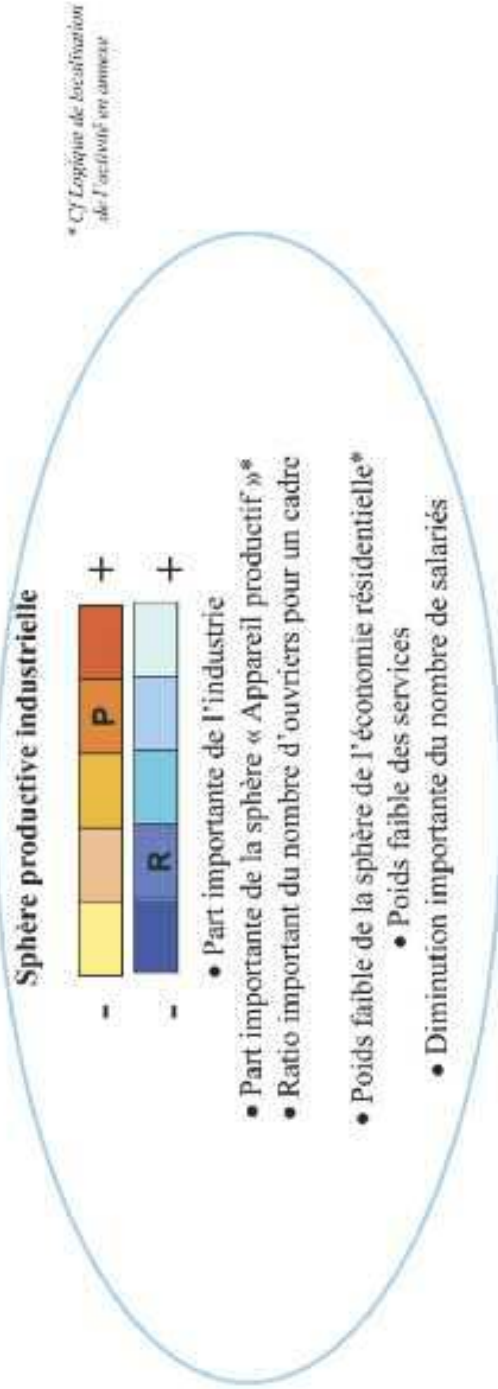




# Chapitre II

→ Grille de lecture issue des réponses socio-économiques

■ Sphère productive industrielle



Indicateurs non monétaires de corrélation **positive** avec la pauvreté sur le territoire

Taux ASS
Part des locataires
Ratio du nombre d'ouvriers pour un cadre
Part du commerce

Indicateurs non monétaires de corrélation **inverse** avec la pauvreté sur le territoire

Aucun

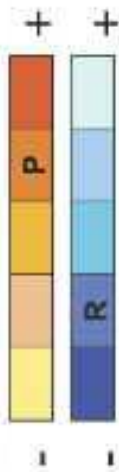
La pauvreté sur ces territoires est fortement impactée par la situation économique. Le poids des ménages locataires, la part des ouvriers et la faiblesse des cadres sont les facteurs explicatifs les plus importants. Le manque de mixité sociale sur ces territoires et parfois la monoactivité ont des effets importants sur cette forme de pauvreté très liée à des territoires marqués par un fort passé industriel.



## → Grille de lecture issue des réponses socio-économiques

### ■ Pauvreté et résidentialisation ouvrière

#### Pauvreté et résidentialisation ouvrière



- Part importante de la construction
- Ratio important du nombre d'ouvriers pour un cadre
- Part importante des ménages locaux
- Part importante des logements construits depuis 2000
- Poids faible des emplois à temps partiel
- Poids faible des services

\* Cf Logique de localisation de l'activité en amont

Indicateurs non monétaires de corrélation **positive** avec la pauvreté sur le territoire

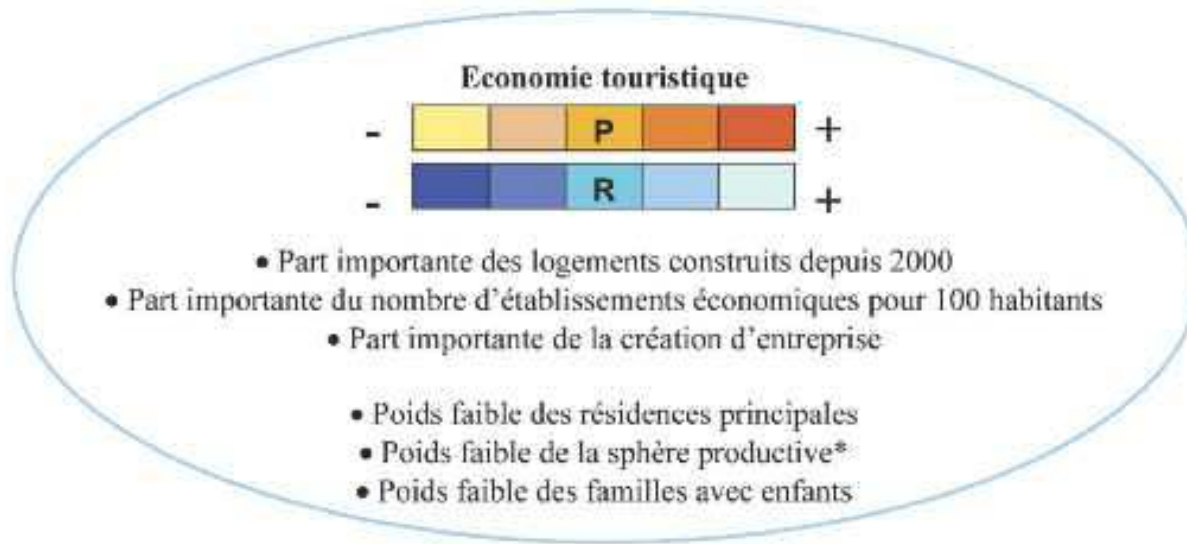
Part des locataires
Part des ménages non imposés
Part des 25-59 ans
Part des 75 ans et plus
Taux d'activité des femmes 25-59 ans
Taux ASS
Persistance dans le RMI
Poids des familles avec enfants
Variation des bas niveaux de formation

Indicateurs non monétaires de corrélation **inverse** avec la pauvreté sur le territoire

Sols dentaires
Nombre d'établissements économiques pour 100 habitants
Part de la sphère « Appareil productif »*
Evolution des salaires

Ces territoires ont connu un développement important en matière de logement au cours de la dernière décennie avec par conséquent l'arrivée de populations nouvelles avec des revenus moyens mais non directement concernés par la pauvreté. Comme pour le modèle précédent, la pauvreté est fortement impactée par l'absence de mixité sociale. La pauvreté dans ces territoires est plus fréquemment familiale et marquée par une forte dépendance sociale (un taux important de persistance au sein du dispositif RMI) et une part importante d'ASS (donc de personnes demandeuses d'emplois de longue durée), et du minimum vieillesse. Sur ces territoires, la part de la pauvreté est plus réduite quand la part de la population active s'accroît.

→ Grille de lecture issue des réponses socio-économiques  
 ■ Économie touristique



Indicateurs non monétaires de corrélation **positive** avec la pauvreté sur le territoire

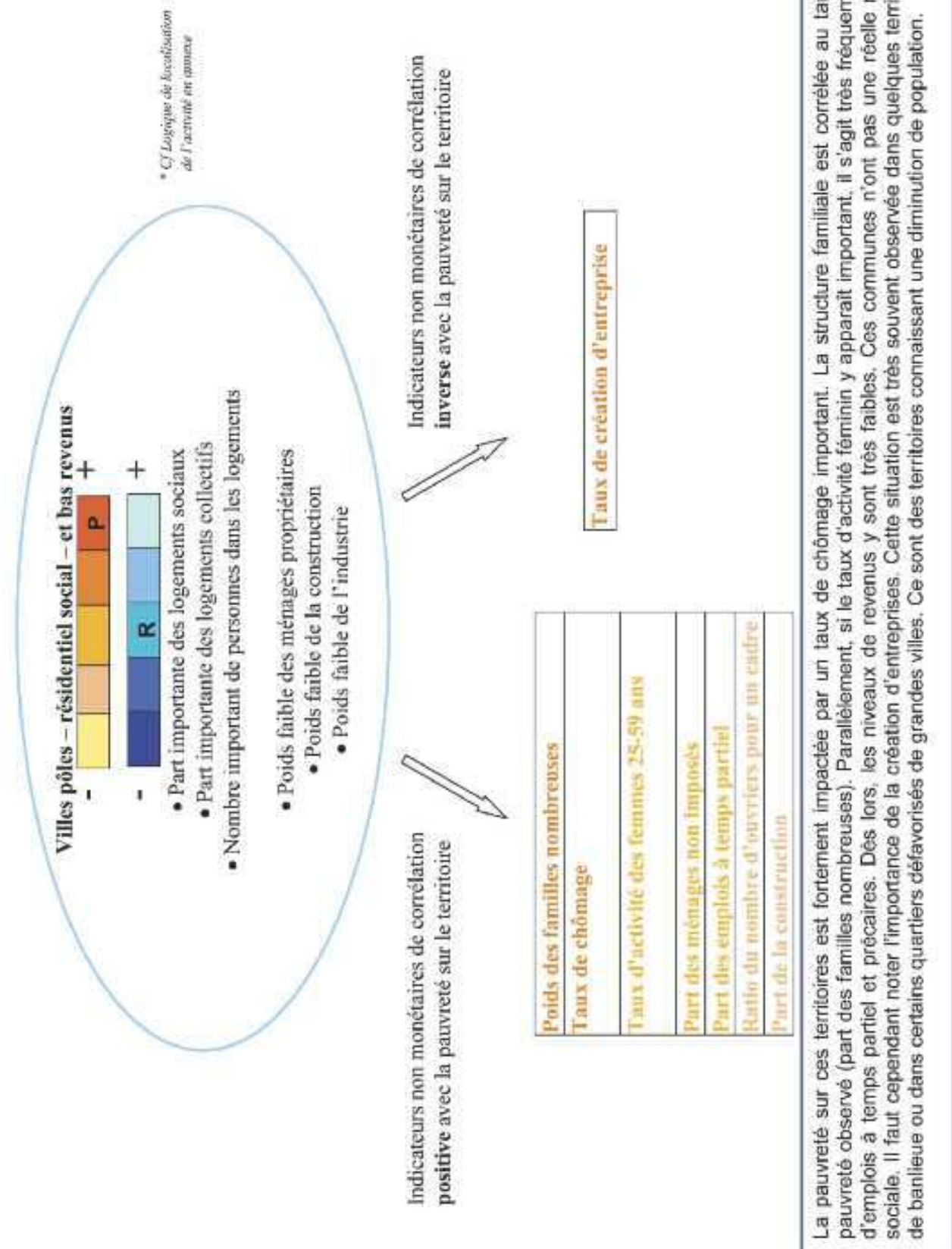
Indicateurs non monétaires de corrélation **inverse** avec la pauvreté sur le territoire

**Persistance dans le RMI**

**Part des services**

Dans ces territoires concernés par l'économie touristique, il est difficile d'appréhender les corrélations entre pauvreté et structure du territoire en matière socio-démographique ou socio-économique. En effet, malgré une réelle pauvreté sur ces territoires, les indicateurs s'opposent assez facilement : le niveau de revenu médian du territoire ne reflète pas la présence d'une population précarisée par le type d'emploi proposé (et la saisonnalité). Il apparaît cependant, que la pauvreté est marquée par une forte durée de présence au sein du dispositif RMI. Par contre, dans ces territoires, plus la part des services est importante (les services étant souvent fortement développés dans les pôles touristiques), moins la pauvreté est forte.

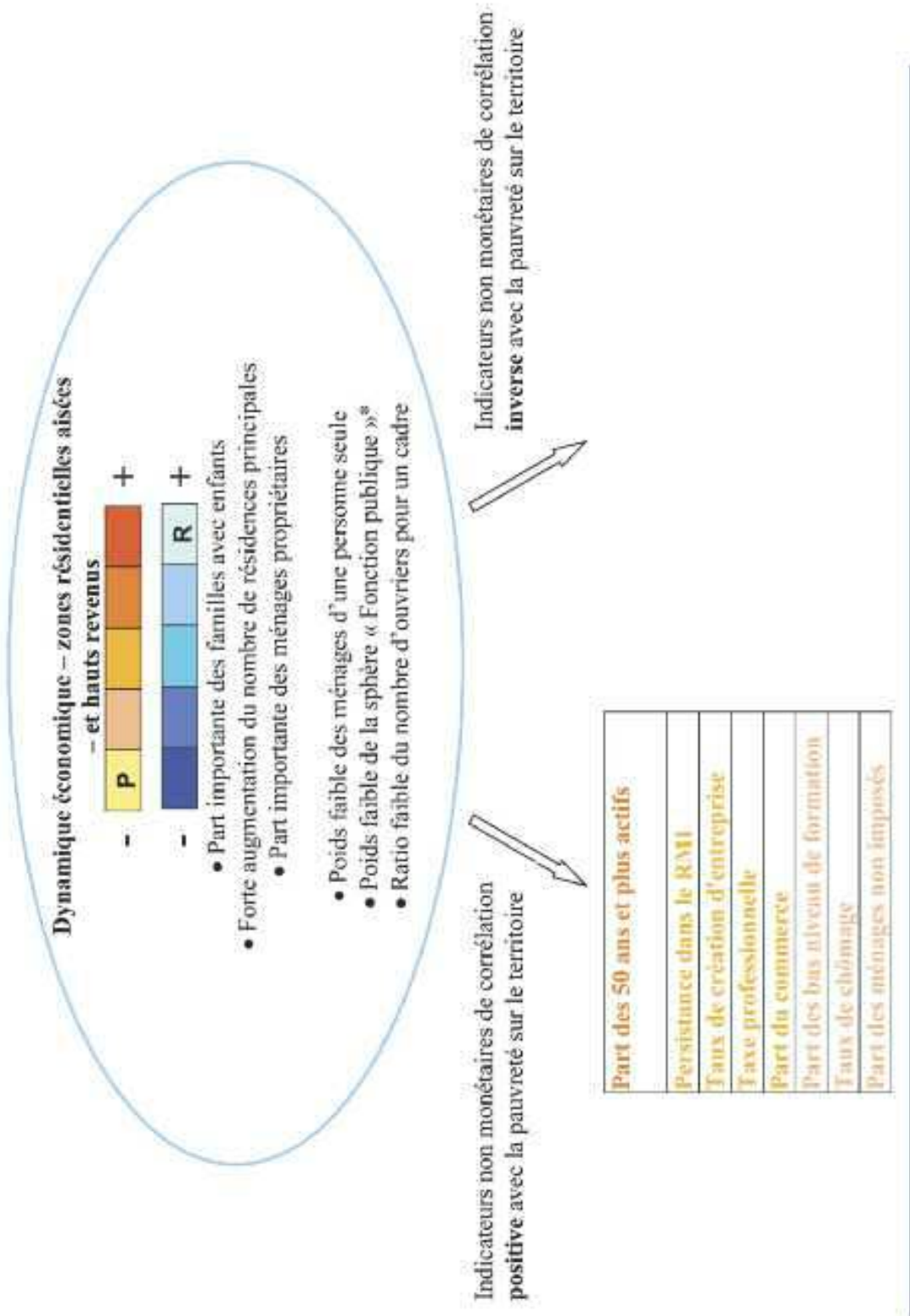
- Grille de lecture issue des réponses socio-économiques
- Villes pôles - résidentiel social - et bas revenus





→ Grille de lecture issue des réponses socio-économiques

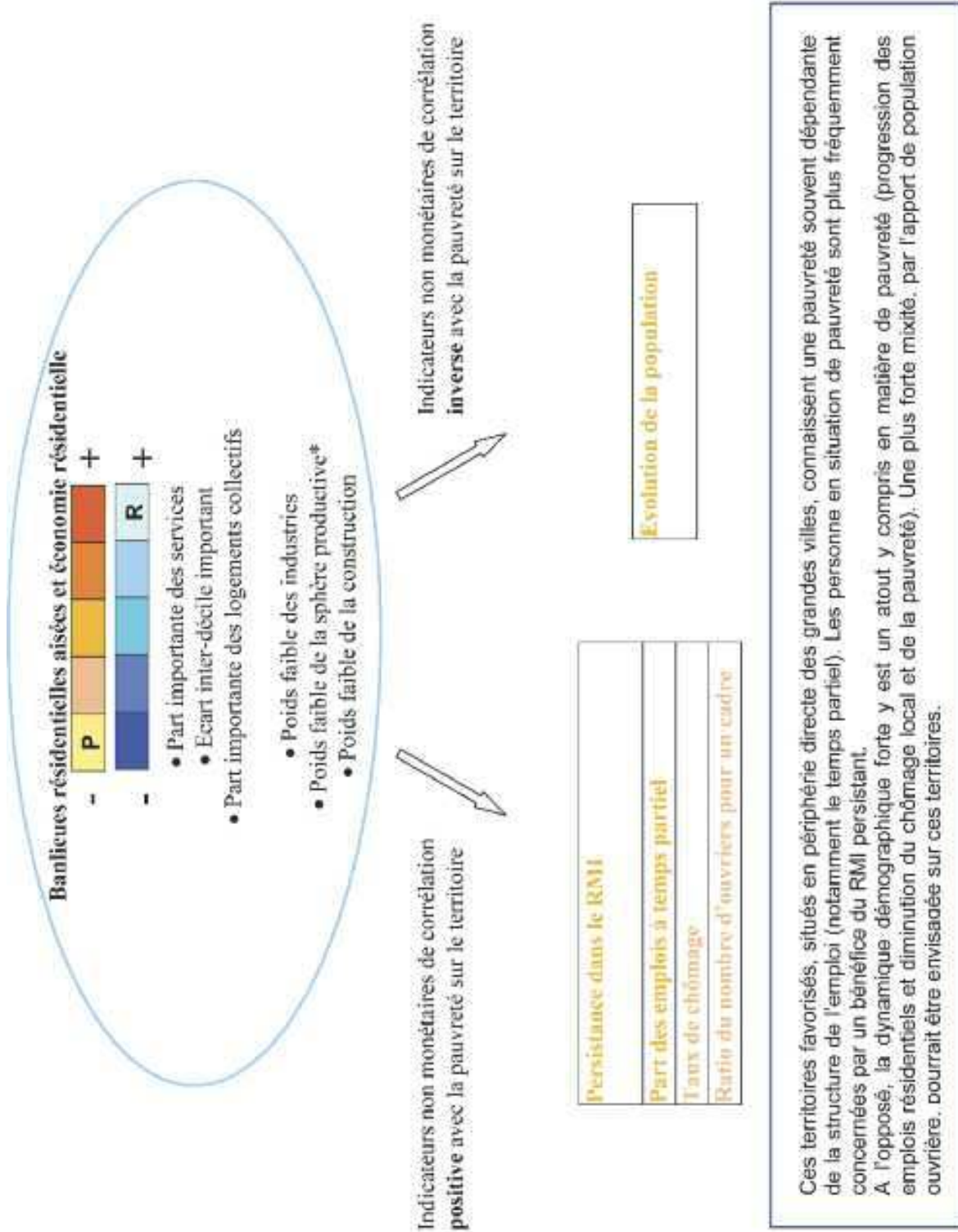
■ Dynamique économique - zones résidentielles aisées - et hauts revenus



Ces territoires bénéficient de dynamiques croisées positives. Il s'agit de villes ou cantons marqués par une dynamique économique importante et très peu concernés par la pauvreté. Le niveau de vie y est assez fort. Une plus forte mixité pourrait être engagée dans ces territoires protégés.

→ Grille de lecture issue des réponses socio-économiques

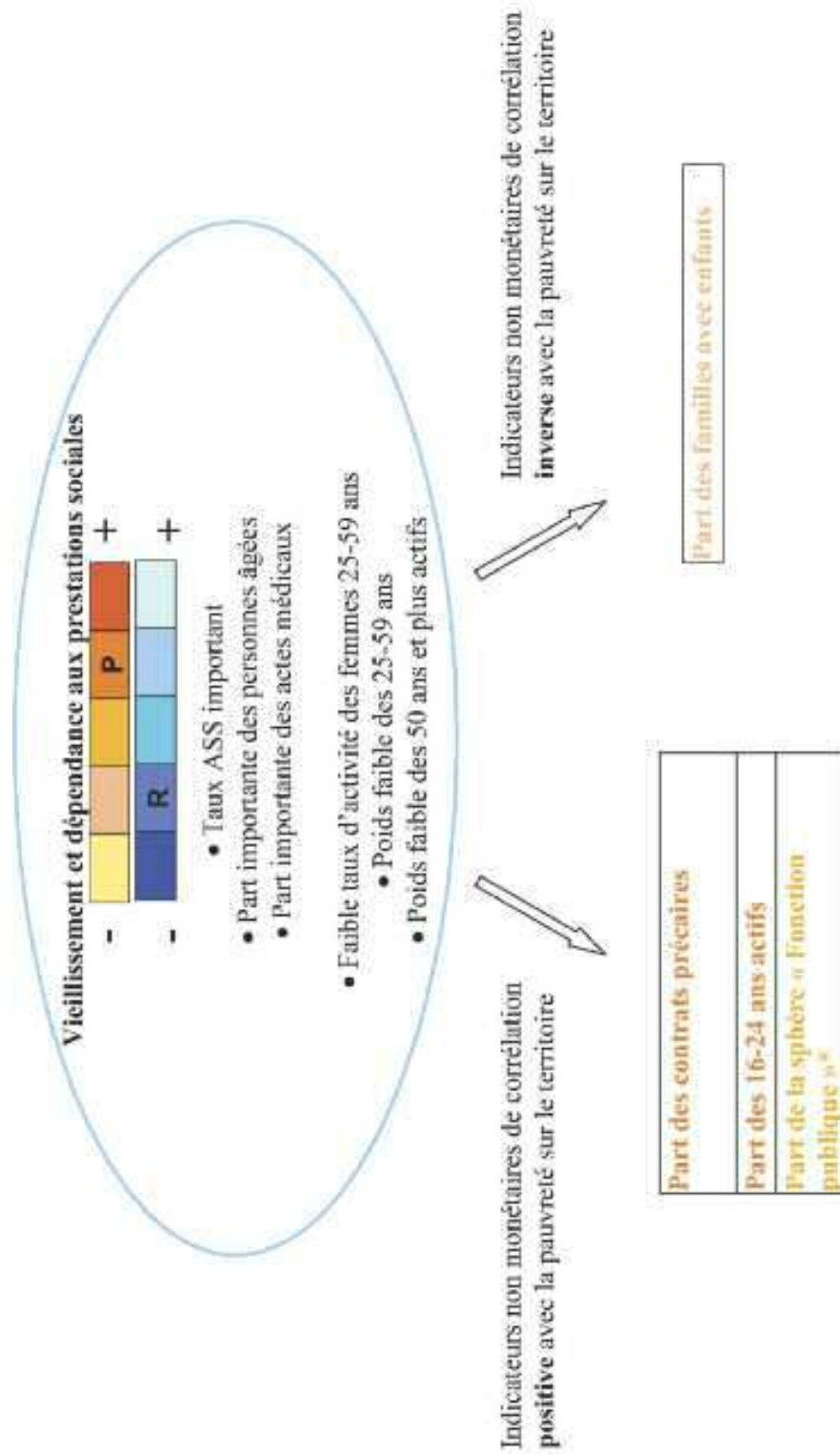
■ Banlieues résidentielles aisées et économie résidentielle





→ Grille de lecture issue des réponses socio-démographiques

■ Vieillesse et dépendance aux prestations sociales

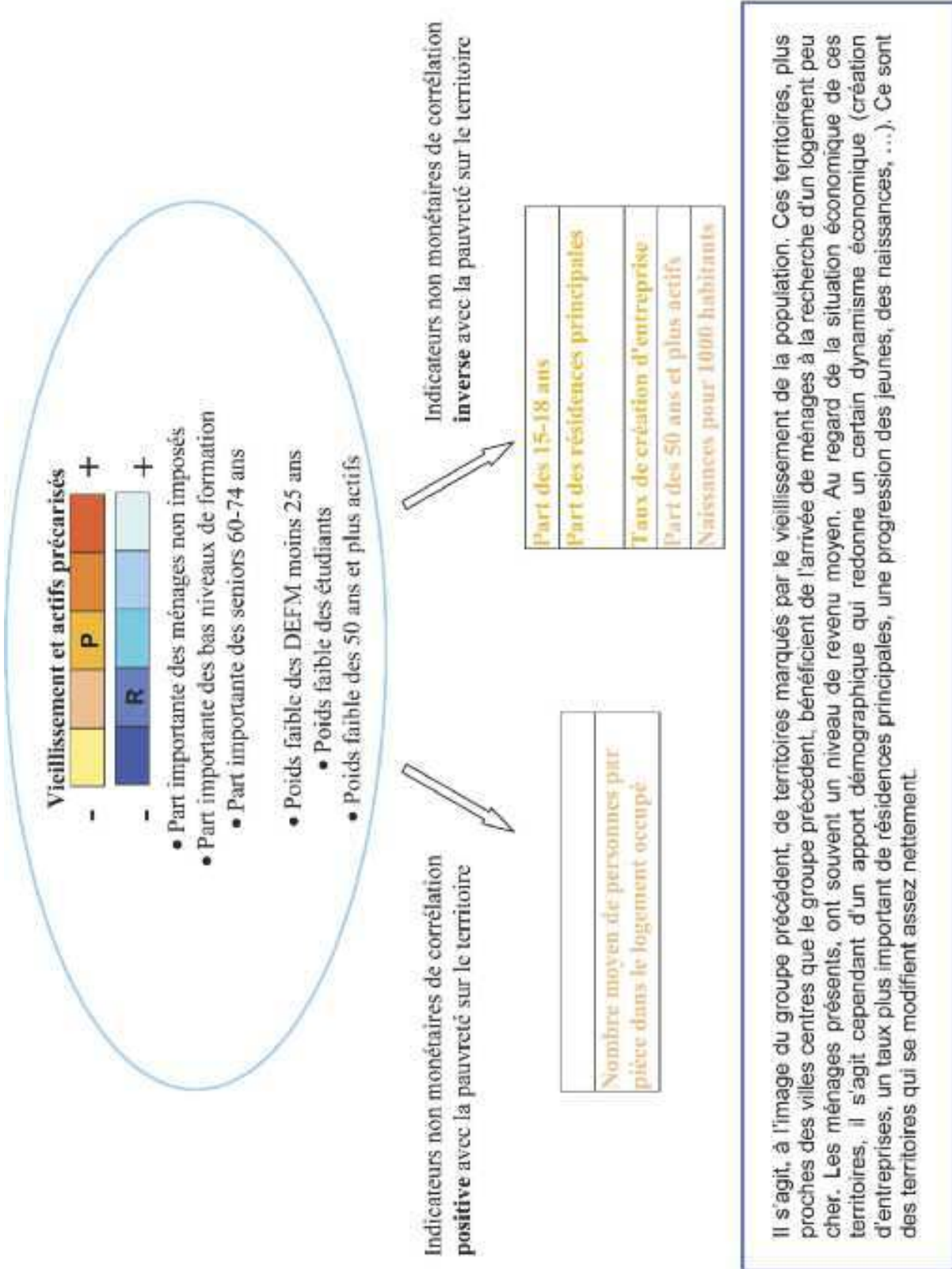


Ces territoires sont marqués par un fort vieillissement de la population qui se corréle avec un niveau de revenu très faible et un taux de pauvreté important. Celui-ci est lié à la faiblesse des pensions sur les territoires (bien souvent des ménages issus de l'activité agricole). Si les jeunes sont peu nombreux, ils sont fortement victimes de la faiblesse économique de ces communes ou cantons notamment par l'effet du travail précaire. Les femmes ayant entre 25 et 59 ans ont un taux d'activité faible (ou non recensé, soutien à l'activité indépendant du conjoint). Cela contribue à la faiblesse des revenus sur les territoires. L'atout de ces territoires viendrait d'un renouvellement démographique. Pour favoriser notamment l'emploi féminin, il serait important de réfléchir aux services en direction des personnes âgées sur ces territoires.

\* Cf Logique de localisation de l'activité en amont.

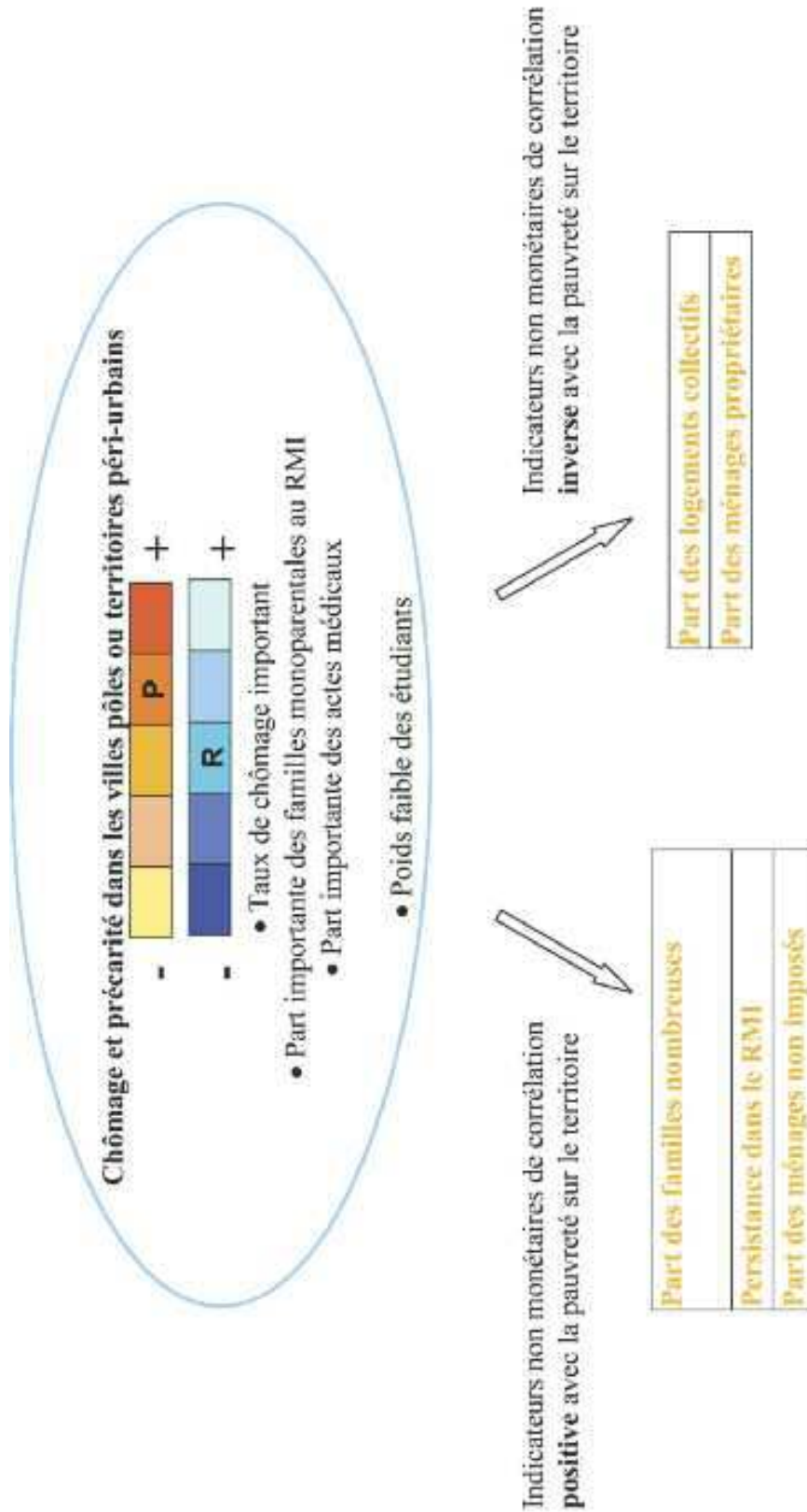
→ Grille de lecture issue des réponses socio-démographiques

■ Vieillesse et actifs précarisés



→ Grille de lecture issue des réponses socio-démographiques

■ Chômage et précarité dans les villes pôles ou territoires péri-urbains

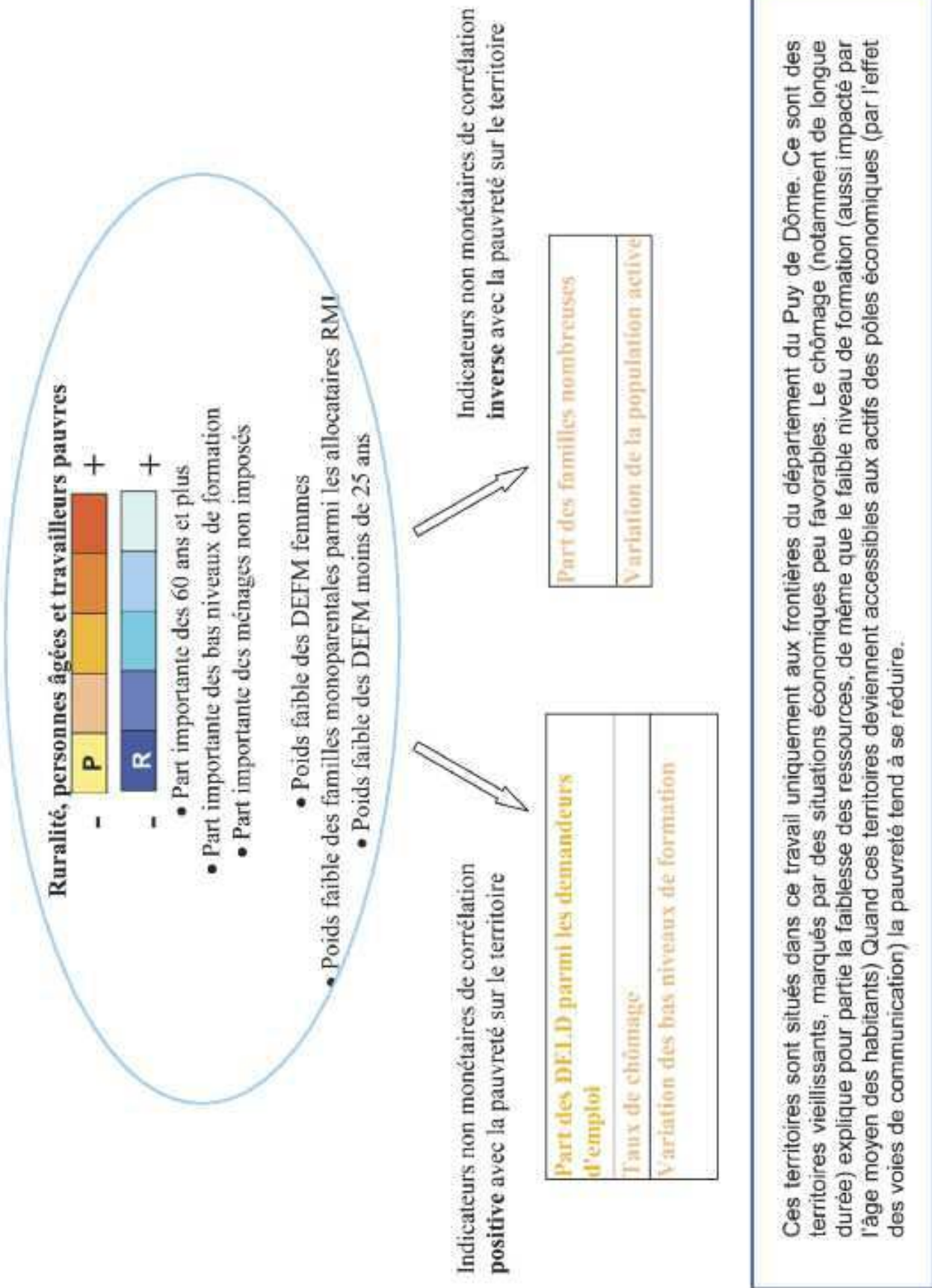


Ces territoires sont souvent situés en deuxième couronne de grandes villes ou constituent des villes pôles économiques. Ils prennent depuis plusieurs années, une dimension urbaine alors qu'ils étaient à l'origine essentiellement marqués par une économie rurale ou locale. Ils deviennent des espaces occupés par les ménages travaillant au sein de la ville principale du département ou de sa banlieue. Ce sont des territoires familiaux avec une part importante de familles monoparentales. La pauvreté est souvent l'effet d'une pauvreté durable (personnes âgées et personnes handicapées ou bénéficiaires du RMI sous l'effet d'un chômage de longue durée). La résidentialisation de ces territoires, notamment par l'arrivée d'une demande de logement plus importante, réduit l'importance de la pauvreté (d'où une corrélation négative avec la part des ménages propriétaires et des collectifs, effets de l'accroissement démographique, de la densité de population et de populations plus favorisées. Cependant, la dynamique économique y est souvent moins favorable que dans les territoires situés à proximité immédiate des grandes villes.



→ Grille de lecture issue des réponses socio-démographiques

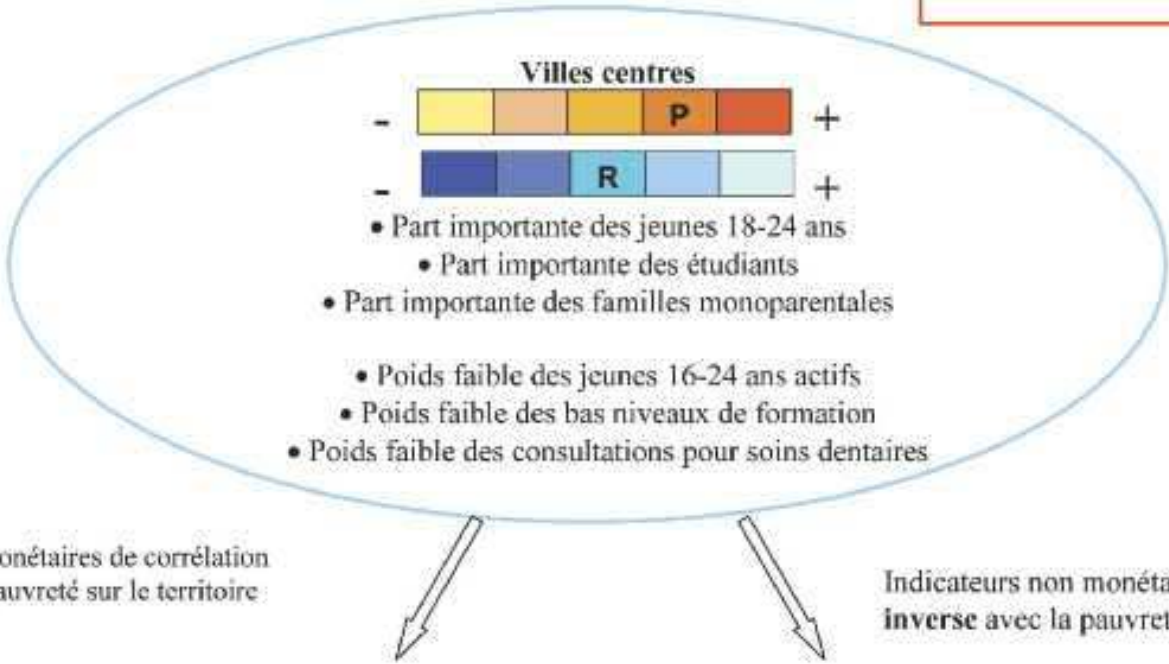
■ Ruralité, personnes âgées et travailleurs pauvres



Ces territoires sont situés dans ce travail uniquement aux frontières du département du Puy de Dôme. Ce sont des territoires vieillissants, marqués par des situations économiques peu favorables. Le chômage (notamment de longue durée) explique pour partie la faiblesse des ressources, de même que le faible niveau de formation (aussi impacté par l'âge moyen des habitants) Quand ces territoires deviennent accessibles aux actifs des pôles économiques (par l'effet des voies de communication) la pauvreté tend à se réduire.

→ Grille de lecture issue des réponses socio-démographiques  
■ Villes centres

**Attention**, pas de modèle statistique multidimensionnel sur ce profil, du fait d'un échantillon d'étude trop faible. Résultats de corrélations uniquement unidimensionnelles.



<i>Part des locataires</i>
<i>Nuissances pour 1000 habitants</i>
<i>Part des contrats précaires</i>

<i>Part des 50 ans et plus actifs</i>
<i>Part des DEFM femme</i>

Ces territoires sont les villes préfectures des départements de provinces ou les grandes villes des agglomérations. Ils sont marqués par l'importance des jeunes (étudiants et jeunes actifs), une structure familiale avec un fort taux de monoparentalité. Le locatif et les contrats précaires définissent une forme de pauvreté liée aux grands ensembles ou aux spécificités des villes centres.

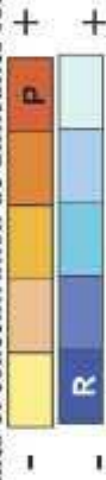


## → Grille de lecture issue des réponses socio-démographiques

### ■ Familles et concentration de difficultés sociales

**Attention.** pas de modèle statistique multidimensionnel sur ce profil ni de corrélations unidimensionnelles, du fait d'un échantillon d'étude trop faible.

#### Familles et concentration de difficultés sociales



- Part importante des familles nombreuses
  - Taux de chômage important
- Part importante des enfants en bas âges, 0-4 ans
  - Poids faible des soins dentaires
  - Diminution de la population active
  - Faible taux d'activité des femmes 25-59 ans

Indicateurs non monétaires de corrélation **positive** avec la pauvreté sur le territoire



Indicateurs non monétaires de corrélation **inverse** avec la pauvreté sur le territoire



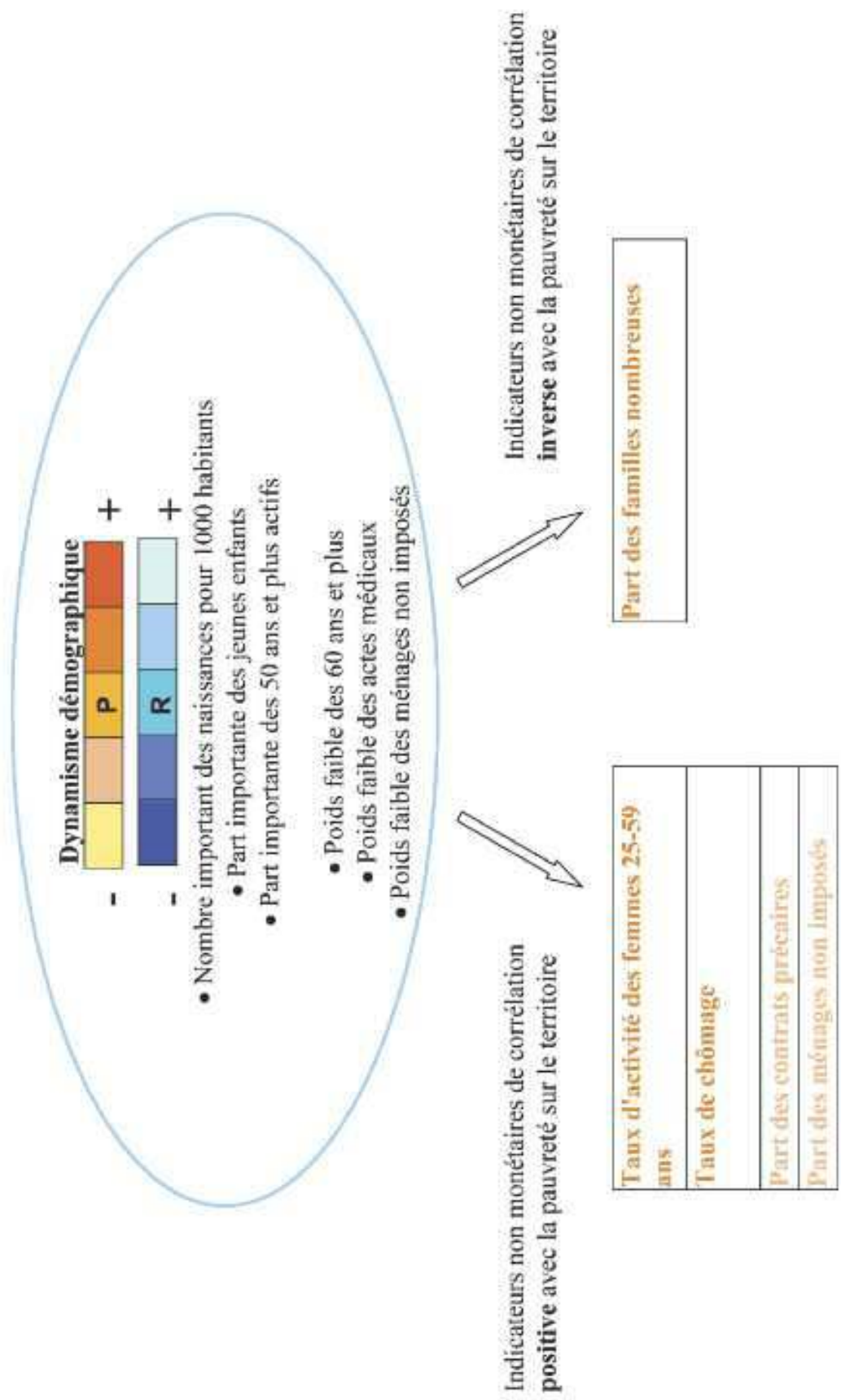
Non renseignés

Ces territoires sont présents en région parisienne. Il s'agit de territoires marqués par une pauvreté très importante avec un niveau de revenu très faible. Ils sont dépendants de la structure familiale qui est dominante. La population y est fortement dépendante des revenus de substitution. L'activité économique y est très faible.

# Chapitre II

→ Grille de lecture issue des réponses socio-démographiques

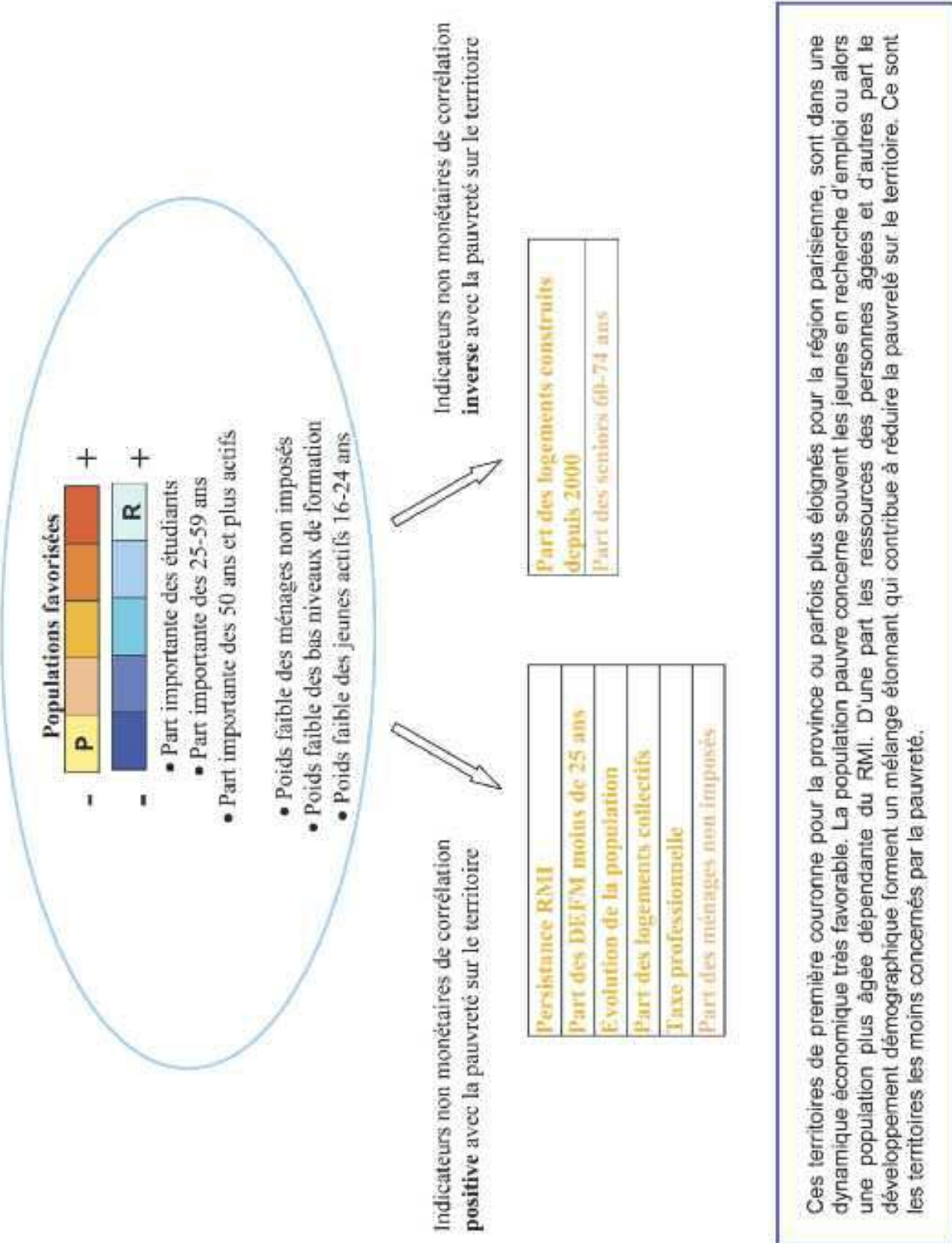
■ Dynamisme démographique



Il s'agit là encore de territoires spécifiques au Val d'Oise. Ces territoires sont économiquement dépendants de la proximité de Paris. Ce sont des territoires jeunes (avec beaucoup d'enfants). La pauvreté y est liée au chômage ou à la précarité du travail.


→ Grille de lecture issue des réponses socio-démographiques

■ Populations favorisées



Ces territoires de première couronne pour la province ou parfois plus éloignés pour la région parisienne, sont dans une dynamique économique très favorable. La population pauvre concerne souvent les jeunes en recherche d'emploi ou alors une population plus âgée dépendante du RMI. D'une part les ressources des personnes âgées et d'autres part le développement démographique forment un mélange étonnant qui contribue à réduire la pauvreté sur le territoire. Ce sont les territoires les moins concernés par la pauvreté.





L'approche qualitative  
Les populations  
interrogées dans  
le cadre des enquêtes



## 1 L'enquête auprès des intervenants du social

### → Remarques préalables

Un questionnaire (voir annexe 1) a été adressé aux travailleurs sociaux par le truchement des cadres et responsables :

- des CCAS impliqués dans VIGIES (au nombre de 40 environ pour les trois départements réunis),
- des grandes institutions sociales agissant localement sur le département (CAF, CRAM, CPAM, CG, etc.);
- et de certaines associations intervenant sur tout ou partie du département.

Dans ce cadre, les CCAS-VIGIES ont été invités à lister les acteurs sociaux agissant sur leur territoire communal (associations ou partenaires institutionnels) qu'ils estimaient devoir être destinataires du questionnaire.

Les commentaires des résultats de cette enquête sont enrichis des précisions et interprétations émises par les participants aux groupes d'analyse partagée (GAP)<sup>[10]</sup> mis en place à la suite du traitement "en bureau" des réponses au questionnaire. Il s'agissait de procéder à un retour vers les intervenants sociaux enquêtés. Un GAP fut mis en place sur chaque département.

### Les objectifs de chacun de ces GAP étaient les suivants :

- soumettre certains résultats de l'enquête aux explications et commentaires des participants : comment expliquent-ils ces résultats ? Quel sens leur donnent-ils ?
- approfondir le contenu de certains constats qualitatifs : peuvent-ils préciser leurs propos ? Y apporter plus de détails ?
- réfléchir aux possibilités de convertir en indicateurs certains résultats de l'enquête et donc à l'existence ou à la construction ad hoc d'indicateurs locaux susceptibles d'éclairer les facettes des différentes formes de pauvreté : quelles informations/données mobiliser ? Existent-elles déjà ? Où les trouver ? Sous quelle forme ? etc.

### → Caractéristiques des territoires d'intervention des travailleurs sociaux ayant répondu au questionnaire

L'objectif modeste (mais réaliste) fixé a été atteint.

Au final, près de 15 % des intervenants sociaux ayant répondu proviennent ici du secteur associatif (le plus souvent des associations caritatives), environ 30 % des CCAS-VIGIES et près de 55 % des partenaires institutionnels<sup>[11]</sup>.

Par ailleurs, une part non négligeable des enquêtés intervient sur un territoire mixte, à la fois rural et urbain. Ainsi, plus de 85 % sont présents sur de l'espace urbain et 30 % sur de l'espace rural. 70 % ne sont que sur de l'urbain et près de 15 % que sur du rural.

[10] Un GAP est un temps de travail ; les analyses sont menées par le groupe avec l'aide de l'intervenant ; il ne s'agit pas d'un entretien de groupe.

[11] Les partenaires institutionnels ayant ici répondu à l'enquête sont, par ordre décroissant d'importance : CG, CAF, CRAM, MSA, Mission Locale, CLIC, CROUS, Centre Hospitalier.

## 225 questionnaires retournés...

... sur un objectif de 150 (50 par département)

Départements	Associations	CCAS / Mairies	Partenaires institutionnels	Total	%
Gironde	21	18	53	92	41 %
Puy-de-Dôme		21	62	83	37 %
Val-d'Oise	8	31	11	50	22 %
<b>Total</b>	<b>29</b>	<b>70</b>	<b>126</b>	<b>225</b>	
%	13 %	31 %	56 %		100 %

*Le Val d'Oise moins représenté*

## Une prédominance de l'urbain et du niveau communal

dans les territoires d'intervention

Territoires d'intervention	Eff.	%
nr	2	1 %
commune	103	46 %
circonscription d'action sociale	48	21 %
intercommunalité	25	11 %
département	12	5 %
quartier(s)	18	8 %
autre	17	8 %
<b>Total</b>	<b>225</b>	<b>100 %</b>

Paysage du territoire d'intervention	Eff.	% sur 223	% sur 223
urbain	170	76 %	87 %
péri-urbain	56	25 %	
semi-rural	47	21 %	
rural	41	18 %	30 %

Paysage du territoire d'intervention	Eff.	% sur 223
urbain ou péri-urbain (exclusivement)	157	70 %
semi-rural ou rural (exclusivement)	29	13 %

*Le Val d'Oise : un terrain d'intervention presque à 100 % urbain.*

*Plus d'un tiers des enquêtés de la Gironde et surtout du Puy de Dôme interviennent en milieu rural.*

Dépt	Intervenants en milieu rural (non exclusif)		
Gironde	31	47 %	34 %
Puy-de-Dôme	34	52 %	41 %
Val-d'Oise	1	2 %	2 %
<b>Total</b>	<b>66</b>	<b>100 %</b>	<b>29 %</b>

Dépt	Intervenants en milieu rural (non exclusif)		
Gironde	74	38 %	80 %
Puy-de-Dôme	70	36 %	84 %
Val-d'Oise	50	26 %	100 %
<b>Total</b>	<b>194</b>	<b>100 %</b>	<b>86 %</b>

## → Angles d'approche des situations de pauvreté par les travailleurs sociaux

Une large majorité des enquêtés disent être présents à la fois dans la réponse à l'urgence, l'action ponctuelle et l'accompagnement sur la durée. Ce dernier paraît toutefois s'observer :

- d'une part davantage chez les professionnels des partenaires institutionnels que chez les intervenants sociaux des CCAS (environ 85 % contre 75 %),
- d'autre part davantage dans le cadre d'interventions en milieu rural.

Les Groupes d'analyse partagée apportent plusieurs raisons à cela : notamment, les dispositifs d'urgence sociale étant d'une part plus répandus en milieu urbain qu'en milieu rural et, d'autre part, les petites communes rurales n'ayant souvent pas de CCAS ou bien un CCAS dont l'équipe se compose d'une seule personne. Les acteurs locaux sont plus fréquemment contraints de renvoyer la réponse aux besoins sociaux vers les partenaires institutionnels...

Quoi qu'il en soit, les intervenants sociaux émettent souvent le regret de ne pas avoir suffisamment le temps d'analyser convenablement les demandes d'aide... Si du point de vue des publics les demandes sont souvent vécues comme urgentes, les intervenants sociaux savent que les réalités sont complexes et qu'un problème "urgent" peut souvent être "ralenti" par une analyse fine de la demande qui permette d'éviter une réponse précipitée qui ne résoudrait pas le problème de fond et d'essayer de basculer ensuite vers une réponse-solution plus appropriée, par exemple vers un accompagnement dans la durée.

## Une diversité de formes d'intervention...

Circonstance d'intervention - 1	Eff.	% sur 210
réponses à l'urgence	162	77 %
actions ponctuelles	154	73 %
accompagnements sur la durée	169	80 %

*La réponse à l'urgence : un peu plus fréquente chez les CCAS et les associations*

*L'accompagnement sur la durée : un peu plus fréquente chez les intervenants exclusivement en milieu rural*

## Des formes d'intervention plus souvent individuelles que collectives

Circonstance d'intervention - 2	Eff.	% sur 208
interventions individuelles	188	90 %
interventions familles	144	69 %
interventions collectives	95	46 %

*L'intervention collective apparaît plus fréquente chez les intervenants exclusivement en milieu rural (66 %)*

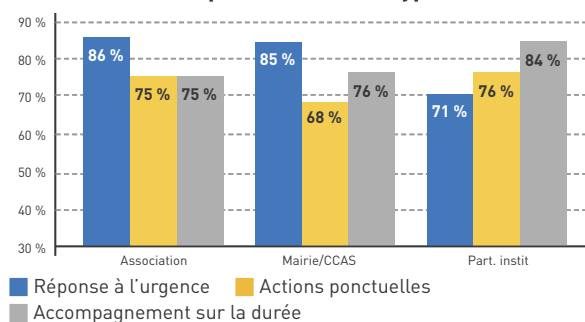
## Des explications multidimensionnelles de la pauvreté

Facteurs explicatifs	Eff.	% sur 219
économiques	203	93 %
sociaux	171	78 %
individuels ou psychologiques	152	69 %
autres :	15	7 %
culturels	5	2 %
sanitaires	9	4 %
politiques	1	0 %

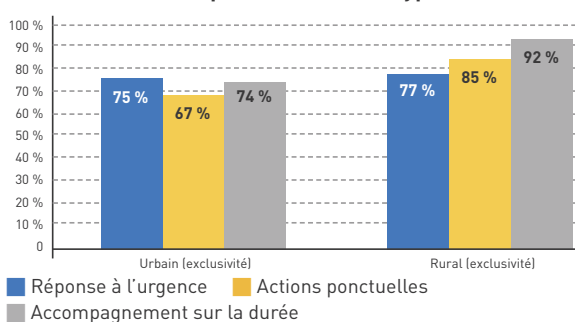
Facteurs explicatifs	Urbain / péri-urbain (exclusivement)	rural / semi-rural (exclusivement)
économiques	89 %	100 %
sociaux	77 %	76 %
individuels ou psychologiques	65 %	76 %

Par ailleurs, l'intervention collective (auprès de groupes) semble être également plus répandue chez les acteurs sociaux intervenant exclusivement en milieu rural. Mode d'intervention plus habituel chez des partenaires institutionnels couvrant un niveau départemental, plus opérant pour des acteurs sociaux présents sur des territoires de densités de population plus réduites, permettant ainsi parfois certaines économies d'échelle, voilà quelques-unes des explications ayant pu être avancées. Au final toutefois, c'est semble-t-il plutôt les missions propres à chacune des institutions qui conditionneraient le recours à telle ou telle forme d'intervention. Une mission de prévention plus affirmée serait ainsi corrélée à une fréquence plus importante des interventions collectives, ce qui semble particulièrement être le cas ici des partenaires institutionnels.

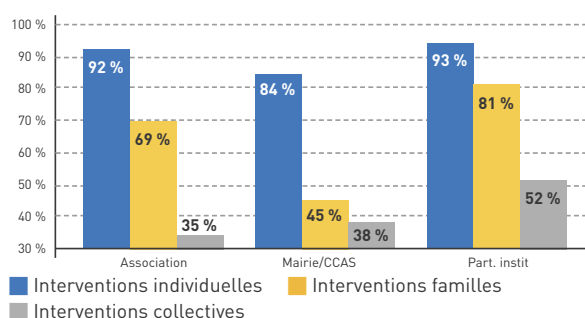
### Circonstance d'intervention confrontant à des situations de pauvreté selon le type de structure



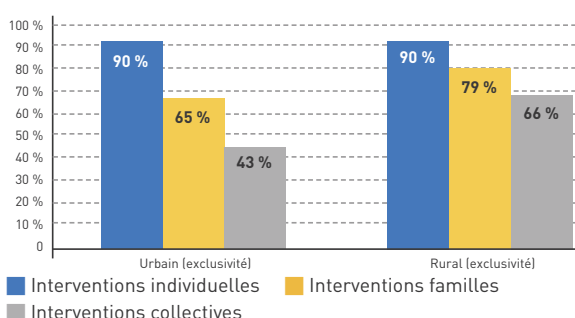
### Circonstance d'intervention confrontant à des situations de pauvreté selon le type de territoire



### Modalité d'intervention confrontant à des situations de pauvreté selon le type de structure



### Modalité d'intervention confrontant à des situations de pauvreté selon le type de territoire



Par ailleurs, une majorité des intervenants enquêtés (57 %) font référence à au moins trois catégories de facteurs pour expliquer la pauvreté. Seuls 13 % s'en tiennent à une seule catégorie de facteurs (8 fois sur 10, les facteurs économiques).

Les facteurs économiques (développement et gestion de l'emploi, niveau des rémunérations, etc.) constituent les premières sources d'explications. Ces dernières semblent aussi plus souvent mobilisées par les enquêtés intervenant spécifiquement en milieu rural : la moindre concentration d'emplois dans le monde rural, la présence d'emplois également moins qualifiés, parfois plus précaires (saisonniers) et donc globalement moins rémunérateurs, participent à mettre ici l'accent sur des considérations économiques ; d'autant que d'autres explications plus sociales comme la monoparentalité, la crise du logement (à travers sa rareté et son coût élevé) paraissent davantage renvoyer vers les territoires urbains.

## 2 L'enquête auprès des usagers des CCAS

### → Présentation des usagers en demande d'aide ayant répondu au questionnaire

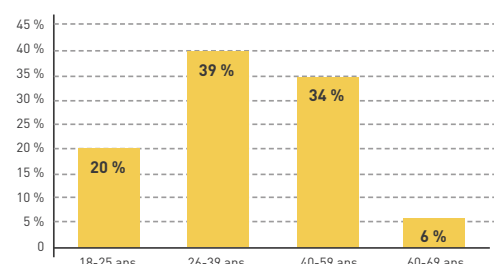
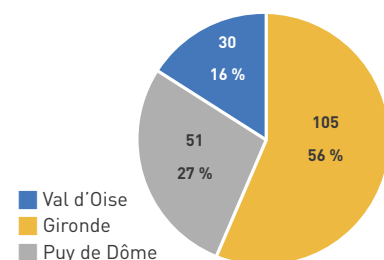
Le profil type théorique de l'enquêté-répondant est celui d'une femme seule de près de 40 ans, sans diplôme, logée dans du locatif non social, ayant rarement les moyens d'une mobilité autonome et bénéficiant de la CMU-complémentaire.

Sur plusieurs de ces dimensions, l'échantillon d'enquêtés-répondants est ici assez représentatif de l'ensemble de la population pauvre en France au sens de l'INSEE :

- 54 % des français en situation de pauvreté sont des femmes (INSEE-2006) ;
- 23 % des ménages pauvres français sont des familles monoparentales, contre 10 % pour l'ensemble des ménages (INSEE-2006) ;
- un âge moyen de 37 ans, sur la population pauvre âgée de 18 à 74 ans (INSEE-2006) ;
- 32 % des ménages à bas revenus vivent en logement social (INSEE-2002) ;
- 22 % des personnes à bas revenus n'ont pas de complémentaire-santé, contre 7 % du reste de la population (INSEE-2003).

### 136 questionnaires retournés... sur un objectif de 150

- **Des femmes (60 %)**
- **Des personnes sans conjoint (82 %)**  
Près de 60 % des enquêtés sont seuls et sans enfant à charge  
Près de 25 % sont des familles monoparentales  
Près de 75 % des familles sont monoparentales
- **Un âge moyen de 37 ans et demi**  
15 % des 18-25 ans sont seul(e)s avec enfants  
37 % des 40-59 ans
- **Des personnes quasiment sans diplôme (41 %)**
- **Des locataires hors HLM (45 %)**  
30 % sont locataires en HLM
- **Parfois le permis, plus rarement la voiture**  
Parmi les 53 % ayant le permis, 53 % ont une voiture
- **Des bénéficiaires de la CMU-complémentaire (58 %)**  
19 % des enquêtés n'ont pas de complémentaire santé



*Il est à noter que les répondants âgés de 60-69 ans sont peu nombreux mais semblent ressentir très durement la pauvreté et se restreindre (ou se priver) sur de nombreuses réponses. Ceci semble indiquer une tendance qui mériterait d'être étudiée de manière plus approfondie.*

## → L'effectivité de leur situation de pauvreté

Très majoritairement, les enquêtés-répondants, usagers des CCAS, sont pauvres monétairement. Pourtant, nous constatons des hiatus entre la norme de pauvreté retenue par l'INSEE et la perception qu'ont les personnes de leur situation : certaines peuvent être pauvres monétairement sans pour autant se percevoir comme pauvres. Inversement, certaines peuvent se percevoir en situation de pauvreté et pour autant ne pas l'être selon la définition monétaire de cette notion.

La part de la subjectivité dans l'appréciation de sa propre situation sociale et financière ne peut donc être totalement ignorée lorsqu'il s'agit d'intervenir socialement auprès des populations. Ainsi, dans le cas des enquêtés ne se sentant pas vraiment en situation de pauvreté malgré un revenu moyen inférieur au seuil de pauvreté, nous pouvons singulièrement repérer le profil type suivant : celui d'un jeune de 18-25 ans, en couple (mais sans forcément un toit commun), sans enfant, hébergé ou en foyer, et d'un niveau d'études "bac et plus". Nous proposons deux hypothèses pour expliquer ce constat :

- le sentiment d'une "pauvreté transitoire" chez des jeunes ayant objectivement plus de facilité à se projeter dans l'avenir (ex : espoir dans l'avenir parce qu'on est diplômé) ;
- l'intériorisation conjointe d'une forme de "pauvreté naturelle" (une "naturalisation" de la pauvreté) : parce qu'on est jeune, il apparaîtrait comme "normal", de passer par une phase de petits boulots, de CDD courts, d'intérim, etc., générateurs de faibles revenus, avant de pouvoir entrer plus tard sur des emplois à la fois plus durables et plus rémunérateurs.

### Les enquêtés... des personnes pauvres d'un point de vue monétaire (au sens du seuil INSEE 2006)

- Plus de 85 % vivent dans un ménage effectivement pauvre → Un revenu disponible moyen par UC de 575 €
- Un revenu disponible médian par UC de 560 € → Près de 65 % vivent dans un ménage sans salaire

### ... mais aux ressources stables d'un mois sur l'autre

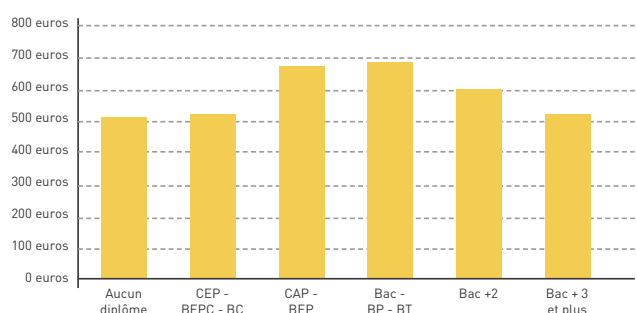
- L'irrégularité touche plus les jeunes, les couples, les niveaux CAP-BEP

### Les plus pauvres parmi les pauvres

(monétairement)

- Les 26-39 ans
- Les familles monoparentales ou les couples sans enfant
- Les quasi sans diplômes ou les Bac +3 et plus (voir schéma ci-contre)
- Les locataires hors HLM ou en foyer, squat...
- Les personnes aux ressources stables
- Les personnes sans voiture

### Niveau de vie moyen selon le niveau de diplôme



Près de 15 % des enquêtés pauvres (au sens INSEE) ne se perçoivent pas comme tels. Parmi ceux se percevant en situation de pauvreté, près de 15 % également ne le sont pas au regard du seuil INSEE.

Par ailleurs, le profil type ici mentionné n'a pas ou peu de loyer à payer et moins de charges contraintes (car pas d'enfants notamment). De ce fait, si son niveau de ressources est effectivement plus faible que celui d'autres profils de personne, son "reste-à-vivre" peut se révéler, en revanche plus élevé, et donc son sentiment d'être en situation de pauvreté moins fort. Ceci semble constituer une invitation à considérer davantage la pauvreté monétaire des ménages du point de vue de cette notion de "reste-à-vivre". Ceci d'autant que plus de 50 % des enquêtés expliquent leurs difficultés financières tout autant du fait de revenus trop faibles que du fait de charges trop lourdes.



# Vers une proposition d'indicateurs connexes et périphériques de mesure et de suivi de la pauvreté, établis à partir des enquêtes qualitatives

# Chapitre IV

## 1 Essai de classification et d'ordonnancement des indicateurs

### → Proposition d'une typologie des indicateurs

#### → Indicateurs approchant la pauvreté en tant qu'état (ou situation)

<b>Indicateurs de déprivations (pour raisons financières)</b>	Ils visent à repérer les pertes et restrictions de consommation, les renoncements/privations des ménages du fait de moyens financiers insuffisants.
<b>Indicateurs de (non- ou dé-) capitalisation</b>	Ils visent soit à mesurer la faiblesse des "capitaux" détenus (extension du concept de "capital" chez Bourdieu : économique, social, culturel, symbolique, en termes de santé...), soit à appréhender ce qui restreint ou nuit à l'accumulation de ces derniers (contraintes budgétaires, etc.).

#### → Indicateurs approchant la pauvreté en tant que processus

<b>Indicateurs de désaffiliation / marginalisation</b>	Ils visent à discerner ce qui conduit, ou risque de conduire, à des ruptures de liens sociaux et/ou à des mises à l'écart de groupes sociaux d'appartenance.
<b>Indicateurs de vulnérabilisation / fragilisation</b>	Ils visent à appréhender ce qui tend à fragiliser la situation socio-économique des ménages (ou populations), ou à accroître leur risque de paupérisation (sans pour autant être forcément déjà en situation de pauvreté).

#### → Indicateurs complémentaires

<b>Indicateurs d'intensité de la pauvreté</b>	Ils visent à appréhender d'une part l'étendue des domaines d'existence impactés par les situations de pauvreté, les conséquences sur le mode et les conditions de vie des ménages (ou populations) concernés et le degré de ces impacts.
<b>Indicateurs de constance de la pauvreté</b>	Ils visent à discerner le caractère durable, récurrent ou continu des situations de pauvreté, ou au contraire leur caractère transitoire.
<b>Indicateurs subjectifs de la pauvreté</b>	Ils visent à mesurer aussi bien le ressenti des personnes sur leur situation et l'évolution de celle-ci, que l'impact de leur situation sur leur perception.

## → Les dimensions les plus significantes de la pauvreté selon les enquêtés

### La pauvreté comme état :

#### → une approche par le manque du côté des intervenants sociaux

- Une pauvreté définie d'abord par le manque d'argent...
- Une pauvreté causée par un manque d'insertion dans l'emploi...
- Une pauvreté aggravée par un manque de supports relationnels et affectifs et un défaut de formation...
- Une pauvreté engendrant ou aggravant des manques autour du logement (accès, maintien, confort) et/ou de la santé/accès aux soins.

Par ailleurs, un "accès aux droits et aux aides" rendu plus difficile en milieu rural :

- la désertification de certaines zones rurales
- la mobilité, l'accessibilité des services
- une population qui "demande moins"...

*(confirmation et source : ODENORE)*

#### → une approche par les restrictions et les contraintes budgétaires du côté des usagers

- Les tensions sur les possibilités de manger suffisamment et sainement sont importantes (des restrictions malgré une priorité).
- Le souci de son apparence comme celui de maintenir des activités sociales sont des luxes.
- Se faire plaisir apparaît comme secondaire.
- Une mobilité contrariée par son coût (des restrictions malgré une priorité).

Restrictions et privations	oui (souvent ou parfois)	oui souvent	oui parfois	indice de régularité
Réduire achats de vêtements	97 %	86 %	11 %	7,6
Reporter sorties cinéma ou resto	95 %	85 %	10 %	8,3
Réduire achats alimentaires	90 %	51 %	39 %	1,3
Renoncer à inviter des amis	89 %	67 %	22 %	3,1
Réduire déplaçts parce que trop chers	84 %	56 %	28 %	2,0
Réduire achats médic. non remb.	70 %	39 %	31 %	1,2
Renoncer à aller voir méd. spécialiste	68 %	41 %	27 %	1,5
Modérer dépenses études des enfants	66 %	47 %	19 %	2,5
Retarder paiement gaz électricité eau	54 %	32 %	22 %	1,4
Renoncer à aller voir méd. généraliste	49 %	26 %	23 %	1,1
Retarder paiement loyer ou traite	48 %	31 %	17 %	1,8

Priorités aux yeux des enquêtés-usagers des CCAS	rang
Avoir suffisamment à manger	1
Prendre soin de sa santé	2
Régler dans les temps ses charges de logement (loyer, factures...)	2
Disposer des moyens de se déplacer (transport)	3
Payer des études à ses enfants (quand on a des enfants en études)	3
Prendre soin de son apparence physique et vestimentaire	4
Avoir des loisirs ou une activité sportive	5
Inviter des amis chez soi et être invité	5
Faire garder ses enfants (quand on a des enfants à faire garder)	5
Se divertir avec des livres, des CD ou en allant au cinéma, au restaurant...	6
Partir en vacances	6

# Chapitre IV

## La pauvreté comme processus :

→ Au-delà du manque, d'autres critères d'approche du côté des intervenants sociaux.

La pauvreté renvoie d'abord à deux situations :

→ une **situation extrême avérée** (l'exclusion) → une **situation "sur le fil"** (la vulnérabilité).

... puis aux notions voisines de **rupture, perte et privation**.

... et enfin à des considérations plus psychosociales : **souffrance, incertitude et non-choix**.

→ des explications du côté des usagers

→ La question du **"reste à vivre"**... au moins aussi importante que celle du **niveau de revenus** pour expliquer leur pauvreté.

→ Celle des **accidents de la vie**...

→ Celle des **discriminations**...

→ Celles du **contexte environnemental** et du **territoire**...

« **Le renoncement...** » : moins pertinent pour définir la pauvreté en milieu rural.

« **La perte** » : critère plus signifiant dans le Val d'Oise

Au-delà des adjuvants à l'emploi telles que les compétences ou l'expérience professionnelle, c'est aussi la question des discriminations qui peut interférer sensiblement dans l'auto-évaluation par les enquêtés de leurs "chances" (leurs probabilités) d'échapper ou de sortir de la pauvreté. Plus précisément, c'est la question de l'intériorisation des discriminations qui semble ici importante : l'intériorisation du fait qu'étant trop âgé pour le monde du travail, seul avec un jeune enfant..., mais aussi "issu de la diversité ethnique" (peau de couleur, nom à consonance étrangère...), habitant d'un quartier populaire stigmatisé, etc., les chances de (re)trouver un travail, de se sortir de ses difficultés financières, de (re)trouver un logement, sont plus réduites que pour d'autres personnes. D'où une "inquiétude de la perte" plus importante (sachant les plus grandes difficultés à retrouver ce que l'on a perdu)... On constate ici une association entre "perte" et "pauvreté" plus systématique dans le Val d'Oise que dans les deux autres départements étudiés. D'autant que c'est chez les enquêtés du 95 que l'emploi apparaît le plus répandu ("travailleurs pauvres").

## La perception des situations de pauvreté, selon les intervenants sociaux

*Des indices de pauvreté perceptibles dans les échanges au quotidien avec les publics en demande ou en besoin d'aide.*

Catégories d'indices observés (des plus au moins fréquemment)	Catégories d'indices de pauvreté classées des plus signifiants au moins signifiants*	Rang dans la fréquence d'observation
état psychologique/comportement	<b>mal- ou sous-alimentation</b>	2
difficultés de budget	<b>apparence physique et/ou vestimentaire</b>	2
accès aux soins/problèmes de santé	<b>difficultés de budget</b>	1
apparence physique et/ou vestimentaire	<b>sous- ou non-emploi</b>	3
mal- ou sous-alimentation	<b>accès aux droits</b>	3
accès au logement/hébergement	<b>accès au logement/hébergement</b>	2
isolement relationnel	état psychologique/comportement	1
sous- ou non-emploi	accès aux soins/problèmes de santé	1
accès aux droits	situation familiale	4
situation familiale	isolement relationnel	2
accès aux loisirs, vacances	accès aux loisirs, vacances	4
difficultés de langage		
désocialisation		
bas niveau de formation/qualification		
pratiques alternatives au travail marchand		
études des enfants		
accès à la culture		
éducation des enfants		
choix d'organisation du quotidien		
isolement géographique		
difficultés de mobilité		
risque de délinquance		
dépendance		
situation irrégulière		

**Note de lecture :** la catégorie "état psychologique et comportement" regroupe les indices les plus fréquemment observés. Pour autant, ceux-ci ne sont pas les plus signifiants de la pauvreté. **Les catégories d'indices en rose** sont en effet, aux yeux des intervenants sociaux, les plus signifiants de la pauvreté. Les indices des autres catégories sont à eux seuls insuffisants pour identifier avec relativement de pertinence une situation de pauvreté. Par contre, leur cumul avec d'autres, et notamment avec les plus signifiants, tendrait à accroître la probabilité d'être en face d'une situation de pauvreté.

\* Ne sont retenues ici que celles ayant un nombre d'occurrences supérieur ou égal à 24.

**Des indices spécifiques selon l'âge du public...**  
**Regardons particulièrement les *enfants, les jeunes* et les *seniors*.**

## Enfants et jeunes

Expression des indices 0-5 ans (par ordre décroissant d'importance)
mal- ou sous-alimentation
apparence physique et/ou vestimentaire
état psychologique/comportement
développement psychomoteur
santé
problème d'apprentissage et de socialisation
problème de garde des enfants
éducation, savoir-vivre
accès à la culture, loisirs
usage de la langue
manque de ressources matérielles
situation familiale

Expression des indices 18-25 ans (par ordre décroissant d'importance)
état psychologique, comportement
logement
difficultés familiales
difficultés de budget
non-ou sous-emploi
isolement
bas niveau d'études
santé
désocialisation
apparence physique, vestimentaire, hygiène
difficultés scolaires (dont déscolarisation)
malnutrition
accès à la culture, loisirs, vacances
délinquance
absence d'expérience professionnelle
difficultés de langage

Hiérarchisation des registres de l'existence susceptibles d'être impactés par la pauvreté, selon les intervenants sociaux (du plus au moins)
logement-hébergement
alimentation
niveau de vie et consommation
soins-santé-handicap
emploi-travail
vie familiale et équilibre
éducation-formation
rapport au corps
éducation des enfants
sports et loisirs
participation citoyenne
activités culturelles

Expression des indices 6-17 ans (par ordre décroissant d'importance)
difficultés scolaires
état psychologique, comportement
accès à la culture, loisirs, vacances
difficultés familiales
apparence physique, hygiène, vestimentaire
mal- ou sous-alimentation
éducation, savoir-vivre
difficultés de langage
isolement relationnel
désocialisation
frustrations matérielles, économiques
manque de ressources matérielles
santé
développement psychomoteur
mobilité

## Seniors

Expression des indices 60 ans et plus (par ordre décroissant d'importance)
difficultés de budget
santé et accès aux soins
accès aux droits et aux aides
situation familiale et isolement socio-affectif
logement
sous- ou mal-alimentation
sous- ou non-emploi



## 2 Présentation des indicateurs ayant émergé de l'étude et mode d'exploitation de ceux-ci

### → Présentation d'indicateurs à travers une entrée thématique

À partir des éléments précédents, nous proposons de distinguer 8 thématiques, elles-mêmes réparties en 3 groupes en fonction d'une appréciation croisée entre d'un côté, l'impact de la pauvreté sur les registres d'existence des populations du point de vue des intervenants sociaux, et de l'autre, les priorités de vie pour les personnes pauvres, ici les usagers des CCAS. Ces thématiques sont les suivantes :

#### Thématiques de premier ordre

- "Revenus et consommation"
- "Emploi et travail" (accès et conditions)
- "Logement" (accès et maintien)
- "Accès aux soins, santé, handicap"

#### Thématiques de second ordre

- "Éducation et formation" (accès et niveau)
- "Vie familiale/conjugale, éducation des enfants"

#### Thématiques de troisième ordre

- "Accès à la culture, aux sports et loisirs, à une sociabilité entre amis"
- "Citoyenneté et implication associative"

### Précautions :

1. Encore une fois, il nous faut rappeler que même appréhendée par des dimensions non-monétaires, la pauvreté au sens où nous l'étudions ici est toujours déterminée a minima par une faiblesse relative des niveaux de vie <sup>[12]</sup>.
2. D'autre part, il nous faut aussi rappeler que l'appréhension des aspects non-monétaires de la pauvreté impose de ne pas se restreindre à une seule dimension, ou pire à un seul indicateur (notamment parmi les thématiques de second ordre et de troisième ordre). C'est souvent la conjonction de sens de plusieurs indicateurs non-monétaires qui donnera à une veille sur les questions de pauvreté toute sa pertinence.

### Remarques :

1. Vous trouverez page suivante, les explications concernant la distinction faite ci-après entre les indicateurs de valeur, les indicateurs de questionnement et les indicateurs de veille.
2. D'autre part, vous constaterez que certains indicateurs proposés ci-après sont signalés en rose. Il s'agit de pointer les indicateurs qui nous paraissent pouvoir être privilégiés, si un choix restreint devait être fait.
3. Enfin, il importe de préciser que la liste des indicateurs présentés ici ne prétend bien évidemment à aucune exhaustivité ; elle est "seulement" le fruit de la présente démarche.

[12] Ceci afin de bien restreindre le sens de la notion de pauvreté dont il est question ici (dans le cas contraire la pauvreté pourrait être partout : un individu, par exemple, pourrait être à la fois millionnaire et pauvre culturellement).

## → Mode d'exploitation ou d'expérimentation de ces indicateurs

### → Les indicateurs de valeur

Ces indicateurs sont souvent déjà exploités, ou peuvent l'être a priori, à partir de bases de données existantes (hormis les bases de données figées ne pouvant être complétées) :

- soit les bases de données comprennent déjà tous les renseignements nécessaires à l'élaboration des indicateurs ;
- soit elles peuvent être assez aisément complétées avec des renseignements supplémentaires, afin de pouvoir ensuite élaborer les indicateurs (c'est souvent le cas au sein des CCAS notamment). Les informations complémentaires à intégrer dans la base sont des données plutôt de type factuel... et prennent le statut de données administratives.

Pour la structure propriétaire de la base de données, cela peut constituer une occasion de remettre à jour le contenu de ses formulaires de demande d'aide par exemple, pour ensuite être à même d'enrichir une analyse statistique plus éclairante sur les questions de pauvreté.

Il s'agit de bases de données couvrant :

- soit le champ national : bases "**macro-locales**" ;
- soit celui d'une sous-population connue (suivie, bénéficiaire...) issue d'une structure rattachée à un niveau de territoire assez restreint (type communal) : bases "**micro-locales**" ;
- soit, de façon intermédiaire, celui d'une population élargie mais non exhaustive, issue d'une structure rattachée à un niveau de territoire entre-deux (type départemental ou régional...) : bases "**méso-locales**".

### → Les indicateurs de questionnement

Ici, les indicateurs sont tous à construire après une phase incompressible de recueil d'informations. Les bases de données ne préexistent donc pas et doivent être constituées dans un intervalle de temps donné (sur une période d'un mois par exemple). Il ne s'agit donc pas de bases de données administratives comme dans le cas de certains indicateurs de valeurs, mais de bases de données ad hoc. Les données ne peuvent être considérées comme administratives dans la mesure où leur intérêt pour la gestion quotidienne de la structure qui les collecte n'est pas toujours évident au premier abord, mais aussi dans la mesure où les données collectées seront ici anonymes et auront comme seule finalité la production de connaissances. Ce recueil d'informations peut ici prendre deux formes différentes :

- soit via un entretien entre un intervenant du social et une personne en demande d'aide, dans le cadre d'un premier accueil, d'une évaluation de la demande, de la constitution d'un dossier, d'un suivi ou d'un bilan, etc. De façon explicite et consentie, l'intervenant propose à la personne de répondre à une demande d'informations complémentaires, susceptibles d'être utiles au développement et à l'amélioration des actions de prévention ou de réduction de la pauvreté.
- soit via la mise en place de procédures d'enquête, notamment avec la réalisation et la passation de questionnaires anonymes (voir pour exemple le questionnaire utilisé ici pour ce travail ; cf. annexe 1).

Les questionnements seront peu ou prou fermés lorsqu'il s'agira de prendre la mesure d'un phénomène, et davantage ouvertes lorsqu'il s'agira plutôt d'en apprécier les expressions qualitatives.

Dans le cadre d'une analyse des observations qui se veut statistique, un panel d'au minimum 150 personnes interrogées nous semble s'imposer.

- Dans le cadre d'une procédure d'enquête, la passation d'un questionnaire peut se faire :
- en face-à-face : l'enquêteur est de préférence une personne non connue de l'enquêté, extérieure à une relation d'aide voire à la structure ayant initié l'enquête. L'avantage majeur est de s'assurer d'une meilleure qualité de remplissage des questionnaires, mais l'inconvénient majeur est d'être limité dans le nombre de passations possible (sauf à disposer de moyens importants).
  - par courrier (avec lettre d'accompagnement et enveloppe affranchie pour le retour du questionnaire) : dans ce cas, l'avantage majeur est de pouvoir envoyer davantage de questionnaires, mais les inconvénients majeurs sont de ne pas pouvoir contrôler facilement son échantillonnage et de risquer un faible taux de retour.
  - par voie téléphonique : cela demande du temps et des moyens d'une part, et laisse toujours chez l'enquêté un doute quant au caractère véritablement anonyme de la démarche d'autre part.

## → Les indicateurs de veille

Ici les indicateurs peuvent difficilement être alimentés par des données collectées directement auprès des personnes cibles. Tout d'abord parce qu'il peut s'agir de "données sensibles" du point de vue de la personne (pouvant être jugées trop intrusives dans la vie privée, indicibles ou devant rester cachées parce qu'illicites ou parce que ressenties comme taboues, honteuses...), ou parce que leur divulgation est perçue comme pouvant faire courir un danger, etc. Contrairement à des indicateurs de questionnement, il apparaît d'une part plus difficile de récupérer les informations via un questionnaire (même anonyme), et d'autre part impossible pour les intervenants sociaux, ne serait-ce que d'un point de vue déontologique et éthique, de demander (et pire encore de stocker) les informations dans le cadre d'un entretien en face à face.

Autre cas de figure, lorsque les indicateurs mobilisent des données "sensibles ou à risques" du point de vue de la CNIL<sup>[13]</sup>, et donc soumises à autorisation si l'anonymat ne peut être garanti de façon certaine. Plus prosaïquement, il peut être question de données dont on sait par avance qu'elles concerneront soit de trop petits effectifs, soit des personnes difficiles à approcher dans un cadre institutionnel ou même par le biais d'enquêtes.

Nous suggérons alors une méthodologie un peu particulière que nous proposons de nommer "méthode des veilleurs". Les "veilleurs" peuvent être vus comme des acteurs sociaux (au sens large) intermédiaires entre les institutions en charge des questions sociales et les réalités sociales des populations susceptibles de devenir des usagers de ces mêmes institutions. Il peut s'agir ainsi de travailleurs sociaux bien sûr, mais aussi d'acteurs associatifs (caritatif, culture, sport...), de professionnels de santé (médecins, pharmaciens, urgentistes...), d'enseignants, d'agents des forces de l'ordre, de personnels de transport en commun (chauffeurs, contrôleurs...), de pompiers, d'agents d'accueil de services publics...

Ces "veilleurs" sont, de façon répétée dans le temps (par exemple tous les 6 mois), interrogés, via une grille de questionnement adaptée à leur profil, sur :

- la manière dont ils perçoivent, à travers leur pratique quotidienne, certaines questions sociales précises (l'importance d'une problématique sur un territoire donné d'une part puis son évolution d'autre part) ;
- les raisons qui leur semblent justifier cette perception.

Voir page 86 l'annexe 3 : Exemple de mise en place d'une grille de questionnement de veille.

[13] Commission nationale de l'informatique et des libertés.

## Thématiques de premier ordre

### « Revenus et consommation »

#### Quelques indicateurs de référence sur le territoire observé :

- Taux de bas revenus (CAF, INSEE-RP)
- Niveau du revenu fiscal médian par UC (ou prochainement du niveau de vie médian) (INSEE-DGI)
- Part des salaires et traitements dans le revenu fiscal déclaré (INSEE-DGI)

Indicateurs approchant la pauvreté en tant qu'état		Indicateurs approchant la pauvreté en tant que processus	
Indicateurs de déprivation (pour raisons financières)	Indicateurs de (non- ou dé-) capitalisation	Indicateurs de désaffiliation / marginalisation	Indicateurs de vulnérabilisation / fragilisation
<p><b>Indicateurs de valeur <sup>[14]</sup> :</b></p> <p>→ Part des (et nombre de) personnes suivies ayant recours à une aide alimentaire auprès du CCAS ou d'associations (forme monétaire, colis, épicerie sociale...).</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Base micro-locale (type CCAS).</li> </ul> <p>→ Part des (et nombre de) personnes suivies fréquentant des associations caritatives.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Base micro-locale (type CCAS).</li> </ul> <p>→ Part des familles rencontrant des difficultés de paiement de la restauration scolaire (ou rupture d'inscription) parmi les familles inscrites.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Base micro-locale (type CCAS).</li> </ul> <p><b>Indicateurs de questionnement :</b></p> <p>→ Population contrainte de réduire sa consommation de biens de première nécessité (alimentation, vêtements).</p> <p>→ Population ne pouvant manger à sa faim (ayant au moins une fois dans l'année sauté un repas par manque d'argent).</p> <p>→ Population n'ayant pas la possibilité d'appeler au téléphone depuis un appareil personnel (pas de téléphone, usage restreint, etc.).</p> <p>→ Population renonçant à la détention d'une carte bancaire comme mode de paiement.</p>	<p><b>Indicateurs de valeur :</b></p> <p>→ Taux de bas revenus (avant et après transferts sociaux).</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Base méso-locale CAF voire MSA.</li> </ul> <p>→ Nombre de (et part des) personnes suivies ne possédant pas de voiture personnelle.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Base micro-locale (type CCAS).</li> </ul> <p>→ Nombre de (et part des) ménages fiscaux non-imposés.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Base macro-locale INSEE-DGI.</li> </ul> <p><b>Indicateurs de questionnement :</b></p> <p>→ Ménages contraints d'avoir recours aux crédits à la consommation pour sortir de leurs difficultés financières.</p> <p>→ Population n'ayant aucune épargne.</p> <p>→ Population contrainte d'avoir recours à une aide financière de la part d'un ou plusieurs membres de sa famille.</p> <p>→ Population rencontrant des refus de crédit auprès des banques (ou des refus de découverts).</p>	<p><b>Indicateurs de veille :</b></p> <p>→ Population à revenus tirés d'activités illicites.</p> <p>→ Population à comportement de consommation à risque (consommation compulsive, endettement actif...).</p> <p>→ Population consommant des produits illicites.</p>	<p><b>Indicateurs de valeur :</b></p> <p>→ Nombre de (et part des) ménages de 20-59 ans dont les revenus dépendent à 50 % et plus (ou 75 % et plus) des transferts sociaux.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Bases méso-locales CAF voire MSA.</li> </ul> <p>→ Taux moyen de dépendance aux prestations sociales d'une population.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• méso-locales CAF voire MSA.</li> </ul> <p>→ Nombre de (et part des) ménages ayant déposé un dossier de surendettement.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Base méso-locale Banque de France.</li> </ul> <p><b>Indicateurs de questionnement :</b></p> <p>→ Population (ou ménages) à revenus faibles et irréguliers.</p> <p>→ Ménages en situation d'endettement ou de surendettement (actif et passif <sup>[15]</sup>).</p> <p>→ Population vivant quasi exclusivement de la solidarité familiale (par défaut ou non - ex : étudiants).</p> <p>→ Population touchée par un interdit bancaire.</p> <p>→ Population sans carte bancaire et chéquier, contrainte à des paiements en espèces.</p>

[14] Les "indicateurs de valeur" ici proposés se doivent d'être déclinables localement, à un niveau communal voire infra-communal.

[15] Le surendettement actif est lié à une sur-consommation du ménage au regard de ses moyens, à une mauvaise gestion de son budget... ; le surendettement passif est lié aux conséquences d'un "accident de parcours de vie" (chômage, départ à la retraite, divorce ou séparation, décès, maladie ou accident...).

## « Emploi et travail »

### Quelques indicateurs de référence sur le territoire observé :

- Taux de chômage (INSEE ou Pôle emploi)
- Part des chômeurs de longue durée (Pôle emploi ou DRTEFP)
- Part des salariés en emploi précaire (INSEE-RP)

Indicateurs approchant la pauvreté en tant qu'état		Indicateurs approchant la pauvreté en tant que processus	
Indicateurs de déprivation (pour raisons financières)	Indicateurs de (non- ou dé-) capitalisation	Indicateurs de désaffiliation / marginalisation	Indicateurs de vulnérabilisation / fragilisation
<p><b>Indicateurs de valeur :</b></p> <p>→ Part des (et nombre de) personnes suivies ne disposant pas du permis B du fait d'un manque de ressources.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Base micro-locale (type CCAS).</li> </ul> <p><b>Indicateurs de questionnement :</b></p> <p>→ Population renonçant par contrainte à l'exercice d'une activité professionnelle (ex : lorsque problème de garde d'enfant).</p> <p>→ Personnes renonçant à passer leur permis de conduire B faute de moyens financiers suffisants.</p> <p>→ Population au chômage contrainte de renoncer à disposer d'Internet à son domicile.</p> <p>→ Population à faibles revenus réduisant ses déplacements à cause du prix trop élevé du transport ou de l'essence.</p> <p><b>Indicateurs de veille :</b></p> <p>→ Population renonçant à un emploi du fait d'un rapport gain/coût défavorable (désincitation au travail).</p>	<p><b>Indicateurs de valeur :</b></p> <p>→ Taux de travailleurs à bas revenus (nombre de travailleurs à bas revenus rapporté à la population active occupée).</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Base méso-locale CAF et macro-locale INSEE-RP.</li> </ul> <p>→ Part des (et nombre de) DEFM de cat. C (anciennement 6, 7 et 8) parmi l'ensemble des salariés (estimation du sous-emploi élargi).</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Base méso-locale Pôle emploi et base macro-locale INSEE-DADS.</li> </ul> <p>→ Nombre de (et part des) demandeurs d'emploi sans qualification.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Base méso-locale Pôle emploi ou base macro-locale INSEE-RP.</li> </ul> <p>→ Nombre de (et part des) personnes au chômage ne possédant pas de voiture personnelle.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Base macro-locale INSEE-RP.</li> </ul> <p>→ Nombre de (et part des) personnes de moins de 60 ans vivant dans un ménage sans actif occupé (ménage dont la personne de référence a 15-59 ans).</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Base méso-locale CAF ou macro-locale INSEE-RP.</li> </ul> <p>→ Nombre de (et part des) ménages d'âge actif d'au moins 4 personnes ne regroupant qu'un seul actif occupé.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Base méso-locale CAF ou macro-locale INSEE-RP.</li> </ul> <p>→ Nombre de (et part des) salariés en emploi non qualifié.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Base macro-locale INSEE-RP ou méso-locale DADS.</li> </ul> <p><b>Indicateurs de questionnement :</b></p> <p>→ Personnes actives mais involontairement sous-occupées car à temps partiel subi ou en CDD faute de mieux (sous-emploi élargi).</p> <p>→ Personnes victimes de discrimination à l'embauche (du fait du sexe, de l'âge, de l'ethnicité, du territoire de résidence...).</p> <p>→ Nombre d'années en emploi depuis l'âge de 18 ans → calcul d'un indice d'expérience professionnelle [= le temps en emploi effectif rapporté au temps en emploi potentiel depuis l'âge de 18 ans].</p> <p><b>Indicateurs de veille :</b></p> <p>→ Population ayant recours à l'exercice d'un travail/activité illégale (travail au noir, petit trafic...) pour survivre ou améliorer l'ordinaire.</p>	<p><b>Indicateurs de valeur :</b></p> <p>→ Nombre de (et part des) demandeurs d'emploi de très longue durée (DETLD = plus de 2 ans).</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Base méso-locale Pôle emploi ou base macro-locale INSEE-RP.</li> </ul> <p><b>Indicateurs de questionnement :</b></p> <p>→ Durée (en mois) d'inactivité professionnelle des personnes d'âge actif (au-delà de l'inscription à Pôle emploi comme demandeur d'emploi).</p> <p><b>Indicateurs de questionnement :</b></p> <p>→ Population active ayant travaillé moins de 6 mois au cours des 12 derniers mois.</p> <p>→ Nombre de mois de chômage sur les 5 dernières années (chômage récurrent).</p> <p><b>Indicateurs de veille :</b></p> <p>→ Population en emploi concernée par une précarité du travail (différente de la précarité de l'emploi) : travail sans intérêt, sans considération pour le salarié, mauvaises conditions de travail.</p>	<p><b>Indicateurs de valeur :</b></p> <p>→ Nombre de (et part des) demandeurs d'emploi de longue durée.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Base méso-locale Pôle emploi.</li> </ul> <p>→ Nombre de (et part des) salariés en contrat précaire.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Base macro-locale INSEE-RP.</li> </ul> <p>→ Nombre de (et part des) demandeurs d'emploi non indemnisés.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Base méso-locale Pôle emploi.</li> </ul> <p><b>Indicateurs de questionnement :</b></p> <p>→ Population active ayant travaillé moins de 6 mois au cours des 12 derniers mois.</p> <p>→ Nombre de mois de chômage sur les 5 dernières années (chômage récurrent).</p> <p><b>Indicateurs de veille :</b></p> <p>→ Population en emploi concernée par une précarité du travail (différente de la précarité de l'emploi) : travail sans intérêt, sans considération pour le salarié, mauvaises conditions de travail.</p>



## « Logement »

### Quelques indicateurs de référence sur le territoire observé :

- Part du logement social parmi les résidences principales (INSEE-RP, DDE, DRE)
- Part des ménages bénéficiaires d'une aide au logement (CAF, INSEE-RP)
- Part des logements en locatif secteur libre (privé) parmi l'ensemble des logements en locatif (INSEE-RP)

Indicateurs approchant la pauvreté en tant qu'état		Indicateurs approchant la pauvreté en tant que processus	
Indicateurs de déprivation (pour raisons financières)	Indicateurs de (non- ou dé-) capitalisation	Indicateurs de désaffiliation / marginalisation	Indicateurs de vulnérabilisation / fragilisation
<p><b>Indicateurs de valeur :</b></p> <p>→ Part estimée des (et nombre estimé de) ménages susceptibles de rencontrer des difficultés financières pour se loger (en fonction du coût moyen du locatif local au m<sup>2</sup> et de la règle des 33 % des revenus dédiés au loyer).</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>Base macro-locale INSEE-DGI.</i></li> </ul> <p><b>Indicateurs de questionnement :</b></p> <p>→ Population de plus de 25 ans contrainte d'être hébergée par des amis ou de la famille du fait d'un manque de ressources.</p> <p><b>Indicateurs de veille :</b></p> <p>→ Population contrainte de changer de logement du fait de son coût trop élevé (ex. : volonté de passer du locatif libre au locatif social ; ou retour au domicile des parents ; etc.).</p> <p>→ Population en demande explicite d'un hébergement d'urgence (parce que mise à la rue, victime de violence conjugale...).</p>	<p><b>Indicateurs de valeur :</b></p> <p>→ Part (et nombre) de la population en logement social.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>Base macro-locale INSEE-RP.</i></li> </ul> <p>→ Part de ménages à bas revenus parmi les locataires en logement social.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>Base méso-locale CAF et base macro-locale INSEE-RP.</i></li> </ul> <p>→ Part des (et nombre de) ménages à bas revenus (monétairement) résidant en logement social.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>Base méso-locale CAF.</i></li> </ul> <p>→ Part des (et nombre de) ménages (non) propriétaires de leur logement.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>Base macro-locale INSEE-RP.</i></li> </ul>	<p><b>Indicateurs de valeur :</b></p> <p>→ Part des (et nombre de) personnes domiciliées auprès d'un CCAS, d'une association... parmi les personnes suivies.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>Base micro-locale (type CCAS).</i></li> </ul> <p>→ Part des (et nombre de) personnes ayant une boîte postale comme adresse parmi les personnes suivies.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>Base micro-locale (type CCAS).</i></li> </ul> <p>→ Part des (et nombre de) personnes en dispositif d'hébergement d'urgence ou de réinsertion.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>Base macro-locale INSEE-RP.</i></li> </ul> <p><b>Indicateurs de questionnement :</b></p> <p>→ Population sans domicile fixe.</p> <p>→ Population en hébergement précaire ou provisoire (autre que famille et foyers).</p> <p><b>Indicateurs de veille :</b></p> <p>→ Population vivant à la rue.</p> <p>→ Population sans adresse.</p>	<p><b>Indicateurs de valeur :</b></p> <p>→ Taux d'effort moyen (et médian) sur le logement (en locatif secteur libre et social).</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>Base méso-locale CAF.</i></li> </ul> <p>→ Part des allocataires locataires dont le taux d'effort logement est supérieur à 33 %.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>Base méso-locale CAF.</i></li> </ul> <p>→ Nombre de ménages inscrits au DALO.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>Base méso-locale Préfecture.</i></li> </ul> <p>→ Taux d'impayés de loyers (ou de contentieux d'impayés) parmi les ménages en logement social.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>Base micro-locale bailleurs sociaux.</i></li> </ul> <p><b>Indicateurs de questionnement :</b></p> <p>→ Demandes de logement social non satisfaites après au moins un an.</p> <p>→ Situations de surpeuplement dans le logement (exiguïté ; nombre de pièces selon la structure du ménage).</p> <p>→ Retards de paiement sur les charges de logement.</p> <p><b>Indicateurs de veille :</b></p> <p>→ Population en "logement indigne".</p>

# Chapitre IV

## « Accès aux soins, santé, handicap »

### Quelques indicateurs de référence sur le territoire observé :

- Part de la population de moins de 60 ans couverte par la CMU-Complémentaire (CPAM, INSEE-RP)
- Part des 20-59 ans bénéficiaires de l'Allocation Adulte Handicapé (CAF-MSA, INSEE-RP)

Indicateurs approchant la pauvreté en tant qu'état		Indicateurs approchant la pauvreté en tant que processus	
Indicateurs de déprivation (pour raisons financières)	Indicateurs de (non- ou dé-) capitalisation	Indicateurs de désaffiliation / marginalisation	Indicateurs de vulnérabilisation / fragilisation
<p><b>Indicateurs de valeur :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Taux de consultation de spécialistes.</li> <li>• <i>Base méso-locale CPAM.</i></li> </ul> <p><b>Indicateurs de questionnement :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Population renonçant à aller consulter un médecin-généraliste.</li> <li>→ <b>Population renonçant à aller consulter un médecin-spécialiste (en particulier dentiste, ophtalmologiste, gynécologue...).</b></li> <li>→ Population réduisant ses achats de médicaments non-remboursés.</li> <li>→ Population renonçant à se payer une complémentaire-santé privée du fait d'arbitrages financiers.</li> <li>→ Part des dépenses du ménage consacrée à la santé, aux soins.</li> </ul>	<p><b>Indicateurs de valeur :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>→ <b>Part des (et nombre de) personnes de moins de 60 ans couvertes par la CMU-Complémentaire.</b></li> <li>• <i>Base méso-locale CPAM.</i></li> <li>→ Part des 20-59 ans bénéficiaires de l'allocation adulte handicapé (AAH).</li> <li>• <i>Base méso-locale CAF-MSA et base macro-locale INSEE-RP)</i></li> <li>→ Part de bénéficiaires de soins dentaires dans la population.</li> <li>• <i>Base méso-locale Urcam.</i></li> </ul> <p><b>Indicateurs de questionnement :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Part du revenu consacrée à la santé, aux soins.</li> <li>→ Personnes à faibles ressources se déclarant en (très ou assez) mauvaise santé (= état de santé auto-perçu).</li> <li>→ <b>Population sans complémentaire-santé.</b></li> </ul> <p><b>Indicateurs de veille :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Population présentant un état dépressif (ou en souffrance psychologique) parmi les personnes suivies par les services sociaux.</li> </ul>	<p><b>Indicateurs de valeur :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>→ <b>Part des bénéficiaires de la CMU-C à être en affection longue durée (ALD) <sup>[16]</sup>.</b></li> <li>• <i>Base méso-locale CPAM.</i></li> </ul> <p><b>Indicateurs de veille :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Population présentant une addiction.</li> <li>→ Population SDF (ou à la rue) en état d'urgence sanitaire.</li> </ul>	<p><b>Indicateurs de valeur :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>→ <b>Part des (et nombre d') assurés sociaux pour lesquels a été prescrit un arrêt de travail supérieur à 3 mois (indemnités journalières).</b></li> <li>• <i>Base méso-locale CPAM.</i></li> <li>→ Part des (et nombre d') assurés sociaux bénéficiaires d'une pension d'invalidité (approche de la population victime d'un accident ou maladie impliquant une incapacité de travail).</li> <li>• <i>Base méso-locale CPAM.</i></li> <li>→ Part des (et nombre d') assurés sociaux pour lesquels ont été prescrits des psychotropes.</li> <li>• <i>Base méso-locale CPAM.</i></li> </ul> <p><b>Indicateurs de questionnement :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>→ <b>Population souffrant d'une maladie grave et/ou invalidante (dont ALD...).</b></li> </ul>

[16] Les ALD (affections de longue durée) correspondent à des « maladies chroniques comportant un traitement prolongé et une thérapeutique particulièrement coûteuse » (cancers, diabète, maladies psychiatriques de longue durée, maladies cardio-vasculaires, infection par le VIH, etc.).

## Thématiques de second ordre

### « Éducation et formation »

#### Quelques indicateurs de référence sur le territoire observé :

- Part des bas niveaux de formation dans la population de 15 ans et plus ayant achevé ses études (INSEE-RP)
- Taux de scolarisation des 18-25 ans (INSEE-RP)

Indicateurs approchant la pauvreté en tant qu'état		Indicateurs approchant la pauvreté en tant que processus	
Indicateurs de déprivation (pour raisons financières)	Indicateurs de (non- ou dé-) capitalisation	Indicateurs de désaffiliation / marginalisation	Indicateurs de vulnérabilisation / fragilisation
<p><b>Indicateurs de questionnement :</b></p> <p>→ Population contrainte de renoncer à une formation pour raisons financières.</p> <p>→ Population contrainte de modérer les dépenses consacrées aux études de leur(s) enfant(s).</p>	<p><b>Indicateurs de valeur :</b></p> <p>→ Part des (et nombre de) personnes sorties sans qualification du système scolaire (notamment les jeunes).</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Base macro-locale INSEE-RP.</li> </ul> <p>→ Part des (et nombre de) personnes à très bas niveau de formation.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Base macro-locale INSEE-RP.</li> </ul> <p>→ Part des (et nombre de) jeunes en difficulté de lecture parmi les jeunes de 17 ans convoqués à la journée d'appel de préparation à la défense.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Base macro-locale JAPD.</li> </ul> <p>→ Part des (et nombre de) boursiers parmi la population scolaire.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Base méso-locale rectorat Éducation nationale.</li> </ul> <p><b>Indicateurs de questionnement :</b></p> <p>→ Population ayant achevé au moins une formation qualifiante au cours de leur vie d'âge actif.</p> <p><b>Indicateurs de veille :</b></p> <p>→ Population en situation d'illettrisme.</p>	<p><b>Indicateurs de valeur :</b></p> <p>→ Part des élèves de 11-17 ans concernés par un absentéisme d'au moins 3 mois en continu.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Base méso-locale rectorat Éducation nationale.</li> </ul> <p>→ Part des élèves de plus de 16 ans concernés par un abandon anticipé de leur scolarité.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Base méso-locale rectorat Éducation nationale.</li> </ul>	<p><b>Indicateurs de valeur :</b></p> <p>→ Part des élèves de 11-17 ans concernés par un absentéisme répété ou récurrent de moins de 3 mois.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Base méso-locale rectorat Éducation nationale.</li> </ul> <p>→ Part des étudiants-salariés.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Base méso-locale Clous enseignement supérieur.</li> </ul> <p><b>Indicateurs de questionnement :</b></p> <p>→ Élèves de plus de 16 ans et étudiants contraints de travailler pour vivre.</p>

# Chapitre IV

## « Vie familiale/conjugale, éducation des enfants »

### Quelques indicateurs de référence sur le territoire observé :

- Part des familles monoparentales parmi les familles avec enfant(s) de moins de 25 ans (INSEE-RP) ou parmi les familles allocataires (CAF-MSA)
- Part des familles nombreuses parmi les familles avec enfant(s) de moins de 25 ans (INSEE-RP) ou parmi les familles allocataires (CAF-MSA)
- Part des enfants vivant dans un ménage à bas revenus (CAF)

Indicateurs approchant la pauvreté en tant qu'état		Indicateurs approchant la pauvreté en tant que processus	
Indicateurs de déprivation (pour raisons financières)	Indicateurs de (non- ou dé-) capitalisation	Indicateurs de désaffiliation / marginalisation	Indicateurs de vulnérabilisation / fragilisation
<p><b>Indicateurs de questionnaire :</b></p> <p>→ Population contrainte de renoncer à faire garder son enfant du fait d'un manque de ressources.</p>	<p><b>Indicateurs de valeur :</b></p> <p>→ Part des enfants vivant dans un ménage à bas revenus.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Base méso-locale CAF.</li> </ul> <p><b>Indicateurs de questionnaire :</b></p> <p>→ Parents faisant usage d'un service d'aide aux devoirs pour leur enfant.</p> <p>→ Familles à faibles revenus gardant à domicile un ou plusieurs enfants de 21 ans ou plus (et donc s'appauvrissant davantage en perdant des allocations familiales).</p> <p><b>Indicateurs de veille :</b></p> <p>→ Parents ayant des difficultés pour s'investir dans la scolarité de leurs enfants.</p>	<p><b>Indicateurs de questionnaire :</b></p> <p>→ Population victime de violences intra-familiales, conjugales, domestiques...</p> <p><b>Indicateurs de veille :</b></p> <p>→ Population en rupture familiale inter-générationnelle (lien parents-enfants rompu ; fugues...).</p>	<p><b>Indicateurs de valeur :</b></p> <p>→ Part des (et nombre de) familles monoparentales parmi les familles avec enfant(s) de moins de 25 ans (INSEE-RP) ou parmi les familles allocataires CAF-MSA.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Base macro-locale INSEE-RP ou base méso-locale CAF-MSA.</li> </ul> <p>→ Part des familles monoparentales avec de grand(s) enfant(s) (14-24 ans) parmi l'ensemble des familles monoparentales.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Base macro-locale INSEE-RP.</li> </ul> <p>→ Part des (et nombre de) familles très nombreuses (4 enfants et plus) parmi les familles avec enfant(s) de moins de 25 ans (INSEE-RP) ou parmi les familles allocataires CAF-MSA.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Base macro-locale INSEE-RP ou base méso-locale CAF-MSA.</li> </ul> <p>→ Part des (et nombre d') enfants suivis par l'ASE parmi la population de moins de 21 ans.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Base méso-locale conseil général et base macro-locale INSEE-RP.</li> </ul> <p>→ Part des (et nombre de) enfants ayant fait l'objet d'un signalement ou d'une information préoccupante parmi la population mineure.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Base méso-locale conseil général et base macro-locale INSEE-RP.</li> </ul> <p><b>Indicateurs de veille :</b></p> <p>→ Parents confrontés à des difficultés dans l'exercice de la parentalité.</p>

## Thématiques de troisième ordre

### « Accès à la culture, aux sports et loisirs, à une sociabilité entre amis »

Indicateurs approchant la pauvreté en tant qu'état		Indicateurs approchant la pauvreté en tant que processus	
Indicateurs de déprivation (pour raisons financières)	Indicateurs de (non- ou dé-) capitalisation	Indicateurs de désaffiliation / marginalisation	Indicateurs de vulnérabilisation / fragilisation
<p><b>Indicateurs de questionnement :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Population contrainte de renoncer à un départ en vacances.</li> <li>→ Population ne pouvant inviter chez soi des amis à manger faute de moyens financiers suffisants.</li> <li>→ Part des dépenses du ménage consacrée aux loisirs et à la culture.</li> </ul>	<p><b>Indicateurs de questionnement :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Population à faibles revenus avec abonnement sur des lieux culturels.</li> <li>→ Importance et fréquence des sorties culturelles chez les populations à faibles revenus.</li> <li>→ Part du revenu consacrée aux loisirs et à la culture.</li> <li>→ Personnes ayant perdu des amis et relations du fait de leur situation de pauvreté ou du fait d'une perte d'emploi.</li> </ul>		

### « Citoyenneté et implication associative »

Quelques indicateurs de référence sur le territoire observé :

→ Taux d'abstention (ou de participation) électorale (ministère de l'Intérieur ou communes ou INSEE)

Indicateurs approchant la pauvreté en tant qu'état		Indicateurs approchant la pauvreté en tant que processus	
Indicateurs de déprivation (pour raisons financières)	Indicateurs de (non- ou dé-) capitalisation	Indicateurs de désaffiliation / marginalisation	Indicateurs de vulnérabilisation / fragilisation
<p><b>Indicateurs de veille :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Population renonçant à faire valoir certains de leurs droits (effet de la honte, de la crainte d'une surveillance répressive ou d'une stigmatisation...).</li> </ul>	<p><b>Indicateurs de questionnement :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Population adhérant à au moins une association.</li> <li>→ Population engagée dans une action militante/citoyenne.</li> <li>→ Population méconnaissant ses droits en termes d'aide sociale et de recours.</li> </ul>	<p><b>Indicateurs de questionnement :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Population s'abstenant lors des scrutins électoraux.</li> <li>→ Population non inscrite sur les listes électorales.</li> </ul>	<p><b>Indicateurs de veille :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Population avec des antécédents judiciaires (casier judiciaire, anciens détenus...).</li> </ul>



# Chapitre IV

## → Présentation de quelques indicateurs spécifiques à travers une entrée "publics"

Nous nous attarderons ici sur 4 publics en particulier : les 0-5 ans (la petite enfance), les 6-17 ans (la jeunesse), les 18-25 ans (les jeunes adultes) et enfin les 60 ans et plus (les seniors). Au-delà d'une simple déclinaison par public des indicateurs déjà présentés précédemment via les thématiques, nous essaierons d'insister sur des catégories d'indices apparues plus spécifiquement pour chacun de ces publics <sup>[17]</sup>, notamment :

### Pour les 0-5 ans :

**les retards ou risques de retard dans le développement psychomoteur** du fait d'un manque de stimulation (physique et sensorielle) ou de carences affectives, éducatives, alimentaires ou encore de socialisation.

### Pour les 6-17 ans :

→ les **difficultés scolaires** : échec ou retard ; absentéisme ; déscolarisation ; manque de motivation autour de la scolarité (désamour scolaire) ; difficultés à exprimer un désir en termes d'orientation scolaire ou professionnelle ; problèmes de comportement sur le lieu scolaire ; besoin de soutien scolaire, de bourses d'études.

→ **l'accès à la culture, aux sports et loisirs, aux vacances...**

→ les **difficultés familiales** (troubles et tensions avec la famille ; absence de lieu tranquille à la maison pour faire ses devoirs...).

### Pour les 18-25 ans :

→ les **difficultés familiales** : troubles, tensions et/ou ruptures avec la famille ; absence de soutien matériel ou financier de la part de la famille... ;

→ les **problématiques d'entrée dans la vie adulte**, via en particulier l'insertion dans le logement et l'insertion dans l'emploi.

## « Les très jeunes enfants : de 0 à 5 ans »

Indicateurs approchant la pauvreté en tant qu'état		Indicateurs approchant la pauvreté en tant que processus	
Indicateurs de déprivation (pour raisons financières)	Indicateurs de (non- ou dé-) capitalisation	Indicateurs de désaffiliation / marginalisation	Indicateurs de vulnérabilisation / fragilisation
<p><b>Indicateurs de veille :</b> → Jeunes enfants présentant des signes d'un déséquilibre, d'une carence ou d'un manque alimentaire.</p>	<p><b>Indicateurs de valeur :</b> → Part des 0-5 ans vivant dans un ménage à bas revenus. • Base méso-locale CAF.</p> <p><b>Indicateurs de veille :</b> → Jeunes enfants présentant des retards avérés de développement psychomoteur.</p> <p>→ Jeunes enfants déjà suivis par un psychologue, pédopsychiatre, psychomotricien...</p> <p>→ Jeunes enfants présentant des troubles du comportement, des signes d'un malaise psychologique (agressivité, agitation ou inhibition/apathie, tristesse, problèmes de sommeil, problèmes de concentration...).</p> <p>→ Jeunes enfants présentant des signes d'un manque de soins.</p>	<p><b>Indicateurs de veille :</b> → Jeunes enfants présentant des signes d'une carence de socialisation.</p>	<p><b>Indicateurs de valeur :</b> → Part des [et nombre de] enfants de 0-5 ans ayant fait l'objet d'un signalement ou d'une information préoccupante parmi la population totale de 0-5 ans. • Base méso-locale conseil général et base macro-locale INSEE-RP.</p> <p><b>Indicateurs de veille :</b> → Jeunes enfants présentant des signes d'une carence éducative.</p>

[17] Cf. page 51- « Les dimensions les plus significatives de la pauvreté selon les enquêtés »

## « Les enfants et les jeunes : de 6 à 17 ans »

Indicateurs approchant la pauvreté en tant qu'état		Indicateurs approchant la pauvreté en tant que processus	
Indicateurs de déprivation (pour raisons financières)	Indicateurs de (non- ou dé-) capitalisation	Indicateurs de désaffiliation / marginalisation	Indicateurs de vulnérabilisation / fragilisation
<p><b>Indicateurs de questionnement :</b></p> <p>→ Jeunes de 6-17 ans ne pouvant partir en vacances du fait du manque de ressources de sa famille.</p> <p>→ Jeunes de 16 ans ou plus contraints de renoncer à une poursuite d'études faute de moyens suffisants.</p>	<p><b>Indicateurs de valeur :</b></p> <p>→ Part des 6-17 ans vivant dans un ménage à bas revenus.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Base méso-locale CAF.</li> </ul> <p>→ Part des (et nombre de) jeunes en difficulté de lecture parmi les jeunes de 17 ans convoqués à la journée d'appel de préparation à la défense.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Base macro-locale JAPD.</li> </ul> <p>→ Part des (et nombre de) boursiers parmi la population scolaire.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Base méso-locale rectorat Éducation nationale.</li> </ul> <p><b>Indicateurs de questionnement :</b></p> <p>→ Jeunes de 6-17 ne fréquentant pas les clubs de sports ou de loisirs.</p> <p><b>Indicateurs de veille :</b></p> <p>→ Jeunes de 6-17 ans présentant des signes d'une souffrance psychologique du fait d'une situation de pauvreté ou de précarité.</p>	<p><b>Indicateurs de valeur :</b></p> <p>→ Part des élèves de 11-17 ans concernés par un absentéisme d'au moins 3 mois en continu.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Base méso-locale rectorat Éducation nationale.</li> </ul> <p>→ Part des élèves de plus de 16 ans concernés par un abandon anticipé de leur scolarité.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Base méso-locale rectorat Éducation nationale.</li> </ul> <p><b>Indicateurs de veille :</b></p> <p>→ Jeunes de 6-17 ans en situation de conflit permanent avec leurs parents.</p>	<p><b>Indicateurs de valeur :</b></p> <p>→ Part des élèves de 11-17 ans concernés par un absentéisme répété ou récurrent de moins de 3 mois.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Base méso-locale rectorat Éducation nationale.</li> </ul> <p>→ Part des (et nombre d') enfants mineurs suivis par l'ASE parmi la population de moins de 18 ans.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Base méso-locale conseil général et base macro-locale INSEE-RP.</li> </ul> <p>→ Part des (et nombre de) enfants de 6-17 ans ayant fait l'objet d'un signalement ou d'une information préoccupante parmi la population totale de 6-17 ans.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Base méso-locale conseil général et base macro-locale INSEE-RP.</li> </ul> <p><b>Indicateurs de questionnement :</b></p> <p>→ Élèves de plus de 16 ans contraints de travailler pour vivre.</p> <p><b>Indicateurs de veille :</b></p> <p>→ Jeunes filles devenant mères avant l'âge de 18 ans (maternités précoces).</p>

# Chapitre IV

## « Les jeunes adultes : de 18 à 25 ans »

Indicateurs approchant la pauvreté en tant qu'état		Indicateurs approchant la pauvreté en tant que processus	
Indicateurs de déprivation (pour raisons financières)	Indicateurs de (non- ou dé-) capitalisation	Indicateurs de désaffiliation / marginalisation	Indicateurs de vulnérabilisation / fragilisation
<p><b>Indicateurs de valeur :</b> → Part des jeunes suivis ne disposant pas du permis B du fait d'un manque de ressources. • <i>Base micro-locale (type : Mission locale/ PAIO).</i></p> <p><b>Indicateurs de questionnaire :</b> → Population jeune contrainte de renoncer à une poursuite d'études faute de moyens suffisants. → Jeunes femmes renonçant par contrainte à l'exercice d'une activité professionnelle (ex. lorsque problème de garde d'enfant).</p> <p><b>Indicateurs de veille :</b> → Population jeune contrainte de quitter leur logement et de retourner au domicile des parents du fait d'un manque de ressources.</p>	<p><b>Indicateurs de valeur :</b> → Part des 18-20 ans vivant dans un ménage à bas revenus. • <i>Base méso-locale CAF.</i> → Part des 18-25 ans au chômage. • <i>Base macro-locale INSEE-RP et base méso-locale Pôle emploi.</i> → Part des 18-25 ans suivis n'ayant aucune source de revenus parmi les jeunes suivis. • <i>Base micro-locale (type : Mission locale/ PAIO).</i> → Part des (et nombre de) 18-25 ans sortis sans qualification du système scolaire. • <i>Base macro-locale INSEE-RP.</i> → Part des (et nombre de) jeunes suivis sortis sans qualification du système scolaire parmi l'ensemble des jeunes suivis. • <i>Base micro-locale (type : Mission locale/ PAIO).</i></p> <p><b>Indicateurs de questionnaire :</b> → Population jeune sans possibilité de soutien financier par la famille. → Jeunes de 18-25 ans au chômage n'étant engagé dans aucun projet professionnel.</p> <p><b>Indicateurs de veille :</b> → Jeunes de 18-25 ans présentant des signes d'une souffrance psychologique du fait d'une situation de pauvreté ou de précarité. → Jeunes de 18-25 ans ayant d'énormes difficultés à se projeter dans l'avenir.</p>	<p><b>Indicateurs de valeur :</b> → Part des (et nombre de) jeunes suivis hébergés de manière précaire ou provisoire (autre que famille et foyers) parmi l'ensemble des jeunes suivis. • <i>Base micro-locale (type : Mission locale/ PAIO).</i></p> <p><b>Indicateurs de questionnaire :</b> → Jeunes de 18-25 ans sans domicile fixe. → Jeunes de 18-25 ans en rupture franche avec leurs parents.</p> <p><b>Indicateurs de veille :</b> → Jeunes de 18-25 ans vivant à la rue. → Jeunes de 18-25 ans présentant une addiction (notamment aux drogues illicites).</p>	<p><b>Indicateurs de valeur :</b> → Part des salariés de 18-25 ans en contrat précaire parmi l'ensemble des 18-25 ans actifs. • <i>Base macro-locale INSEE-RP.</i> → Part des étudiants-salariés. • <i>Base méso-locale Clous Education nationale.</i></p> <p><b>Indicateurs de questionnaire :</b> → Jeunes de 18-25 ans dont la demande de logement social reste toujours non satisfaite après un an. → Jeunes femmes devenant mères entre 18 et 25 ans. → Étudiants contraints de travailler pour vivre.</p>

## « Les personnes âgées (PA) de 60 ans et plus »

Indicateurs approchant la pauvreté en tant qu'état		Indicateurs approchant la pauvreté en tant que processus	
Indicateurs de déprivation (pour raisons financières)	Indicateurs de (non- ou dé-) capitalisation	Indicateurs de désaffiliation / marginalisation	Indicateurs de vulnérabilisation / fragilisation
<p><b>Indicateurs de valeur :</b> → Part des PA suivies ayant recours à une aide alimentaire auprès du CCAS ou d'associations caritatives parmi l'ensemble des PA suivies. • <i>Base micro-locale (type CCAS).</i></p> <p><b>Indicateurs de questionnement :</b> → PA renonçant à se payer une complémentaire-santé privée du fait d'arbitrages financiers. → PA renonçant à aller voir un médecin-spécialiste pour des raisons financières. → PA locataires dans le privé contraintes de demander un logement social du fait d'un taux d'effort devenu trop important depuis le passage en retraite. → PA renonçant à des déplacements du fait du coût trop élevé que cela représente.</p>	<p><b>Indicateurs de valeur :</b> → Part des PA percevant le minimum vieillesse. • <i>Bases méso-locales CRAM, MSA...</i> → Part des PA de 75 ans et plus dont les ressources sont inférieures au coût moyen d'une maison de retraite sur un territoire donné. • <i>Base macro-locale INSEE-DGI.</i> → Part des PA suivies ayant de ressources comprises entre le plafond CMU-C et 20 % au-delà de ce dernier. • <i>Base micro-locale (type CCAS).</i> → Part des PA suivies sous le plafond de ressources permettant de bénéficier d'une aide ménagère du département. • <i>Base micro-locale (type CCAS).</i> → Part des PA suivies dont les 10 % des ressources sont inférieurs à la part laissée aux personnes (76 €) pour leur placement en établissement au titre de l'aide sociale. • <i>Base micro-locale (type CCAS).</i></p> <p><b>Indicateurs de questionnement :</b> → PA contraintes de travailler (légalement) pour vivre. → PA contraintes d'avoir recours aux crédits à la consommation. → PA à faibles ressources présentant des signes d'une dépendance précoce. → PA à faibles ressources méconnaissant leurs droits ou l'existence de certains dispositifs.</p> <p><b>Indicateurs de veille :</b> → PA suivies présentant un état dépressif (ou en souffrance psychologique) parmi l'ensemble des PA suivies par les services sociaux. → PA contraintes de travailler "au noir" pour vivre.</p>	<p><b>Indicateurs de questionnement :</b> → PA à faibles ressources en conflit/rupture avec leur entourage familial proche.</p> <p><b>Indicateurs de veille :</b> → PA vivant seules et décidant de cesser d'adhérer à une association (ou de pratiquer une activité).</p>	<p><b>Indicateurs de valeur :</b> → Part des 80 ans et plus n'ayant pas d'enfants. • <i>Base macro-locale INSEE-RP.</i> → Part des PA suivies vivant seules parmi l'ensemble des PA suivies. • <i>Base micro-locale (type CCAS).</i></p> <p><b>Indicateurs de questionnement :</b> → Femmes seules de 75 ans et plus ayant comme seule source de revenu une pension de réversion. → PA dont l'état physique nécessite des dépenses importantes d'aménagement du logement. → PA à faibles ressources vivant seules à la suite d'un veuvage précoce. → PA à faibles ressources vivant seules et dont l'entourage familial le plus proche réside à plus de 150 km. → PA à faibles ressources ne pouvant plus sortir seules (et sans aide) de chez elles (du fait d'un problème de santé).</p>

# Chapitre IV

## → Autres entrées pour d'autres pistes d'indicateurs<sup>[18]</sup>

### → L'intensité de la pauvreté

Thématiques	Quelques exemples d'indicateurs ou indices permettant d'appréhender l'intensité de la pauvreté
revenus et consommation	<p><b>Taux d'intensité de la pauvreté monétaire</b> : <math>100 \times</math> (seuil de pauvreté - niveau de vie médian de la population pauvre) / seuil de pauvreté (définition INSEE).</p> <p><b>Taux d'intensité des bas revenus</b> : <math>100 \times</math> (seuil de bas revenus - RUC médian de la population pauvre) / seuil de bas revenus (proposition à partir des données CAF).</p> <ul style="list-style-type: none"><li>→ Recours au hard-discount plutôt qu'aux grandes surfaces.</li><li>→ Recours aux produits "premiers prix" ou "distributeurs" plutôt que "de marque".</li><li>→ Recours aux associations caritatives ou CCAS pour l'alimentation.</li><li>→ Restrictions de consommation ou renoncements répétés (ex : repas) au moins 5 fois dans les 4 dernières semaines.</li><li>→ Nombre moyen de recours à l'aide sociale publique ou caritative pour un bénéficiaire de l'aide sociale publique ou caritative (nombre de demandes par bénéficiaire).</li></ul>
logement	<ul style="list-style-type: none"><li>→ Superficie par membre présent dans le logement (espace vital personnel). (ou nombre de pièces rapporté à la structure, à la composition et à la taille du ménage).</li></ul>
accès aux soins, santé, handicap	<ul style="list-style-type: none"><li>→ Renoncements répétés de soins ou de médicaments non remboursés au moins 5 fois dans les 12 derniers mois.</li></ul>

### → La constance de la pauvreté

Thématiques	Quelques exemples d'indicateurs ou indices permettant d'appréhender l'intensité de la pauvreté
revenus et consommation	<p><b>Taux de persistance de la pauvreté monétaire</b> : proportion de population sous le seuil de pauvreté durant l'année en cours et au moins deux des trois années précédentes (définition INSEE).</p> <ul style="list-style-type: none"><li>→ Taux de persistance dans la pauvreté monétaire (population sous le seuil de pauvreté depuis au moins 3 ans).</li></ul> <p><b>Taux de persistance dans les bas-revenus</b> : population sous le seuil de bas-revenus depuis au moins 3 ans (proposition à partir des données CAF).</p> <ul style="list-style-type: none"><li>→ Taux de persistance dans le RMI (et dans les minima sociaux d'une manière générale).</li></ul>
emploi et travail	<ul style="list-style-type: none"><li>→ Part des demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 2 ans en continu dans le chômage) parmi les demandeurs d'emploi de longue durée.</li></ul>
logement	<ul style="list-style-type: none"><li>→ Nombre d'années à la rue ou en hébergement précaire et provisoire, sur les 10 dernières années.</li></ul>
vie familiale/conjugale, éducation des enfants	<ul style="list-style-type: none"><li>→ Génération(s) antérieure(s) déjà dans la pauvreté.</li><li>→ Grands enfants eux-mêmes en situation de pauvreté.</li></ul>

[18] De manière plus générale, sur la thématique des indicateurs de pauvreté, se reporter aux travaux des différentes structures et services ministériels intervenant dans le champ de l'observation de la pauvreté et des inégalités socio-économiques : Drees (Direction de la recherche des études de l'évaluation et des statistiques), CNIS (Conseil national de la statistique), ONPES (Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale), CREDOC (Centre de recherche et d'études pour l'observation des conditions de vie), etc.



Ces questions à la fois d'intensité et de constance de la pauvreté se retrouvent assez largement dans les indices permettant de distinguer le caractère structurel ou conjoncturel de la pauvreté (cf. page 71 le point 3 de ce quatrième chapitre).

## → Des indices d'influence ou de risque

Thématiques	Quelques exemples d'indicateurs ou indices permettant d'appréhender l'intensité de la pauvreté
<b>revenus et consommation</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>→ Source-nature des revenus (salaires, allocations chômage, transferts sociaux, retraite, pension de réversion...).</li> <li>→ Revenus faibles et/ou à caractère aléatoire, ou encore "reste à vivre" très faible.</li> <li>→ Influence du coût du transport sur l'appauvrissement du ménage (par exemple selon distance domicile-travail, multi-emploi...).</li> <li>→ Influence du surcoût induit par la reprise d'une activité professionnelle (rapport gain/coût lié à l'exercice d'un travail).</li> <li>→ Influence du coût des produits alimentaires de première nécessité sur l'appauvrissement du ménage.</li> </ul>
<b>emploi et travail</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>→ Formes de discriminations : discriminations sociales, territoriales, liées à l'âge, au sexe, à la couleur de peau...</li> <li>→ Sexe : femmes.</li> <li>→ Age : jeunes, 50 ans et plus.</li> <li>→ Territoire : quartiers sociaux populaires stigmatisés.</li> <li>→ Ethnicité.</li> <li>→ CSP : ouvriers, employés, agriculteurs, commerçants-chefs d'entreprise...</li> <li>→ Niveau de formation et de qualification : sans-diplômes, bas niveau de qualification.</li> <li>→ Expérience professionnelle (type et importance).</li> <li>→ Type/forme de contrat de travail.</li> <li>→ Situation de chômage (et forme du chômage).</li> <li>→ Durée d'inactivité professionnelle.</li> </ul>
<b>logement</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>→ Influence du coût de l'énergie-logement (chauffage, électricité...) sur l'appauvrissement du ménage.</li> <li>→ Influence du coût de l'immobilier sur l'appauvrissement du ménage.</li> </ul>
<b>accès aux soins, santé, handicap</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>→ Problème de santé (longue maladie, maladie chronique...).</li> <li>→ Handicap, invalidité.</li> </ul>
<b>vie familiale/conjugale, éducation des enfants</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>→ Nombre d'enfants.</li> <li>→ Âge des enfants.</li> <li>→ Structure du ménage (seul, famille nombreuse, famille monoparentale).</li> <li>→ Couples d'inactifs, couples mono-actifs (notamment avec enfant(s)).</li> </ul>

# Chapitre IV

## → Des exemples de contre-productivités dans la lutte contre la pauvreté

Thématiques	Quelques exemples d'indicateurs ou indices permettant d'appréhender l'intensité de la pauvreté
revenus et consommation	<ul style="list-style-type: none"><li>→ Aides financières répétées mais trop au "coup par coup", sans cohérence et sans mise en place rapide d'un accompagnement en parallèle lors d'une situation structurelle.</li><li>→ Décalage de temps entre le moment du besoin d'aide exprimé et le moment du versement effectif de l'aide accordée.</li><li>→ Effet stigmatisant ou dévalorisant de certains dispositifs ou de certaines démarches.</li><li>→ Effet humiliant ou infantilisant de certaines démarches.</li><li>→ Aides octroyées qu'une seule fois par an, alors que les difficultés sont récurrentes voire permanentes.</li><li>→ Logique d'aide fondée sur l'appartenance à certains "statuts" (ex : chômeur) et non à un niveau de ressources.</li></ul>
logement	<ul style="list-style-type: none"><li>→ "Effet d'aspiration vers le bas" des foyers d'hébergement d'urgence.</li></ul>
accès aux soins, santé, handicap	<ul style="list-style-type: none"><li>→ Effet de seuil de certaines aides (ex : CMU-C).</li><li>→ Refus de prise en charge de bénéficiaires de la CMU-C par certains médecins (notamment spécialistes).</li></ul>
citoyenneté et implication associative	<ul style="list-style-type: none"><li>→ Temps d'attente trop longs pour l'ouverture des droits.</li></ul>

## → Des exemples d'indices subjectifs

### Quelques exemples d'indices subjectifs entourant le vécu en situation de pauvreté

- Estimation subjective de sa situation personnelle au regard de la notion (relative) de pauvreté (cf. annexe 2, les questions posées dans le questionnaire auprès des usagers des CCAS).
- Estimation subjective du montant de ressources minimum nécessaire pour sortir de la pauvreté (cf. annexe 2 pour exemple, la question posée dans le questionnaire auprès des usagers des CCAS).

### Indices à observer chez une population en difficulté financière et/ou en demande d'aide (et à éventuellement comparer avec un groupe témoin) :

- Perception du sens d'évolution de sa situation financière.
- Sentiment de frustration économique.
- Sentiment d'un avenir bouché (ou incertain et menaçant).
- Sentiment d'inutilité sociale.
- Sentiment de déclassement social (notamment lorsque la personne accorde une forte valeur symbolique au travail).
- Perception du passage à la retraite comme perspective "libératrice" de la pauvreté (ou le contraire si crainte d'une pension de retraite très faible).
- Sentiment d'échec.
- Sentiment de honte.
- Sentiment de discrimination.
- Sentiment d'ennui.
- Image de soi dévalorisée et dévalorisation de soi.
- État de santé auto-perçu négatif.

## 3 Essai d'une grille de lecture permettant de distinguer une "pauvreté structurelle" d'une "pauvreté conjoncturelle"

→ Les signes qualifiant le caractère structurel ou conjoncturel de la pauvreté, du point de vue des intervenants sociaux

→ Sur le terrain des dimensions sociales caractéristiques

Signes d'une pauvreté structurelle	Signes d'une pauvreté conjoncturelle	Quelques indicateurs possibles
→ Dettes importantes.	→ Dettes peu importantes. → Surendettement passif.	→ Nombre de crédits. → Taux d'endettement.
→ Problèmes de santé handicapants, chroniques, récurrents, restés trop longtemps non pris en charge...	→ Accidents de santé (accidents de la vie). → Décès d'un apporteur de ressources (accidents de la vie ; ex : veuvage).	→ État de santé auto-perçu. → Bénéficiaires CMU-C. → Absence de complémentaire santé. → Renoncements aux soins. → Présence d'handicap(s) (AAH...). → Arrêts longue maladie.
→ Rupture importante des liens avec la famille, les amis. → Isolement socio-affectif.	→ Existence toujours de soutiens familiaux et/ou amicaux. → Possibilité des solidarités familiales et amicales.	→ Éloignement géographique.
→ Retrait social important. → Monoparentalité depuis longtemps.	→ Permanence d'activités sociales (loisirs, sorties, adhésions associatives...) → Ruptures conjugales récentes (accidents de la vie).	→ Adhésion associative. → Inscription sur liste électorale. → Participation électorale. → Ancienneté de la situation monoparentale.
→ Problèmes bancaires récurrents (interdits bancaires, découverts...) → Aucune ou très faible épargne.	→ Obligation de prendre sur son épargne pour satisfaire les besoins fondamentaux.	→ Situation d'interdit bancaire. → Nombre de découverts sur une période donnée. → Existence ou pas d'une épargne (et niveau).
→ Chômage de longue durée. → Longues périodes de chômage entre "petits boulots". → Expérience professionnelle insuffisante ou lointaine. → Bas niveau de qualification.	→ Pertes d'emplois récentes ("accidents de la vie"). → Recherche du premier emploi. → Difficultés à sortir de l'emploi précaire pour les jeunes. → Entrée des néo-chômeurs dans une perspective d'enchaînement d'emplois précaires. → Expérience professionnelle mobilisable. → Présence d'une qualification.	→ Durée de chômage. → Motif de chômage. → Forme d'emploi. → Nombre d'années d'expériences professionnelles (au regard du nombre potentiel d'années) = → "indice d'expérience". → Niveau d'études. → Type de qualification. → Degré de proximité (vs d'éloignement) vis-à-vis de l'emploi.
→ Absence de logement. → Situation de SDF. → Perte de logement (expulsion). → Précarité de logement. → Revenus durablement faibles. → Précarité des sources de revenus.	→ Difficultés de maintien dans le logement. → Revenus irréguliers. → Charges du ménage momentanément trop lourdes (dépenses inhabituelles et passagères). → Faiblesse provisoire des revenus (ex : étudiants).	→ Durée de sans-logement ou de logement précaire/provisoire. → Durée de demande de logement social. → Nombre d'expulsions. → Motif d'expulsion. → Existence d'un contentieux d'impayés de loyers. → Évolution dans le temps du "reste à vivre". → Sources de revenus.
→ État psychologique : résignation, fatalisme, démotivation... → Personnes qui ne croient plus en un changement possible de sa situation.	→ Motivation. Expression et preuve d'une volonté de s'en sortir.	
→ Résidence sur des territoires "classiques" de pauvreté : (quartiers d'habitat social, poches des centres-villes).	→ Résidence sur des territoires sinistrés sur le plan de l'emploi.	→ Lieu de résidence.

# Chapitre IV

## → Sur le terrain des relations et interrelations avec les services sociaux, les dispositifs d'aides

Signes d'une pauvreté structurelle	Signes d'une pauvreté conjoncturelle	Quelques indicateurs possibles
<ul style="list-style-type: none"> <li>→ Personnes connues de longue date par les services sociaux.</li> <li>→ Bénéficiaires de longue date de minima sociaux.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>→ Personnes entrées récemment dans les dispositifs.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>→ Durée de présence (persistance) dans les prestations et dispositifs.</li> <li>→ Taux de persistance de la pauvreté (population sous le seuil de pauvreté durant l'année en cours et sur au moins 2 des 3 années précédentes).</li> <li>→ Taux de persistance dans la pauvreté (population sous le seuil de pauvreté depuis au moins 3 ans).</li> <li>→ Taux de persistance dans les divers minima sociaux.</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>→ Fréquence des rendez-vous avec les services sociaux.</li> <li>→ Recours permanent aux secours.</li> <li>→ Personne très dépendante aux aides sociales.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>→ Demandes d'aide occasionnelle.</li> <li>→ Proportionnalité de la demande d'aide par rapport aux difficultés.</li> <li>→ Situation de transition entre différents dispositifs (ex : RMI - ASPA).</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>→ Nombre de rendez-vous (par personne).</li> <li>→ Retards dans le paiement des allocations, des aides...</li> <li>→ Nombre de demandes d'aide par ménages demandeurs.</li> <li>→ Dépendance aux prestations sociales (part des prestations sociales dans les revenus du ménage).</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>→ Personnes qui considèrent que c'est au travailleur social qu'il revient de trouver des solutions.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>→ Personnes en capacité d'envisager et de rechercher des solutions, de faire des démarches.</li> </ul>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>→ Acceptation parfois difficile (résistance ou refus) de l'idée d'entrer en action (ex : formation).</li> <li>→ Manque d'anticipation du besoin d'aide alors que les difficultés sont déjà là.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>→ Acceptation relativement facile de l'idée d'entrer en action (ex : formation).</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>→ Nombre de refus de propositions de formation.</li> <li>→ Nombre de demandes d'aide faites par un tiers (ex : par un membre de la famille) et non par la personne en difficulté elle-même.</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>→ Forme d'acceptation de (de soumission à) la situation de dépendance aux services sociaux, à l'image de pauvreté...</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>→ Attitude de résistance face à la dépendance ou aux stigmates de la pauvreté.</li> </ul>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>→ Personnes qui ne croient plus en un changement possible de leur situation, qui ne croient plus dans les aides proposées pour s'en sortir.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>→ Espérance en un avenir meilleur.</li> <li>→ Croyance relative en l'efficacité des aides ou accompagnements proposés.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>→ Part des (nombre de) rendez-vous avec les services sociaux que la personne en difficulté n'honore pas (parmi l'ensemble des rendez-vous fixés sur les 12 derniers mois, par exemple).</li> </ul>

## → Essai d'élaboration d'une grille de lecture possible

À partir de ce recensement d'indices, nous pouvons proposer une grille de lecture susceptible d'aider les intervenants sociaux à identifier le caractère structurel ou conjoncturel d'une situation de pauvreté.

Signes d'une pauvreté structurelle	Signes d'une pauvreté conjoncturelle	Des axes d'investigation et d'observation
<p><b>Temporalité longue :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Pauvreté installée depuis long-temps.</li> <li>→ Continuité inter-générationnelle : situation de pauvreté touchant plusieurs générations (reproduction sociale).</li> <li>→ Causes aggravantes, causes qui prolongent ou accentuent une situation de pauvreté.</li> <li>→ Récurrence et chronicité des problématiques.</li> </ul>	<p><b>Temporalité courte :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Ruptures récentes.</li> <li>→ Difficultés passagères, transitoires...</li> <li>→ Causes déclenchantes, causes engendrant ou pouvant engendrer une situation de pauvreté (éléments ou événements déclencheurs).</li> <li>→ Événementialité et momentanéité des problématiques.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>→ Depuis combien de temps ?</li> <li>→ Situation de ses parents et/ou de ses enfants vis-à-vis de la pauvreté ? Antécédents familiaux au regard des minima sociaux (reproduction sociale ; étendue générationnelle).</li> <li>→ Quelles sont les causes soit déclenchant soit prolongeant une situation de pauvreté ? (explications causales objectives)</li> <li>→ Combien de fois ? (fréquence)</li> </ul>
<p><b>Pluri-dimensionnalité :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Cumul des problématiques sur plusieurs dimensions de l'existence (emploi, logement, famille, santé...).</li> </ul>	<p><b>Mono-dimensionnalité :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Difficulté ou précarité limitée à une seule dimension.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>→ Combien de dimensions touchées ? (étendue dimensionnelle)</li> </ul>
<p><b>Hétéronomie, déprise et immédiateté du vécu :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Personnes en recherche d'une satisfaction immédiate de leur besoin (expression du désir sur le très court terme).</li> <li>→ Impossibilité d'une projection de soi dans l'avenir (emprise de l'immédiat).</li> <li>→ Personnes dans la non-maîtrise de leur vie.</li> <li>→ Non choix.</li> </ul>	<p><b>Autonomie, contrôle et projection du vécu (sentiment d'historicité) :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Personnes en capacité d'investir (au sens large) aujourd'hui pour demain (rendement différé).</li> <li>→ Espérance en un avenir meilleur.</li> <li>→ Capacité de se projeter dans l'avenir.</li> <li>→ Personnes actrices de leur vie, encore en capacité de faire des choix, de ne pas subir...</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>→ Mesure du niveau de la "puissance d'agir", de l'historicité individuelle (sentiment de contrôle de sa capacité personnelle à faire sa propre histoire)...</li> <li>→ Mesure de l'estime de soi de la personne ; du niveau de confiance en ses possibilités...</li> <li>→ Perception de l'incertitude de l'avenir comme une menace ? Ou comme une chance ?</li> </ul>
<p><b>Facteurs intrinsèques à la personne :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Selon les intervenants sociaux, la pauvreté serait pour partie aussi entretenue par des idiosyncrasies et autres traits propres à la personne (sa psychologie, ses comportements, etc.).</li> </ul>	<p><b>Facteurs extrinsèques à la personne :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Selon les intervenants sociaux, la pauvreté s'expliquerait d'abord par des "accidents de la vie" : chômage, longue maladie, rupture conjugale, etc.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>→ Perception du poids des facteurs intrinsèques ou extrinsèques.</li> <li>→ D'une part, quelles explications les acteurs sociaux donnent-ils à la situation de pauvreté d'une personne en particulier ?</li> <li>→ D'autre part, quelles explications la personne elle-même donne-t-elle à sa situation de pauvreté ?</li> </ul>

## Conclusion

Les indicateurs non-monétaires permettant d'appréhender le phénomène de la pauvreté sont donc nombreux. En croisant différentes approches (entrée thématique, par public, selon la temporalité, etc.) et sources de données, ils constituent une incitation à la mobilisation des différents acteurs sociaux, élus et techniciens, intervenant auprès des publics fragilisés et au renforcement de leur partenariat.


Le défi réside maintenant dans l'appropriation par ces derniers des outils proposés. Dans le cas particulier des CCAS/CIAS, les diagnostics sociaux réalisés à l'occasion des analyses de besoins sociaux semblent constituer une formidable occasion d'expérimentation de leur mise en pratique.



## ① Les questionnaires d'enquêtes : des outils à part entière

→ Le questionnaire en direction des intervenants du social

### Questionnaire auprès des intervenants du social sur le repérage et l'identification des situations de pauvreté



LE MINISTRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE  
DU SUPPLÉMENT À L'ÉDUCATION  
DE LA JEUNESSE


LE MINISTRE DES SOLIDARITÉS  
ACTIVES

LE MINISTRE DE LA SANTÉ  
ET DE LA CONSOMMATION

LE MINISTRE DE LA JUSTICE  
ET DES AFFAIRES EUROPÉENNES

Dans l'objectif de toujours mieux appréhender la pauvreté, la DIISES, en lien avec le Haut Commissariat aux Solidarités Actives, a souhaité engager une étude visant à mettre en évidence de nouveaux indicateurs de mesure et de suivi de la pauvreté, notamment des indicateurs autres que monétaires (cf. démarche en fin de document).

Ce questionnaire, complètement anonyme, s'inscrit dans cette démarche.



Questionnaire à retourner avant le 6 décembre 2008  
à l'adresse suivante : COMPAS, 15 ter bd Jean Moulin 44106 Nantes cedex 4.  
Pour une info ou un remplissage, appeler le COMPAS au 02 51 80 69 80

#### A/ Mieux vous identifier en tant qu'intervenant du social

- 1- Quel est l'organisme qui vous emploie (que vous soyez professionnel ou bénévole) ? .....
- 2- Quel est votre service de rattachement dans cet organisme ? .....
- 3- Quel est l'intitulé de votre poste ? .....  *bénévole*
- 4- Quelle(s) est(sont) plus précisément votre(vos) fonction(s) sur ce poste ? .....
- 5- Quel est votre territoire administratif d'intervention ?  
 *quartier(s) prioritaire(s)*,       *quartier(s) non prioritaire(s)*,       *commune*,  
 *intercommunalité*,       *circonscription d'action sociale*,       *département*,       *autre*
- 6- Quel est le nom de votre territoire d'intervention ? .....
- 7- Quel est le "paysage" de votre territoire d'intervention ?  
 *urbain*,       *péri-urbain*,       *semi-rural*,       *rural*  
(plusieurs réponses sont possibles)

#### B/ Vos angles d'approche de la pauvreté

- 1- Dans le cadre de votre pratique (professionnelle ou bénévole), vous arrive-t-il d'être directement confronté à des situations de pauvreté ?     *oui*,       *non*
- 2- Dans quelles circonstances d'intervention rencontrez-vous ces situations de pauvreté ?  

<i>dans le cadre...</i> <input type="checkbox"/> <i>de réponses à l'urgence</i> , <input type="checkbox"/> <i>d'actions ponctuelles</i> , <input type="checkbox"/> <i>d'accompagnements sur la durée</i> .		<i>et dans le cadre...</i> <input type="checkbox"/> <i>d'interventions individuelles</i> , <input type="checkbox"/> <i>d'interventions auprès de familles</i> , <input type="checkbox"/> <i>d'interventions collectives</i> .
---	--	--

(plusieurs réponses sont possibles)
- 3- Dans la lutte contre la pauvreté, vous diriez de votre intervention qu'elle se situe...  
 *plutôt dans la prévention*,       *plutôt dans la réparation*,       *dans les deux*
- 4- Spontanément, pour expliquer la pauvreté, vous avez tendance à privilégier plutôt...  
 *des facteurs économiques*,       *des facteurs sociaux*,  
 *des facteurs individuels ou psychologiques*,       *aucun de ces facteurs en particulier*  
 *ne sais pas*       *autre* : .....  
(plusieurs réponses sont possibles)

## C/ Votre définition de la pauvreté

1- A partir d'une définition qui serait basée sur le manque ou l'absence, vous diriez que la pauvreté se caractérise par le manque de... ou l'absence de... (hiérarchisez vos réponses par ordre décroissant d'importance)

1 : .....	6 : .....
2 : .....	7 : .....
3 : .....	8 : .....
4 : .....	9 : .....
5 : .....	10 : .....

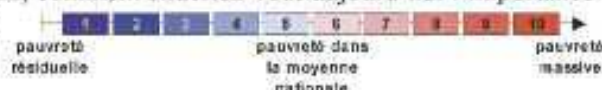
2- Selon vous, quels autres critères que le manque permettent de définir la pauvreté ?

(hiérarchisez vos réponses par ordre décroissant d'importance - noter de 1 à 9 pour le plus important)

- |  |   |
|--|---|
| <input type="radio"/> la perte                                       | <input type="radio"/> la rupture                        |
| <input type="radio"/> le renoncement / la privation / la restriction | <input type="radio"/> le non-choix (ou choix contraint) |
| <input type="radio"/> la vulnérabilité / la fragilité                | <input type="radio"/> l'exclusion / la marginalisation  |
| <input type="radio"/> l'insécurité                                   | <input type="radio"/> l'instabilité / l'incertitude     |
| <input type="radio"/> le handicap / le désavantage                   | <input type="radio"/> la souffrance                     |
| <input type="radio"/> autre : .....                                  |   |

## D/ Votre appréciation globale du niveau de la pauvreté sur votre territoire d'intervention

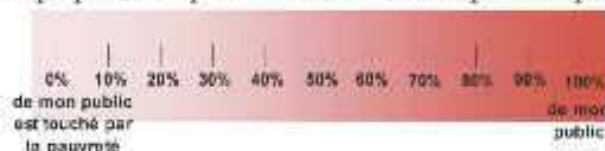
1- Sur une échelle de 1 à 10, comment situeriez-vous aujourd'hui l'importance de la pauvreté sur votre territoire d'intervention ?



2- Concernant l'évolution de cette pauvreté sur votre territoire d'intervention, vous diriez que la tendance depuis 5 ans est...

- plutôt à la hausse ?     plutôt à la baisse ?     plutôt stable ?     ne sais pas

3- Selon vous, dans quelle proportion la pauvreté touche-t-elle le public auprès duquel vous intervenez ?



3.1- Approximativement, à combien de ménages pauvres (familles + personnes seules) cela correspond-t-il sur une année ?

4- Au delà des seuils officiels, à quel niveau estimez-vous le montant pertinent du seuil de pauvreté...

- ...pour une personne seule sans enfant (en € par mois) ?  € par mois
- ...pour une personne seule avec un jeune enfant (en € par mois) ?  € par mois
- ...pour un couple avec deux jeunes enfants (en € par mois) ?  € par mois

2



## E/ Votre perception des situations de pauvreté lors de vos interventions

1- Lors de vos échanges au quotidien avec le public en demande ou en besoin d'aide, quels sont les signes / symptômes / indices, même anodins a priori, qui vous permettent de reconnaître une situation de pauvreté ?

*(si vous le pouvez, hiérarchisez vos réponses par ordre décroissant d'importance)*

- 1 : .....
- 2 : .....
- 3 : .....
- 4 : .....
- 5 : .....
- 6 : .....
- 7 : .....
- 8 : .....
- 9 : .....
- 10 : .....

*Pour vous aider, vous pouvez vous poser la question pour chacun des domaines suivants :*  
*niveau de vie et consommation ; alimentation ; emploi-travail ; éducation-formation ;*  
*logement-hébergement ; soins-santé-handicap ; vie familiale ; éducation des enfants ;*  
*participation citoyenne ; sports et loisirs ; activités culturelles ; etc.*

2- Pouvez-vous préciser la description de ces signes de pauvreté en fonction de vos publics cibles ?

Publics	signes / indices
0-5 ans (petite enfance)	..... ..... .....
6-17 ans (enfance - jeunesse)	..... ..... .....
18-25 ans (jeunes adultes)	..... ..... .....
26-59 ans (adultes actifs ou potentiellement actifs)	..... ..... .....
60-74 ans (jeunes retraités)	..... ..... .....
75 ans et plus (personnes âgées)	..... ..... .....

3- Quels sont les signes et caractéristiques qui vous permettent de penser que la pauvreté d'une personne ou d'une famille est...

...structurelle (installée, durable...)?

.....

.....

.....

.....

...conjoncturelle (provisoire, ponctuelle, transitoire...)?

.....

.....

.....

.....

4- Sur quels registres de l'existence la pauvreté vous semble-t-elle avoir le plus d'impacts ?

(hiérarchisez en numérotant vos réponses ; commencez par « 1 » pour le registre le plus important)

<input type="radio"/> niveau de vie et consommation	Précisez les conséquences de la pauvreté sur ce registre : .....
<input type="radio"/> emploi-travail	Précitez : .....
<input type="radio"/> éducation-formation	Précitez : .....
<input type="radio"/> logement-hébergement	Précitez : .....
<input type="radio"/> soins-santé-handicap	Précitez : .....
<input type="radio"/> alimentation	Précitez : .....
<input type="radio"/> rapport au corps	Précitez : .....
<input type="radio"/> vie familiale et équilibre	Précitez : .....
<input type="radio"/> éducation des enfants	Précitez : .....
<input type="radio"/> participation citoyenne	Précitez : .....
<input type="radio"/> sports et loisirs	Précitez : .....
<input type="radio"/> activités culturelles	Précitez : .....
<input type="radio"/> autres : .....	Précitez : .....

4

5- A partir de votre expérience de terrain et de la grille suivante, caractérisez les profils de ménages pauvres les plus fréquemment rencontrés ? *(Indiquez seulement les numéros correspondants)*

PROFILS	A) STRUCTURE DU MENAGE	B) AGE de chaque membre du ménage	C) PROXIMITE A L'EMPLOI	D) APPARTENANCE SOCIO-PROFESSIONNELLE
<i>Du plus fréquemment au moins fréquemment rencontré</i>	1) Homme seul avec enfant. 2) Femme seule avec enfant. 3) Homme seul avec enfants/ adolescents 0-5 ans. 4) Homme seul avec enfants/ adolescents 6-9 ans. 5) Femme seule avec enfants/ adolescents 0-6 ans. 6) Femme seule avec enfants/ adolescents 10-6 ans. 7) Couple sans enfant. 8) Couple avec enfants/ adolescents 0-9 ans. 9) Couple avec enfants/ adolescents 10-9 ans.	1) 16-25 ans. 2) 26-35 ans. 3) 36-55 ans. 4) 56-74 ans. 5) 75 ans et plus	1) En emploi stable (CDI) 2) En emploi sans préavis 3) En absence emploi-chômage 4) Au chômage de courte durée 5) Au chômage de longue durée 6) En inactivité professionnelle sans inscription au chômage 7) Retraité, étudiant, autre	1) Ouvriers et employés. 2) Ouvriers et techniciens agricoles 3) Professions intermédiaires 4) Cadres et professions intellectuelles supérieures 5) Artisans, commerçants, chefs d'entreprise 6) Exploitant agricole 7) Inactifs
<i>exemple</i>	1) Homme seul avec enfant	1) 16-25 ans	2) En emploi sans préavis	2) Ouvriers et techniciens agricoles
n°1				
n°2				
n°3				
n°4				
n°5				

## F/ Votre opinion sur la réponse apportée aux situations de pauvreté

1- Personnellement, quelle est votre niveau de satisfaction quant à...	<i>très satisfait</i>	<i>plutôt satisfait</i>	<i>plutôt insatisfait</i>	<i>très insatisfait</i>
...l'efficacité de vos interventions pour <b>réduire</b> le nombre de ménages pauvres ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
...l'efficacité de vos interventions pour <b>prévenir</b> une aggravation plus importante des situations de pauvreté ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
...l' <b>importance des moyens</b> à votre disposition pour lutter contre la pauvreté ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
...la <b>pertinence des moyens</b> à votre disposition pour lutter contre la pauvreté ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

2- A votre avis, quelles seraient les initiatives à mettre en œuvre localement **pour permettre de réduire** la pauvreté et ses conséquences sur les populations ?

.....

.....

.....

.....

3- A votre avis, quelles seraient les initiatives à mettre en œuvre localement **pour permettre de prévenir** le développement de la pauvreté ?

.....

.....

.....

.....

*Merci pour votre contribution...*

Questionnaire à retourner avant le 6 décembre 2008  
à l'adresse suivante : COMPAS, 15 ter bd Jean Moulin 44106 Nantes cedex 4.  
Pour une aide au remplissage, appeler le COMPAS au 02 51 80 68 80



## L'étude DIIESES : objectifs et méthodologie

Délégation interministérielle à l'innovation, à l'expérimentation sociale et à l'économie sociale

**« Pour une meilleure connaissance de la pauvreté,  
définir de nouveaux indicateurs de mesure et de suivi »**

**Objectif principal**

Aider les acteurs sociaux à mieux quantifier et qualifier la pauvreté existante sur leur territoire grâce à l'élaboration et à l'appropriation de nouveaux outils d'observation.

**Objectifs opérationnels**

Mettre en évidence une série d'indicateurs de la pauvreté autres que monétaires;

Mettre en œuvre une expérimentation de ces indicateurs sur trois départements prédéfinis.

Faire en sorte que ces indicateurs puissent être appropriables par les acteurs locaux, pérennes dans le temps et transposables spatialement.

*Les départements retenus* sont le Puy de Dôme (63), la Gironde (33) et le Val d'Oise (95). Il s'agit de trois territoires pour lesquels une démarche VIGIES<sup>1</sup> est engagée.

**Le Puy de Dôme**, qui mêle un espace anciennement industrialisé et un espace rural. 67% de la population est urbaine au sens de l'INSEE ; 76 hab./km<sup>2</sup>.

**La Gironde**, une prédominance de l'urbain important, des quartiers sensibles, du littoral attirant des populations âgées nées, du rural actif (notamment viticole) qui commence à devenir espace de vie pour actifs urbains à la recherche d'un logement moins cher. 80% de la population est urbaine au sens de l'INSEE ; 129 hab./km<sup>2</sup>.




**Le Val d'Oise**, banlieue parisienne avec ses territoires plus favorisés et ses communes comprenant des quartiers en grande difficulté. 95% de la population est urbaine au sens de l'INSEE ; 887 hab./km<sup>2</sup>.

*VIGIES – Valorisation des Indicateurs pour la Gestion de l'Information de l'Environnement Social ; démarche mutualisée d'analyse des besoins sociaux pour des communes regroupées.*

**Méthode**

Approche	Phase	Outils méthodo	Questionnements	Acteurs sociaux mobilisés
Quantitative	1- une analyse statistique du département	Analyse descriptive Typologie de territoires Analyse de corrélations Analyse multidimensionnelle Indicateur agrégé	Réalités sociales du territoire ; Sur-représentation de la pauvreté ; l'acteurs explicatifs selon leur degré d'influence ; ...	Partenaires fournisseurs de données dans le cadre de VIGIES
	2- une enquête auprès des professionnels du social du département	Questionnaire Groupes d'analyse partagée	Indices d'appréhension des situations de pauvreté ; Définitions de la pauvreté ; Outils de mesure ; Angles d'approche ; Impacts de la pauvreté sur la vie des usagers ; impacts sur l'intervention ; ...	Professionnels du social (ouverture vers tous les partenaires : CCAS, CG, CAF, ...)
Qualitative	3- une approche des usagers via les demandeurs d'aides financières	Questionnaire (passation via les CCAS) <i>et/ou</i> Entretiens collectifs	Perception de leur propre situation ; l'acteurs explicatifs exprimés ; Conséquences sur la vie quotidienne (renoncements, privations, choix contraints...) ; ...	CCAS et leurs professionnels
	4- un retour et un réinvestissement vers les CCAS et les institutions sociales	Groupes de travail et de restitution	Faisabilité et modalités de mise en œuvre de nouveaux indicateurs de mesure et de suivi de la pauvreté, au sein des partenaires sociaux.	CCAS et Autres institutions sociales

## → Le questionnaire en direction des usagers des CCAS (publics en demande d'aide)

 <p>Ministère de l'Égalité du Territoire et du Développement Rural</p>	<h3>Questionnaire auprès du public en demande d'aide au sein des CCAS</h3>		<p>questionnaire <i>ANONYME</i> administré par les CCAS</p>
 <p>Ministère de l'Égalité du Territoire et du Développement Rural</p>	 <p>UNCCAS</p>	<p>Questionnaire à retourner avant le .../.../2008 à l'adresse suivante : COMPAS, 15 ter bd Jean Moulin 44106 Nantes cedex 4. Pour une aide au remplissage, appeler le COMPAS au 02 51 80 69 80</p>	
<h3>A/ Le profil de la personne</h3>			
<p>1- Vous êtes... <input type="checkbox"/> un homme, <input type="checkbox"/> une femme</p> <p>2- Quel est votre âge ? .....</p> <p>3- Vous vivez... <input type="checkbox"/> seul(e), <input type="checkbox"/> en couple</p> <p>4- Combien d'enfants avez-vous à charge ? ..... → { 4.1- Dont combien de 14 ans ou plus ? ..... 4.2- Dont combien de 21 ans ou plus ? .....</p> <p>5- Sur quel canton ou commune résidez-vous ? .....</p> <p>6- Quel est le dernier diplôme que vous avez obtenu ?  <input type="checkbox"/> CEP-BEPC-Brevet des collèges, <input type="checkbox"/> CAP-BEP, <input type="checkbox"/> Bac-BP-BT,  <input type="checkbox"/> Bac + 2, <input type="checkbox"/> Bac + 3 et plus, <input type="checkbox"/> aucun diplôme</p> <p>7- Au sein de votre foyer, combien de personnes perçoivent un salaire ? .....</p> <p>8- Approximativement, quel est le montant total des ressources de votre foyer par mois (tous confondus : salaires, aide au logement, allocations familiales, pension alimentaire...)? ..... € par mois        8.1- D'un mois à l'autre, vos revenus varient-ils de façon importante ? <input type="checkbox"/> oui, <input type="checkbox"/> non</p> <p>9- Vis-à-vis de votre logement, vous êtes... <input type="checkbox"/> locataire en ILM, <input type="checkbox"/> locataire hors ILM,  <input type="checkbox"/> propriétaire, <input type="checkbox"/> hébergé famille/amis, <input type="checkbox"/> autre</p> <p>10- Personnellement, avez-vous le permis "voiture" ? <input type="checkbox"/> oui, <input type="checkbox"/> non, <input type="checkbox"/> c'est en cours.        10.1- Si non, pourquoi ? <input type="checkbox"/> c'est un choix, <input type="checkbox"/> par manque d'argent, <input type="checkbox"/> du fait d'une suspension</p> <p>11- Au sein de votre foyer, y a-t-il une voiture ? <input type="checkbox"/> oui, <input type="checkbox"/> non        11.1- Si non, pourquoi ? <input type="checkbox"/> c'est un choix, <input type="checkbox"/> par manque d'argent</p> <p>12- Disposez-vous d'une mutuelle ou assurance complémentaire santé ? <input type="checkbox"/> oui, <input type="checkbox"/> non        12.1- Si oui, s'agit-il de la CMU-complémentaire ? <input type="checkbox"/> oui, <input type="checkbox"/> non        12.2- Si non, est-ce dû à un manque d'argent ? <input type="checkbox"/> oui, <input type="checkbox"/> non</p>			
<h3>B/ La perception de sa propre situation sociale et financière</h3>			
<p>1- A propos de vos moyens financiers actuels pour vivre, vous diriez que...  <input type="checkbox"/> vous êtes à l'aise généralement, <input type="checkbox"/> ça va à peu près en faisant attention,  <input type="checkbox"/> c'est souvent juste, <input type="checkbox"/> c'est toujours difficile, <input type="checkbox"/> ne sait pas</p> <p>2- Avez-vous le sentiment d'être en situation de pauvreté ?  <input type="checkbox"/> oui tout à fait, <input type="checkbox"/> oui plutôt, <input type="checkbox"/> non pas vraiment, <input type="checkbox"/> non pas du tout, <input type="checkbox"/> ne sait pas</p> <p>2.1- Si oui, cela tient pour vous, <input type="checkbox"/> principalement à des revenus trop faibles,  <input type="checkbox"/> à la fois à des revenus trop faibles et à des charges trop lourdes,  <input type="checkbox"/> davantage à des charges trop lourdes qu'à des revenus trop faibles</p> <p>2.2- Y a-t-il d'autres éléments qui permettent d'expliquer votre situation ?        .....        .....        .....</p> <p>3- Par rapport à il y a 5 ans, votre situation... <input type="checkbox"/> s'est améliorée, <input type="checkbox"/> s'est détériorée, <input type="checkbox"/> est restée stable</p> <p>4- Selon vous, à partir de quel niveau de revenu un ménage comme le votre peut-il éviter les difficultés financières ? ..... € par mois</p> <p>5- Au cours des 5 dernières années, combien de fois vous est-il arrivé de demander une aide financière ou en nature (ex. : bons alimentaires) auprès de votre CCAS ? <input type="checkbox"/> jamais, <input type="checkbox"/> c'est la première fois, <input type="checkbox"/> au moins deux fois</p>			

## C/ Les contraintes sur ses choix

1- Compte-tenu de votre budget aujourd'hui, qu'est-ce qui, pour vous, est le plus important...

(autre « 1 » pour le plus important jusqu'à « 11 » pour le moins important)

- |   |  |
|---|--|
| <input type="radio"/> Prendre soin de sa santé,   | <input type="radio"/> Prendre soin de son apparence physique et vestimentaire, |
| <input type="radio"/> Avoir suffisamment à manger,  | <input type="radio"/> Faire garder ses enfants,                                |
| <input type="radio"/> Payer des études à ses enfants (si vous en avez),                             | <input type="radio"/> Avoir des loisirs ou une activité sportive,              |
| <input type="radio"/> Inviter des amis chez soi et être invité,                                     | <input type="radio"/> Partir en vacances,                                      |
| <input type="radio"/> Régler dans les temps ses charges de logement (loyer, factures...),           | <input type="radio"/> Disposer des moyens de se déplacer (transport),          |
| <input type="radio"/> Se divertir avec des livres, des CD ou en allant au cinéma, au restaurant..., | <input type="radio"/> Autre : .....  |

2- Lors de difficultés de budget, vous arrive-t-il...

- ...de réduire vos achats de médicaments non remboursés ?  
 oui souvent,  oui parfois,  rarement,  jamais
- ...de renoncer à aller voir d'un médecin-généraliste ?  
 oui souvent,  oui parfois,  rarement,  jamais
- ...de renoncer à aller voir d'un médecin-spécialiste ?  
 oui souvent,  oui parfois,  rarement,  jamais  
 Si oui, précisez :  dentiste  ophtalmologiste  autre : .....
- ...de réduire vos achats alimentaires ?  
 oui souvent,  oui parfois,  rarement,  jamais
- ...de retarder le paiement d'un loyer ou d'une traite « logement » ?  
 oui souvent,  oui parfois,  rarement,  jamais
- ...de retarder le paiement d'une facture de gaz, d'électricité ou d'eau ?  
 oui souvent,  oui parfois,  rarement,  jamais
- ...de réduire vos achats de vêtements ?  
 oui souvent,  oui parfois,  rarement,  jamais
- ...de reporter vos envies d'aller au cinéma ou au restaurant ?  
 oui souvent,  oui parfois,  rarement,  jamais
- ...de renoncer à inviter chez vous des amis ?  
 oui souvent,  oui parfois,  rarement,  jamais
- ...de modérer vos dépenses liées aux études des enfants (si vous en avez) ?  
 oui souvent,  oui parfois,  rarement,  jamais
- ...de réduire vos déplacements à cause du prix trop élevé du transport ou de l'essence ?  
 oui souvent,  oui parfois,  rarement,  jamais

3- Pour vous aider financièrement, êtes-vous contraint d'avoir recours aux crédits à la consommation ?  oui,  non  
 3.1- Si oui, combien de crédits avez-vous : ..... → 3.2- Combien remboursez-vous par mois au total : ..... €

4- Dans le cas d'une soudaine rentrée d'argent, quelles seraient vos priorités ? (plusieurs réponses sont possibles)  
 mettre de l'argent de côté,  régler une dette,  satisfaire un besoin urgent,  faire une dépense particulière  
 Préciser le type de besoin ou de dépense : .....

Merci pour votre participation...



## ② Les annexes liées à l'approche quantitative...

### → Les variables utilisées pour les analyses typologiques

#### → Typologie socio-économique :

##### INSEE-RP1999

- Poids des résidences principales parmi l'ensemble des logements RP1999
- Poids des logements collectifs parmi les résidences principales RP1999
- Poids des logements sociaux parmi les résidences principales RP1999
- Poids des ménages locataires du privé RP1999
- Nombre moyen de personnes par pièce dans les résidences principales RP1999
- Poids des ménages d'une personne seule parmi l'ensemble des ménages RP1999
- Poids des familles avec enfant(s) parmi les ménages RP1999
- Poids des ménages propriétaires en % RP1999
- Évolution du nombre de résidences principales 90-99 RP1999

##### INSEE

- Nombre de naissances pour un décès INSEE - État Civil 2006
- Écart inter décile, INSEE-DGI 2006
- Taxe professionnelle par habitant INSEE 2006
- Revenus fiscaux des ménages par Unité de Consommation, médiane (euros) INSEE-DGI 2006

#### → Typologie socio-démographique :

##### INSEE-RP1999

- Familles nombreuses, RP1999
- Familles monoparentales, RP1999
- Part des 18-24 ans, RP1999
- Part des 25-59 ans, RP1999
- Part des 60-74 ans, RP1999
- Part des 75 ans et plus, RP1999
- Part des 75 ans et plus vivant seules, RP1999
- Part des contrats précaires, RP1999
- Taux d'activité des femmes 25-59 ans, RP1999
- Part des 50 ans et plus actifs, RP 1999
- Part des 16-24 ans actifs, RP1999
- Taux de chômage 1999, RP1999
- Taux de scolarisation des 19-24 ans, RP1999
- Part des bas niveaux de formation, RP1999
- Variation de la population active, RP1999
- Variation des bas niveaux de formation, RP1999
- Variation des hauts niveaux de formation, RP1999

##### INSEE

- Revenu médian, INSEE-DGI 2005
- Naissances pour 1 000 habitants, INSEE-Etat Civil 2006
- Évolution de la population 1999-2006, INSEE
- Ménages non imposés, INSEE-DGI 2005

##### SIRENE

- Nombre d'établissements pour 100 habitants SIRENE 2006
- Part commerce SIRENE 2006
- Part construction SIRENE 2006
- Part industrie SIRENE 2006
- Part service SIRENE 2006
- Taux de création d'entreprise SIRENE 2006

##### DADS - CLAP - ASSEDIC

- Part sphère productive CLAP 2005
- Part sphère résidentielle CLAP 2005
- Part sphère publique CLAP 2005
- Part des emplois à temps partiel DADS 2005
- Ratio du nombre d'ouvriers pour un cadre DADS 2005
- Évolution du nombre de salariés 2000-2005 ASSEDIC 2005
- Part agriculture ASSEDIC 2005

##### DIVERSES SOURCES

- Part des logements construits depuis 2000 par rapport aux résidences principales de 1999 SITADEL 2006, RP1999
- Part des minima sociaux (RMI, API, AAH, Minimum Vieillesse) CAF, MSA 2005 CRAM 2007

##### CAF-MSA

- Dépendance CAF, CAF 2005
- Persistance RMI, CAF 2005
- Familles monoparentales RMI, CAF-MSA 2005
- Part des minima sociaux (RMI-API-AAH- minimum vieillesse), CAF, MSA 2005 CRAM 2007

##### ANPE - DARES - UNEDIC

- Part DEFM femmes, ANPE DARES 2005
- Part DEFM moins 25 ans, ANPE DARES 2005
- Part DELD parmi DE, ANPE DARES 2005
- Taux chômage 2005, ANPE DARES 2005
- Taux chômage DELD, ANPE DARES 2005
- Taux ASS (Allocation de Solidarité Spécifique), UNEDIC 2005

##### URCAM

- Part des bénéficiaires de soins dentaires, URCAM 2006
- Nombre d'actes médicaux par bénéficiaire, URCAM 2006

## → Logiques de localisation de l'activité économique... ou les sphères d'activité

L'activité a été découpée en trois sphères qui renvoient à des logiques différentes de localisation de l'activité :

- la **sphère "productive"**, englobe les secteurs orientés vers les marchés extérieurs au territoire considéré. C'est la partie de l'économie la plus exposée aux contraintes et aux chocs de l'économie mondialisée : l'emploi suit les entreprises. On y retrouve essentiellement l'industrie, le secteur de l'énergie, les services aux entreprises, le transport de marchandises, le commerce de gros et une partie des activités immobilières ;
- la **sphère de "l'économie résidentielle"** contient les services marchands aux personnes qui se développent près des lieux où les populations résident ou simplement séjournent comme les touristes : l'emploi suit la population. Sont comprises principalement dans cette sphère les services aux particuliers, la construction, l'éducation (hors fonction publique), la santé, l'action sociale, le commerce de détail, les activités financières et le transport de voyageurs ;
- la **sphère "publique"** dont la localisation est d'abord commandée par l'organisation administrative du territoire et la part des services de proximité inclus dans la fonction publique. On y trouve les emplois relevant des trois fonctions publiques : d'État, territoriale et hospitalière.

Ce découpage sectoriel reste schématique, puisque bien entendu tous les secteurs sont productifs (créateurs de valeur ajoutée), les services aux personnes comme le tourisme ne sont pas à l'abri de la conjoncture internationale. Le contenu en activités de la fonction publique est lui-même très divers et la localisation des emplois publics peut obéir à des logiques variables selon que prévalent les impératifs de proximité ou de centralité.

*(source : INSEE)*

## → Cas d'étude empirique des analyses typologiques – Étude aux cantons

### → Définir la logique socio-économique de son territoire...

#### • Ruralité et pauvreté économique

**63** : Ardes, Arlanc, Bourg-Lastic, Champeix, Cunlhat, Herment, Tour D'auvergne, Maringues, Menat, Pionsat, Pontaumur, Pontgibaud, Saint-Amant-Roche-Savine, Saint-Anthème, Saint-Didier-D'auvergne, Saint-Germain-Lembron, Saint-Germain-L'herm, Saint-Gervais-D'auvergne, Sauxillanges, Tauves, Viverols

#### • Sphère productive industrielle

**63** : Ambert, Chateldon, Courpière, Lezoux, Manzat, Montaigut, Olliergues, Saint-Remy-Sur-Durolle, Thiers

**33** : Captieux, Saint-Ciers-Sur-Gir

**95** : Garges-Les-Gonesse-Est



## • **Pauvreté et résidentialisation ouvrière**

**63** : Aigueperse, Billom, Jumeaux, Randan, Vertaizon

**33** : Auros, Bazas, Blaye, Bourg, Branne, Cadillac, Castillon-La-Bataille, Coutras, Fronsac, Grignols, Guitres, Langon, Lussac, Monsegur, Pauillac, Pellegrue, Podensac, Pujols, Reole, Saint-Andre-De-Cubzac, Sainte-Foy-La-Grand, Saint-Macaire, Saint-Savin, Saint-Symphorien, Sauveterre-De-Guyen, Targon, Villandraut

## • **Economie touristique**

**63** : Besse-Et-Saint-Anastaise, Rochefort-Montagne

**33** : Arcachon, Audenge, Castelnau-De-Medoc, Lesparre-Medoc, Saint-Laurent-Medoc, Saint-Vivien-De-Medoc, La Teste-De-Buch

## • **Villes pôles - résidentiel social - et bas revenus**

**63** : Issoire, Clermont-Ferrand, Riom

**33** : Libourne, Begles, Cenon, Floirac, Lormont, Merignac, Bordeaux

**95** : Beaumont-Sur-Oise, Bezons, Gonesse, Pontoise, Saint-Ouen-L'auumone, Goussainville, Villiers-Le-Bel, Cergy-Sud, Cergy, Garges-Les-Gonesse, Sarcelles, Argenteuil

## • **Dynamique économique – zones résidentielles aisées – et hauts revenus**

**63** : Combronde, Ennezat, Pont-Du-Chateau, Riom-Ouest, Veyre-Monton, Vic-Le-Comte, Aubiere, Cournon-D'auvergne, Gerzat

**33** : Belin-Beliet, Blanquefort, Carbon-Blanc, Creon, Brede, Gradignan, Merignac 2e, Saint-Medard-En-Jalles

**95** : Luzarches, Magny-En-Vexin, Marines, Taverny, Viarmes, Vigny, Beauchamp, Cergy-Nord, Herblay, Vallee-Du-Sausseron

## • **Banlieues résidentielles aisées et économie résidentielle**

**63** : Riom-Est, Saint-Amant-Tallende, Beaumont, Chamalieres, Royat

**33** : Bouscat, Talence, Villenave-D'ornon, Pessac

**95** : Cormeilles-En-Paris, Domont, Eaubonne, Ecoen, Enghien-Les-Bains, Ermont, Franconville, Isle-Adam, Montmorency, Saint-Leu-La-Forêt, Sannois, Soisy-Sous-Montmore, Hautil, Saint-Gratien

## → **Définir la logique socio-démographique de son territoire...**

### • **Viellissement et dépendance aux prestations sociales**

**63** : Jumeaux, Montaigut, Saint Gervais d'Auvergne.

**33** : Arcachon, Captieux, Coutras, Grignols, Lesparre Medoc, Monsegur, Reole, Saint Ciers sur Gironde, Sainte Foy la Grande, Saint Symphorien, Saint Vivien de Medoc, Villandraut

## • Vieillesse et actifs précarisés

**63** : Aigueperse, Ambert, Ardes, Arlanc, Champeix, Chateldon, Courpière, Cunlhat, Lezoux, Manzat, Maringues, Olliergues, PontGibaud, Randan, Rochefort Montagne, Saint Didier D'Auvergne, St Germain L., St Rémy/s Durole, Sauxillanges

**33** : Auros, Bazas, Branne, Castillon la Bataille, Lussace, Pellegrue, Pujols, Sauveterre de Guyenne, Targon

## • Chômage et précarité dans les villes pôles ou territoires péri-urbains

**63** : Billom, Issoire, Thiers, Riom

**33** : Audenge, Belin-Beliet, Blaye, Bourg, Cadillac, Carbon blanc, Castelneau de Medoc, Fronsac, Guitres, Langon, Libourne, Pauillac, Podensac, Saint Andre de C., Saint Laurent M., Saint Macaire, Saint Savin, Teste de Buch, Begles, Bouscat, Cenon, Floirac, Lormont

## • Ruralité, personnes âgées et travailleurs pauvres

**63** : Besse et St A., Bourg-Lastic, Herment, La Tour d'Auvergne, Menat, Pionsat, Pontaumur, Saint Amant Roche S., Saint Antheme, Saint Germain l'H., Tauves, Viverols

## • Villes centres

**63** : Clermont Ferrand

**33** : Talence, Pessac, Bordeaux

## • Familles et concentration de difficultés sociales

**95** : Garges les Gonesse, Sarcelles

## • Dynamisme démographique

**95** : Beaumont S/Oise, Bezons, Cormeilles en Paris, Ecoeu, Enghien les Bains, Ermont, Franconville, Gonesse, Pontoise, Saint Ouen l'Aumone, Sannois, Goussainville, Villiers le Bel, Cergy Sud, Garges les Gonesse Est, Hautil, Saint Gratien, Cergy, Argenteuil

## • Populations favorisées

**63** : Combronde, Ennezat, Pont du Château, Riom Est, Riom Ouest, Saint Amant T, Vertaizon, Veyre Monton, Vic le Comte, Aubière, Beaumont, Chamalières, Cournon d'Auvergne, Gerzat, Royat

**33** : Blanquefort, Creon, Brede, Villenave d'Ornon, Gradignan, Merignac 2<sup>e</sup> Canton, Saint Medard en Jalles, Merignac

**95** : Domon, Eaubonne, L'Isle Adam, Luzarches, Magny en Vexin, Marines, Montmorency, Saint Leu la Forêt, Soisy sous Montmore, Taverny, Viarmes, Vigny, Beauchamp, Cergy Nord, Herblay, Vallée du Sausseron

## 3 Exemple de mise en place d'une grille de questionnement de veille

Il s'agit d'une grille de questionnement sur l'appréciation subjective de certains aspects de la pauvreté des jeunes adultes.

Cette grille est envoyée tous les 6 mois à un panel d'une quinzaine de veilleurs peu ou prou en contact régulier avec cette population cible.

### *Votre appréciation subjective de la pauvreté des 18-25 ans en tant que partenaires veilleurs*

Sur une échelle de 1 à 5, situez les problématiques ci-dessous selon qu'elles constituent ou pas, d'après vous, un problème majeur sur la ville (ou le quartier) de [xxxxx] :

ce n'est pas du tout un problème 1 2 3 4 5 c'est effectivement un problème majeur.  
sur une échelle de 1 à 5 :

Indiquez SO si vous n'avez pas d'opinion sur la question

Problématiques	Votre valeur de 1 à 5 (ou SO)	Evolution depuis 3 ans : +, = ou -	Qu'est-ce qui vous fait penser cela ?
<i>les jeunes adultes en situation de pauvreté</i>			
<i>les jeunes adultes renonçant à un emploi du fait des coûts induits que celui-ci occasionne</i>			
<i>les jeunes adultes contraints d'avoir recours au travail "au noir" pour subvenir à leurs besoins</i>			
<i>les jeunes adultes impliqués dans une activité illicite pour subvenir à leurs besoins</i>			
<i>les jeunes adultes en demande explicite d'un logement d'urgence</i>			
<i>les jeunes adultes en errance, SDF ou à la rue</i>			
<i>les jeunes adultes résidant dans un "logement indigne"</i>			
<i>les jeunes adultes contraints de retourner vivre chez leurs parents faute de ressources suffisantes</i>			
<i>la consommation de produits stupéfiants chez les jeunes adultes</i>			
<i>les jeunes adultes souffrant de troubles psy du fait d'une situation de pauvreté ou de précarité</i>			
<i>les jeunes adultes en situation d'illettrisme</i>			
<i>les jeunes femmes isolées ayant connu une maternité précoce</i>			
<i>les jeunes parents confrontés à des difficultés dans l'exercice de la parentalité</i>			
<i>les jeunes adultes en rupture totale avec leur famille</i>			
<i>les jeunes adultes socialement fragilisés du fait d'antécédents judiciaires</i>			
<i>etc.</i>			



# Abonnez-vous à

Actions & Territoires  
du Social

# Actes



L'arrivée du RSA  
vue du terrain...

1<sup>er</sup> magazine  
de l'action sociale locale

Pour nos adhérents

1 an  
(10 numéros)

= 30 €

→ Offre réservée aux CCAS  
adhérents situés dans  
les villes de moins de  
3 150 habitants

Retrouvez chaque mois



→ Gratuit, dans  
chaque numéro,  
une fiche pratique  
détachable pour  
faire le point  
sur la législation.

- Un dossier complet sur l'un des thèmes majeurs de l'action sociale de proximité
- L'interview ou la réflexion d'une personnalité
- Les réalisations sociales originales, les initiatives locales, les partenariats...
- La législation et l'information technique
- L'information sociale européenne
- L'actualité sociale nationale, une sélection d'ouvrages utiles, le meilleur du web...



UNCCAS  
Union Nationale des Centres  
Communaux d'Action Sociale

À retourner à : UNCCAS - Service abonnements  
Villa Souchet - 105, Avenue Gambetta BP3 - 75960 PARIS cedex 20

BULLETIN D'ABONNEMENT

M/M<sup>m</sup>/M<sup>lle</sup> : ..... Organisme : .....

N° d'adhésion UNCCAS : ..... Adresse : .....

BP : ..... Code Postal : ..... Ville : .....

Tél. : ..... Fax : ..... E-mail : .....

Cachet et signature

→ Villes de moins de 3 150 habitants :

Oui, je m'abonne à ACTES  
"Actions et Territoires du Social"  
au prix de 30 €\*

→ Villes de plus de 3 150 habitants :

Oui, je m'abonne à ACTES  
"Actions et Territoires du Social"  
au prix de 70 €\*

→ Non-adhérents :  Oui, je m'abonne à ACTES "Actions  
et Territoires du Social" au prix de 80 €\*

→ Offre réservée à nos adhérents :

Oui, je souhaite bénéficier de votre offre d'abonnement supplémentaire à Actes

au prix de 28 €/an (villes de moins de 3 150 habitants)

au prix de 53 €/an (villes de plus de 3 150 habitants)

et ce dès le second abonnement.

Nombre d'abonnements supplémentaires : .....

→ Paiement à réception de facture par :  Chèque bancaire ou postal à l'ordre de l'UNCCAS  Mandat administratif

\* Frais de port inclus



**Union Nationale des Centres  
Communaux d'Action Sociale**

5, rue Sainte-Anne - 59043 Lille Cedex  
Tél. 03 20 28 07 50 - Fax 03 20 28 07 51

**Siège social**

Villa Souchet - 105, avenue Gambetta  
BP 3 - 75960 Paris Cedex 20  
Tél. 01 53 19 85 50 - Fax 01 53 19 85 51

[contact@unccas.org](mailto:contact@unccas.org)

[www.unccas.org](http://www.unccas.org)